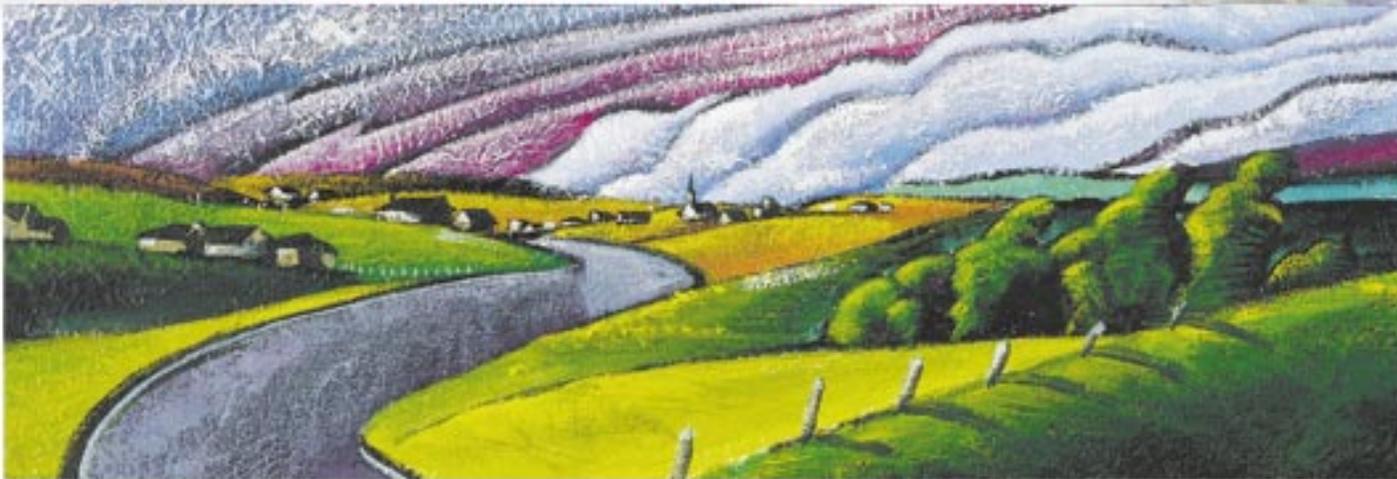




# TRAVAILLER ENSEMBLE

*au sein du Canada rural*



*Rapport annuel au Parlement*

*Mai 2000*



Canada 

Le Secrétariat rural  
Agriculture et Agroalimentaire Canada  
Édifice Sir-John-Carling  
930, avenue Carling, pièce 4112  
Ottawa (Ontario) K1A 0C5  
Numéro sans frais : 1 888 781-2222  
Télécopieur sans frais : 1 800 884-9899  
Courriel : [rs@em.agr.ca](mailto:rs@em.agr.ca)  
Internet : [www.rural.gc.ca](http://www.rural.gc.ca)

Publication 2031/B

© ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
N° de catalogue : A1-18/2000  
ISBN : 0-662-64893-5



# TRAVAILLER ENSEMBLE

*au sein du Canada rural*



*Rapport annuel au Parlement*

*Mai 2000*



---

**Lyle Vanclief**

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire  
Ministre à la coordination des affaires rurales

---

**Andy Mitchell**

Secrétaire d'État (Développement rural)  
(Initiative fédérale du développement  
économique du Nord de l'Ontario)



# TABLE DES MATIÈRES

<b>Résumé</b> .....	<b>1</b>	Accès aux soins de santé .....	56
<b>Message du ministre</b> .....	<b>7</b>	Accès à l'éducation .....	59
<b>Message du secrétaire d'État</b> .....	<b>8</b>	Partenariats pour le développement des collectivités .....	62
<b>Coordination pangouvernementale</b> .....	<b>9</b>	Promotion du Canada rural .....	65
Rappel historique .....	9	<b>Vers demain : mettre la vision en pratique</b> .....	<b>67</b>
Concertation des intervenants fédéraux .....	11	Transposer nos engagements en mesures concrètes .....	67
Au service des Canadiens du milieu rural .....	12	Plans d'action nationaux et régionaux .....	72
<b>Caractéristiques principales du Canada rural</b> .....	<b>17</b>	Mesurer notre rendement .....	72
Diversité rurale .....	17	<b>Annexe A : Liste des projets pilotes du</b>	
Géographie .....	17	<b>Partenariat rural canadien –</b>	
Population .....	18	<b>1998-1999</b> .....	<b>73</b>
Emplois .....	18	<b>Annexe B : Liste des membres du Groupe</b>	
Bien-être économique .....	19	<b>de travail interministériel sur</b>	
Bien-être social .....	20	<b>le secteur rural</b> .....	<b>78</b>
Résumé .....	21	<b>Annexe C : Liste des initiatives</b>	
<b>Répondre aux priorités des Canadiens du</b>		<b>gouvernementales qui touchent</b>	
<b>milieu rural</b> .....	<b>23</b>	<b>le Canada rural</b> .....	<b>80</b>
Accès aux programmes et aux services du gouvernement fédéral ..	23		
Accès aux ressources financières .....	28		
Possibilités pour les jeunes du milieu rural .....	33		
Développement du leadership en matière de ressources			
humaines et renforcement des capacités des collectivités ...	37		
Infrastructure rurale .....	42		
Télécommunications et utilisation de l'autoroute de			
l'information en milieu rural .....	46		
Diversification économique .....	51		



# RÉSUMÉ

En février 1998, le gouvernement s'est inspiré du rapport historique *Tenir compte de la réalité rurale* et a donné suite au discours du Trône 1997 en réservant 20 millions de dollars sur quatre ans pour répondre aux préoccupations rurales. Cet argent devait servir à lancer l'initiative Partenariat rural canadien (PRC), qui coordonne les activités pangouvernementales dans le dossier du Canada rural. La même année on assistait au lancement du processus du Dialogue rural qui incitait les Canadiens du milieu rural à discuter avec le gouvernement fédéral de leurs possibilités, de leurs défis et de leurs priorités ainsi que du rôle du gouvernement dans la recherche de solutions aux principaux enjeux du Canada rural.

En mai 1999, le gouvernement a annoncé le Cadre d'action fédéral à l'intention du Canada rural, qui définissait 11 domaines prioritaires.

Plus tard la même année, en août, le premier ministre a nommé un nouveau secrétaire d'État (Développement rural) et le gouvernement a réitéré sa détermination à répondre de façon cohérente aux préoccupations des Canadiens du milieu rural. En outre, le discours du Trône d'octobre 1999 annonçait des plans en vue d'améliorer la qualité de vie des Canadiens, de bâtir une économie dynamique, de favoriser le développement des enfants et des jeunes, d'améliorer les services de santé, de dynamiser les collectivités et de resserrer les liens entre le gouvernement et les peuples autochtones.

Faisant fond sur ce discours du Trône, le Budget 2000 définissait quatre grands piliers par lesquels le gouvernement entend concrétiser sa détermination à améliorer la qualité de vie des Canadiens : maintenir une saine gestion financière, alléger le fardeau fiscal, rendre l'économie du Canada plus innovatrice et investir dans le savoir et les compétences.

Lorsque nous faisons le point sur la situation du Canada rural, nous sommes en présence d'une mosaïque d'économies, de sociétés et de cultures qui varient selon les régions et à l'intérieur même des régions. On note en effet des différences d'histoire, de langue, de niveau de revenu et de possibilités d'emplois d'une région rurale à l'autre, comme en témoignent les divers indicateurs économiques et sociaux. Certaines régions sont plus tributaires que d'autres des ressources naturelles. Cette diversité signifie que chaque collectivité possède des caractéristiques propres dont il faut tenir compte lorsque l'on cherche à stimuler son développement.

Conscient de cette diversité, le gouvernement du Canada défend la vision d'un Canada rural formé de collectivités dynamiques, qui sont à même de prendre des décisions éclairées sur leur avenir tout en profitant de l'économie mondiale du savoir. Au XXI<sup>e</sup> siècle, nous nous attachons à réaliser notre vision en transformant nos engagements en mesures concrètes, soit des initiatives déjà en cours ou nouvelles, annoncées dans le Budget 2000.

Le gouvernement travaille à l'heure actuelle « de façon horizontale » à trois paliers importants et complémentaires :

- ◆ Il coordonne les programmes dans le cadre de l'initiative **Partenariat rural canadien** (PRC). Cette initiative d'une durée de quatre ans appuie le développement des collectivités rurales grâce à l'adoption de nouvelles approches pangouvernementales qui répondent aux préoccupations rurales.

**Résultats :** Au cours de la période 1998 à 2000, 138 projets communautaires ont été approuvés dans le cadre de l'*Initiative des*

*projets pilotes*, et chaque dollar investi a suscité une mise de fonds de trois dollars de la part des autres partenaires du projet. Le *Dialogue rural* se poursuit par divers moyens, dont le Groupe de discussion en direct, le Programme d'expositions rurales, le bulletin national *Le Temps rural*, la Conférence rurale nationale et le Rapport annuel au Parlement. Le gouvernement scrute en outre ses nouvelles politiques et ses nouveaux programmes à l'aide de la *lentille rurale*, que les décideurs utilisent pour évaluer l'incidence de leurs activités sur le Canada rural. Par exemple, Santé Canada a annoncé en 1998 la création du Bureau de la santé rurale, chargé de conseiller le ministre sur les questions des soins de santé et de la promotion de la santé en milieu rural.

- ◆ Il diffuse de l'information par l'intermédiaire de **Service Canada**. Il s'agit d'offrir aux Canadiens un accès à guichet unique aux services gouvernementaux afin qu'ils puissent trouver ce qu'ils cherchent de façon commode, facile et rapide. On est à établir en divers sites du gouvernement fédéral dans l'ensemble du pays plus de 110 centres d'accès de Service Canada.

**Résultats :** Le gouvernement utilise l'infrastructure de 30 ministères et organismes fédéraux, de cinq gouvernements provinciaux et de 200 organisations municipales et non gouvernementales pour diffuser de l'information. Développement des ressources humaines Canada a mis son réseau d'InfoCentres et de stands ruraux à la disposition du Programme. À chaque centre de Service Canada, les Canadiens du milieu rural peuvent accéder aux sites du Programme d'accès communautaire d'Industrie Canada; utiliser le Centre de renseignements et le Site du Canada de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada; obtenir une aide individuelle sur place et un accès à guichet unique à une information à jour sur plus de 1 000 programmes et services fédéraux. En outre, ils

peuvent utiliser la ligne d'information nationale sans frais (1 800 O-CANADA) ainsi que d'autres numéros sans frais du gouvernement.

- ◆ Il utilise le **Programme de développement des collectivités** pour favoriser l'essor des économies locales selon un axe ascendant plutôt que descendant. Les Corporations locales de développement économique assurent la mise en œuvre du Programme dans le Canada atlantique, et les Sociétés d'aide au développement des collectivités font de même dans le reste du pays. Ces sociétés élaborent et mettent en place des plans stratégiques pour stimuler le développement économique communautaire, offrent des services de développement de l'entreprise et investissent dans les petites entreprises.

**Résultats :** Dans le Canada atlantique, l'initiative ConneXion Jeunes Entrepreneurs – Programme de capital d'appoint et d'orientation a permis de consentir plus de 1 200 prêts à faible taux d'intérêt à quelque 1 000 jeunes. Ceux-ci ont utilisé cet argent pour démarrer ou agrandir leur entreprise, créant plus de 1 500 nouveaux emplois et en préservant 335 autres. Au Québec, le Fonds spécial de développement et d'adaptation économiques des communautés de pêche du Québec (Québec côtier) a favorisé l'essor de l'élevage des moules, des pétoncles et d'autres produits de la mer. Depuis 1995, le gouvernement fédéral a investi 15,4 millions de dollars pour capitaliser les fonds d'investissement des Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) dans l'Ontario rural. Les SADC ont, pour leur part, consenti à des entreprises rurales plus de 4 400 prêts totalisant plus de 115 millions de dollars, ce qui s'est traduit par le maintien ou la création de plus de 16 000 emplois. Dans l'Ouest canadien, les Sociétés d'aide au développement des collectivités se sont attaquées aux questions relatives à la santé. En particulier, elles se sont attachées à accroître

le nombre de médecins dans les collectivités rurales, de concert avec les ministères fédéraux, les gouvernements provinciaux, les entreprises, les fournisseurs de soins de santé et les organismes de recherche. Le Budget fédéral 2000 a affecté 54 millions de dollars supplémentaires sur trois ans au Programme de développement des collectivités, qui soutient le développement économique de petites collectivités et de collectivités rurales d'un bout à l'autre du pays, sous la forme de services de mentorat, d'aide à la planification d'entreprise, de formation et de prêts. Enfin, le gouvernement a injecté 80 millions de dollars dans la Banque de développement du Canada afin d'appuyer ses activités de financement des petites entreprises fondées sur le savoir et axées sur l'exportation.

Le gouvernement du Canada a mené un très grand nombre d'activités dans chacun des 11 domaines prioritaires mis en relief dans le Cadre d'action fédéral à l'intention du Canada rural. (On trouvera plus de précisions sur ces activités dans la section *Répondre aux priorités des Canadiens du milieu rural* du présent rapport.) Comme on peut le voir, l'une des activités clés a consisté à s'orienter vers une meilleure intégration des initiatives gouvernementales. L'adoption d'une approche mieux coordonnée par les ministères et organismes gouvernementaux ne pourra que favoriser le développement des collectivités rurales. Voici quelques exemples montrant ce que le gouvernement fédéral a entrepris pour répondre aux priorités des Canadiens du milieu rural :

- ◆ Accès aux programmes et aux services du gouvernement fédéral.

**Enjeu :** Les Canadiens du milieu rural veulent l'assurance que les résidents ruraux soient informés des programmes et des services fédéraux et y aient accès dans une même mesure que les citadins.

**Intervention gouvernementale :** Dans 263 collectivités, les ressources en information des Centres de services aux entreprises du Canada (CSEC) sont accessibles par l'intermédiaire d'un réseau étendu de partenaires d'accès, incluant les sociétés de développement communautaire et économique, les chambres de commerce locales et les bureaux de districts provinciaux. À chacun de ces endroits, les entrepreneurs du milieu rural peuvent consulter la base d'information du CSEC, qui comprend notamment des renseignements sur 36 ministères et organismes fédéraux, ainsi que sur les programmes, services et rôles réglementaires des provinces. Par ailleurs, le gouvernement a annoncé dans le discours du budget 2000 un investissement de 160 millions de dollars sur deux ans pour concevoir et lancer une initiative visant à rendre les services fédéraux accessibles en direct aux Canadiens et à stimuler l'utilisation du commerce électronique.

- ◆ Accès aux ressources financières.

**Enjeu :** Les Canadiens du milieu rural estiment que leur accès aux ressources financières diminue au moment où ils en auraient besoin pour financer des entreprises essentielles à l'avenir de leurs collectivités.

**Intervention gouvernementale :** Le gros du budget d'Entreprise autochtone Canada va aux régions rurales. Sous l'égide du Conseil national de développement économique des Autochtones, Entreprise autochtone Canada fournit un soutien et toute une gamme de services aux entrepreneurs autochtones d'un bout à l'autre du pays. Au nombre des priorités du programme, mentionnons le commerce et l'expansion des marchés, le tourisme autochtone, l'innovation et le développement technologique, l'esprit d'entreprise chez les jeunes et le renforcement des institutions financières

autochtones. Le programme Accès au capital doté d'un budget de 14,65 millions de dollars, s'inscrit dans l'Initiative de développement des entreprises autochtones et appuie les institutions financières autochtones qui offrent des services de financement aux entreprises et aux entrepreneurs autochtones.

- ◆ Possibilités pour les jeunes du milieu rural.

**Enjeu :** Les Canadiens du milieu rural estiment que l'exode des jeunes ruraux vers les régions urbaines s'explique habituellement par le fait qu'ils ne voient pas de possibilités d'études et d'emploi pour eux dans leur propre collectivité.

**Intervention gouvernementale :** Dans le cadre de sa Stratégie emploi jeunesse, Développement des ressources humaines Canada a aidé les employeurs à engager des jeunes Canadiens des régions rurales et éloignées. Ces employeurs comprennent des entreprises, des organisations à but non lucratif, des établissements de santé publique et d'enseignement, des bandes indiennes et des conseils de tribu ainsi que des administrations municipales.

- ◆ Développement du leadership en matière de ressources humaines et renforcement des capacités des collectivités.

**Enjeu :** Le nombre de leaders diminue dans les collectivités rurales parce que personne ne prépare la relève, que les résidents du milieu rural disposent de peu d'outils pour développer les qualités de chef et que des pressions croissantes s'exercent sur les leaders encore en poste.

**Intervention gouvernementale :** Plusieurs ministères et organismes fédéraux ont parrainé la tenue d'un atelier à Prince Rupert en mai

1999, une collectivité de la Colombie-Britannique touchée par le déclin de la pêche au saumon. Un second atelier est prévu pour le printemps 2000 à Campbell River, dans la même province. Ces ateliers s'inscrivent dans le Programme d'adaptation et de restructuration des pêches dans le Pacifique, qui aide à élaborer des stratégies pour le maintien des collectivités de la côte Ouest qui sont tributaires de la pêche.

- ◆ Infrastructure rurale.

**Enjeu :** Les Canadiens du milieu rural croient que l'infrastructure du Canada rural s'est érodée.

**Intervention gouvernementale :** Le budget fédéral de cette année annonçait que d'ici la fin de 2000, les provinces, les territoires et le secteur privé signeront probablement une entente pluriannuelle visant à améliorer les routes provinciales ainsi que les infrastructures municipales. En outre, le gouvernement fédéral réserve pour des travaux d'infrastructure 100 millions de dollars pour 2000-2001, 350 millions pour 2001-2002 et 550 millions par année au cours des quatre années suivantes. Ce dernier chiffre se répartirait comme suit : 400 millions pour l'infrastructure des villes et des collectivités rurales dans l'ensemble du pays (y compris la construction de logements abordables et l'infrastructure verte) et 150 millions pour les autoroutes.

- ◆ Télécommunications et utilisation de l'autoroute de l'information en milieu rural.

**Enjeu :** Les Canadiens du milieu rural ont besoin d'un système de télécommunications accessible offrant un service de base abordable.

**Intervention gouvernementale** : Dans le cadre du Programme d'accès communautaire, le gouvernement a établi plus de 4 500 sites publics d'accès à l'Internet dans quelque 3 000 collectivités rurales et éloignées.

- ◆ Diversification économique.

**Enjeu** : De nombreux Canadiens du milieu rural estiment que leurs collectivités n'ont pas la capacité de générer de nouvelles idées et possibilités. Il leur manque les façons de faire, le leadership et l'attitude générale nécessaires pour diversifier leur économie.

**Intervention gouvernementale** : Le Fonds Canada–Saskatchewan d'innovation agroalimentaire a financé plus de 230 projets conçus pour aider les clients à s'adapter à une économie davantage axée sur les marchés.

- ◆ Accès aux soins de santé.

**Enjeu** : Les Canadiens du milieu rural estiment qu'ils n'ont pas facilement accès aux soins de santé. Ils doivent parcourir des distances plus longues pour en recevoir, en particulier s'ils vivent dans les collectivités éloignées ou nordiques.

**Intervention gouvernementale** : Vingt-sept projets du Fonds pour l'adaptation des services de santé de Santé Canada visent à répondre aux préoccupations des collectivités rurales et éloignées dans le domaine de la santé, telles que la prestation de services à domicile et la technologie de la télémédecine.

- ◆ Accès à l'éducation.

**Enjeu** : Les Canadiens du milieu rural s'inquiètent de la qualité insuffisante de l'éducation pour les jeunes de leurs collectivités, du peu d'importance accordée à l'acquisition de compétences et de connaissances pratiques, et de l'insuffisance des fonds destinés à l'éducation.

**Intervention gouvernementale** : Le Secrétariat national à l'alphabétisation finance des projets qui offrent une éducation à distance à 28 collectivités du Nord de la Saskatchewan. En outre, il appuie financièrement la préparation d'une trousse de formation à l'intention des praticiens de l'alphabétisation dans les collectivités éloignées du Nord.

- ◆ Partenariats pour le développement des collectivités.

**Enjeu** : Il manque aux citoyens du milieu rural une partie des compétences dont ils ont besoin pour établir et gérer des partenariats. Ils aimeraient que le gouvernement fédéral leur aide à favoriser les partenariats.

**Intervention gouvernementale** : Développement des ressources humaines Canada a publié le *Guide de développement des collectivités* et le *Guide de l'animateur de développement des collectivités* (<http://www.hrdc-drhc.gc.ca/community>).

- ◆ Promotion du Canada rural.

**Enjeu** : Les Canadiens, notamment les décideurs, comprennent souvent mal le rôle que joue le Canada rural dans le renforcement de l'unité nationale et de l'harmonie sociale.

**Intervention gouvernementale** : Statistique Canada offre gratuitement des profils de collectivités qui se fondent sur certaines données du recensement de 1996 et qui figurent sur son site Web (<http://www.statcan.ca>).

- ◆ Le Canada rural est l'assise sur laquelle se construit une grande partie de notre prospérité économique.
- ◆ Il témoigne d'une grande énergie et d'une grande ingéniosité. Il fait partie intégrante de notre passé, de notre présent et de notre avenir.
- ◆ Il représente à la fois un mode de vie, un ensemble de traditions uniques et une structure sociale particulière.
- ◆ Le gouvernement du Canada entend faire en sorte que le Canada rural ait un avenir dynamique et prospère.

## MESSAGE DU MINISTRE



À l'automne de 1998, les Canadiens du milieu rural ont tenu près de Belleville (Ontario) une réunion tout à fait remarquable. Il s'agissait de l'Atelier rural national, qui a marqué une étape importante dans l'élaboration de la politique rurale fédérale. Les participants provenaient autant du nord du cercle polaire arctique, de la côte de l'Atlantique, de la côte du Pacifique que des Prairies. En fait, toutes les parties du Canada étaient représentées.

Parmi les participants, il y avait une femme qui dirige un théâtre communautaire, une receveuse des postes et un directeur d'une école secondaire, qui est également un centre communautaire. On y trouvait aussi des conseillers municipaux, un bibliothécaire, plusieurs propriétaires de petites entreprises et des agriculteurs. Bref, les participants provenaient de tous les horizons. Et tous ces gens avaient une chose en commun : l'amour du Canada rural et le souci de son bien-être.

L'Atelier couronnait la première partie du Dialogue rural, auquel ont pris part le gouvernement fédéral et les Canadiens des régions rurales et éloignées, et a abouti à la formulation d'un certain nombre de recommandations à l'intention du fédéral.

Le présent rapport fait suite à l'une de ces recommandations. *Travailler ensemble au sein du Canada rural* est le premier rapport annuel qui traite

de la façon dont le gouvernement du Canada collabore avec le tiers de la population canadienne, qui vit dans les collectivités rurales et éloignées, pour veiller à ce qu'il bénéficie lui aussi de la prospérité de notre pays. En tant que ministre à la coordination des affaires rurales, je suis fier de déposer ce rapport à la Chambre des communes.

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire  
et ministre à la coordination des affaires rurales,



Lyle Vanclief

## MESSAGE DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT



Que ce soit pour des motifs géographiques ou en raison de leur éloignement des marchés ou de la nature cyclique d'une économie fondée sur les ressources, les Canadiens qui habitent les collectivités rurales et éloignées ont un ensemble unique de défis à relever.

Le gouvernement du Canada travaille de concert avec les Canadiens du milieu rural dans le but de les aider à relever ces défis. Le coup d'envoi de cette collaboration a été donné dans le discours du Trône de 1996, à l'occasion duquel le gouvernement fédéral s'est engagé envers le Canada rural. Un an plus tard, le rapport *Tenir compte de la réalité rurale* décrivait la nature des défis qui se posaient dans les collectivités rurales. Le gouvernement du Canada a donné suite à ce rapport en mettant sur pied le Partenariat rural canadien, qu'il a annoncé en 1998. Qui plus est, le premier ministre créait, en 1999, le poste de secrétaire d'État au Développement rural, qui devenait le porte-parole du Canada rural au Cabinet.

L'une des priorités qui est toujours ressortie était de ne jamais rompre la communication entre le gouvernement et les citoyens. Le Dialogue rural a permis la libre circulation d'information dans les deux sens, les Canadiens du milieu rural faisant connaître leurs points de vue et les autres parties écoutant ce qu'ils avaient à dire. Le présent rapport annuel sur les activités rurales, qui est le premier de son genre à être présenté au Parlement canadien, vise à préserver ce dialogue. C'est un compte rendu qui permettra à tous les Canadiens de juger dans quelle mesure le gouvernement fédéral honore ses engagements envers les Canadiens du milieu rural.

En tant que premier secrétaire d'État au Développement rural, je suis fier de me joindre au ministre à la coordination des affaires rurales pour présenter à la Chambre des communes le rapport *Travailler ensemble au sein du Canada rural*.

Le secrétaire d'État (Développement rural)  
(Initiative fédérale du développement économique du Nord de l'Ontario),

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Andy Mitchell'.

Andy Mitchell



## COORDINATION PANGOUVERNEMENTALE

Le Canada rural se caractérise par sa grande diversité, par la richesse de son patrimoine culturel et par le dynamisme et la prospérité de ses collectivités. Ces qualités en font un endroit de choix à habiter. Environ le tiers de la population canadienne vit et, souvent, travaille dans le Canada rural, et ces régions du Canada sont une source de richesse considérable qui rejaillit sur le Canada urbain. Toutefois, même si les citoyens du Canada bénéficient peut-être de la meilleure qualité de vie du monde, il n'en est pas nécessairement de même des Canadiens qui habitent les collectivités rurales et éloignées.

Le Canada rural jouit d'un riche capital humain et de ressources naturelles abondantes, mais il a besoin d'outils spéciaux pour parvenir à tirer parti de possibilités et à relever des défis qui diffèrent de ceux des centres urbains. À l'heure actuelle, 29 ministères et organismes fédéraux se concertent pour dispenser des programmes et des services qui favorisent la viabilité des collectivités. C'est le Secrétariat rural fédéral qui coordonne ces efforts.

Au lieu d'appliquer ses programmes et de dispenser ses services ministère par ministère et organisme par organisme (approche verticale), le gouvernement fédéral cherche de plus en plus à coordonner ses activités entre ses divers ministères et organismes (approche horizontale). En outre, il a

stimulé le renouveau économique et social du monde rural en établissant de solides partenariats avec le secteur privé, les autres ordres de gouvernement et les collectivités locales.

On trouvera ci-après un historique des activités principales qui ont façonné la politique rurale fédérale ainsi qu'une description des principaux intervenants fédéraux et des processus horizontaux. Il est important de comprendre cette toile de fond si nous voulons mettre en œuvre des politiques et des programmes gouvernementaux efficaces et élargis qui viendront combler les attentes des Canadiens du milieu rural au sujet de la qualité de vie.

### Rappel historique

Dans le discours du Trône de février 1996, le gouvernement du Canada s'engageait à renouveler l'économie du Canada rural. En mars 1997, le Comité permanent des ressources naturelles de la Chambre des communes se penchait sur les enjeux clés des Canadiens du milieu rural. Dans son rapport intitulé *Tenir compte de la réalité rurale*, il présentait un grand nombre de propositions et de recommandations. Par le truchement des huit grands thèmes dont il traitait<sup>1</sup>, ce document, qui a fait date, a joué un rôle clé dans les domaines suivants :

- ◆ explorer les enjeux fondamentaux des Canadiens du milieu rural;
- ◆ inviter les ministères et organismes fédéraux à intervenir concrètement dans la foulée des thèmes généraux;

---

<sup>1</sup> Les huit thèmes principaux du document étaient les suivants : adopter une politique rurale globale; les gens : le début et l'aboutissement du développement rural; l'importance de l'infrastructure; la mise en valeur des activités liées aux ressources naturelles; l'importance de la valeur ajoutée; l'appui au tourisme; le développement de la petite entreprise et de l'entrepreneuriat; la conception de structures de développement appropriées.

- ◆ voir à ce que le gouvernement remédie aux problèmes des Canadiens du milieu rural dans les efforts qu'il déploie pour renforcer notre union économique et sociale.

Dans le discours du Trône de septembre 1997, le gouvernement du Canada réitérait son engagement envers les collectivités rurales. À ce moment-là, on convenait en général qu'il appartenait aux Canadiens du milieu rural de diriger le développement de leurs collectivités. Pour sa part, le gouvernement pouvait les aider en leur fournissant les outils nécessaires, en veillant à mettre en place une législation et une réglementation propices, en les aidant à prendre davantage part à la prise de décisions et en aidant les intervenants du milieu rural à établir des partenariats.

Dans le discours du budget de février 1998, le gouvernement fédéral affectait 20 millions de dollars sur quatre ans au Partenariat rural canadien (PRC)<sup>2</sup>, projet pangouvernemental visant à soutenir l'application de nouvelles idées pour le développement des collectivités rurales. L'une des ces idées a été l'Initiative des projets pilotes<sup>3</sup> (annexe A), financée par le fédéral, qui a permis d'établir des partenariats avec des groupements ruraux entre 1998 et 2000. Ces groupes ont à leur tour mis sur pied 138 projets communautaires.

Entre mai et octobre 1998, quelque 7 000 Canadiens du milieu rural ont pris part au Dialogue rural, qui leur a permis de cerner leurs principaux enjeux, priorités et défis locaux et régionaux, et les a aidés à définir le rôle qu'il convient au gouvernement fédéral de jouer dans les dossiers du

<sup>2</sup> L'initiative quadriennale PRC, dotée d'un budget de 20 millions de dollars, se répartit annuellement comme suit : 3,2 millions de dollars pour les projets pilotes; 650 000 \$ pour le Dialogue rural (national et régional); 150 000 \$ pour les activités de communication; 400 000 \$ pour la recherche; 600 000 \$ pour les traitements et les avantages sociaux.

<sup>3</sup> Dans le cadre de l'Initiative des projets pilotes, le gouvernement finance en général jusqu'au tiers du coût d'un projet, habituellement jusqu'à concurrence de 50 000 \$.

Canada rural. En mai 1999, le gouvernement du Canada donnait suite à ces efforts en publiant son Cadre d'action fédéral à l'intention du Canada rural, qui témoignait de la vision des Canadiens du milieu rural à l'égard de leurs collectivités. Ce cadre traitait des 11 priorités du gouvernement :

- ◆ accès aux programmes et aux services du gouvernement fédéral;
- ◆ accès aux ressources financières;
- ◆ possibilités pour les jeunes du milieu rural;
- ◆ développement du leadership en matière de ressources humaines et renforcement des capacités des collectivités;
- ◆ infrastructure rurale;
- ◆ télécommunications et utilisation de l'autoroute de l'information en milieu rural;
- ◆ diversification économique;
- ◆ accès aux soins de santé;
- ◆ accès à l'éducation;
- ◆ partenariats pour le développement des collectivités;
- ◆ promotion du Canada rural.

Dans le discours du Trône d'octobre 1999, le gouvernement annonçait des plans qui auraient une incidence favorable sur la vie en milieu rural. Ces plans visent notamment à rehausser la qualité de la vie, à bâtir une économie dynamique, à permettre aux enfants et aux jeunes de s'épanouir, à améliorer les soins de santé, à solidifier les collectivités et à resserrer les liens entre le gouvernement et les peuples autochtones.

Les Canadiens veulent prendre part à l'économie axée sur le savoir qui sera génératrice d'emplois, de croissance et de richesse. Pour les aider à cette fin, le gouvernement du Canada améliorera plusieurs infrastructures :

- ◆ l'infrastructure canadienne du savoir, pour laquelle nous devons épauler une nouvelle génération de meneurs, attirer les meilleurs

chercheurs et encourager les diplômés à rester au pays pour nous faire profiter de leurs talents;

- ◆ l'infrastructure canadienne de l'information, pour laquelle nous devons favoriser l'échange électronique d'idées, brancher les Canadiens à l'autoroute de l'information et accélérer l'adoption du commerce électronique;
- ◆ l'infrastructure culturelle du Canada, pour laquelle nous devons créer un musée virtuel du Canada et favoriser la production de documents et d'images du Canada dans les divers médias;
- ◆ l'infrastructure physique du Canada, pour laquelle les gouvernements et le secteur privé doivent s'entendre sur un plan d'infrastructure qui mettra l'accent sur le transport, le tourisme, les télécommunications, la culture, la santé et la sécurité, ainsi que l'environnement. Le gouvernement favorise également le développement et l'adoption de nouvelles technologies dans tous les secteurs, ce qui stimulera la stabilité économique des régions rurales, où les secteurs à ressources cycliques (agriculture, pêcheries, foresterie, mines et tourisme) sont les principales sources de richesse.

Le discours du budget présenté en février 2000 s'inspire du discours du Trône et cristallise l'engagement du gouvernement à améliorer la qualité de vie de tous les Canadiens. Le gouvernement compte y arriver en s'appuyant sur quatre grands piliers : maintenir une saine gestion des finances, alléger le fardeau fiscal, rendre l'économie du Canada plus innovatrice et investir dans le savoir et les compétences. Le Budget 2000 renferme de bonnes

---

<sup>4</sup> Gouvernement du Canada, *Le discours du budget de 2000*, Ottawa, février 2000, p. 17.

nouvelles pour les collectivités rurales du Canada, surtout pour ce qui est des petites entreprises, de l'infrastructure, de l'environnement et des secteurs axés sur les ressources.

*« Nos concitoyens des régions rurales ont les mêmes besoins que les autres Canadiens, c'est-à-dire des soins de santé de qualité, une solide éducation pour leurs enfants et un bon emploi. [...] C'est pourquoi nous devons faire en sorte que l'expansion économique touche les petites collectivités d'un bout à l'autre du pays, du nord au sud, et de l'est à l'ouest. »<sup>4</sup>*

Le gouvernement fédéral a annoncé qu'il consacrerait 160 millions de dollars répartis sur deux ans à la conception et au lancement d'un projet qui lui permettra d'offrir ses services en direct à tous les Canadiens et de stimuler l'utilisation du commerce électronique.

## Concertation des intervenants fédéraux

Il faut coordonner efficacement les nombreuses interventions fédérales qui appuient le développement des collectivités rurales ou améliorent la qualité de vie des Canadiens des régions rurales et éloignées. Les initiatives gouvernementales touchant le Canada rural recourent les activités d'un grand nombre de ministères et d'organismes fédéraux et témoignent de la diversité des intervenants fédéraux dans le dossier du Canada rural. Voici certains des principaux intervenants.

Le *ministre à la coordination des affaires rurales* est le porte-parole des Canadiens qui habitent les régions rurales et éloignées. Il coordonne les activités des ministères et organismes fédéraux. Il dirige également les efforts collectifs du gouvernement qui visent à donner aux Canadiens du milieu rural la possibilité de participer activement à tout ce que notre pays a à offrir.

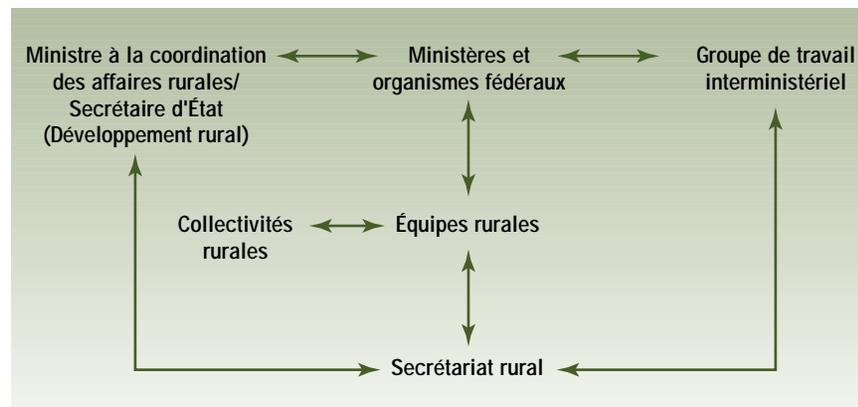
Le premier ministre a créé le poste de *secrétaire d'État (Développement rural)* (*Initiative fédérale du développement économique du Nord de l'Ontario*) en août 1999 parce qu'il était conscient de l'importance du Canada rural et du travail effectué dans ce domaine à l'échelle de l'administration fédérale. Le secrétaire a pour mandat d'améliorer la qualité de vie des Canadiens du milieu rural. Il veille également à ce que les ministères et organismes collaborent étroitement et efficacement avec les politiciens à tous les niveaux, avec les fonctionnaires et avec les citoyens du milieu rural afin de remédier aux problèmes ruraux.

Le *Secrétariat rural* est le point de convergence pour l'élaboration de la politique rurale et pour les autres activités rurales fédérales. Il analyse les préoccupations rurales et formule des recommandations, favorise la formation de partenariats pour traiter les dossiers ruraux et encourage les Canadiens du milieu rural et le gouvernement fédéral à discuter des domaines d'intérêt mutuel.

Par ailleurs, le *Groupe de travail interministériel (GTI)* est le principal mécanisme qu'utilisent les ministères et organismes fédéraux pour coordonner leur travail dans les dossiers de développement rural. Le GTI regroupe à l'heure actuelle 29 ministères et organismes fédéraux (annexe B). Il se réunit à intervalles réguliers pour échanger de l'information et coordonner l'approche interministérielle au portefeuille rural.

La coordination pangouvernementale n'est pas assurée que par le GTI; elle va du sommet à la base (échelle locale). Chaque province et territoire a une *Équipe rurale* qui est constituée de représentants des ministères et organismes fédéraux. Un grand nombre de ces équipes englobent aussi des représentants des administrations provinciales et territoriales. Grâce à cette approche, toutes les parties intéressées ont la possibilité d'établir des partenariats, de créer des réseaux et de conclure des alliances. Le Secrétariat rural fait également appel aux services de conseillers régionaux

pour assurer une coordination horizontale permanente entre les ministères et organismes participants et les administrations publiques. Avec le temps, on s'attend à ce que les équipes rurales évoluent et comprennent un jour plus de représentants d'autres ordres de gouvernement et des intervenants des collectivités rurales.



## Au service des Canadiens du milieu rural

Le gouvernement du Canada désire s'assurer que les gens disposent des outils, de l'information et des compétences dont ils ont besoin pour prendre des décisions éclairées, ainsi que de la technologie, de l'infrastructure et des services qui leur sont nécessaires pour mettre en place des collectivités rurales diversifiées et viables. Il est toutefois conscient que les ministères et organismes fédéraux doivent collaborer pour fournir ce type d'accès. Nous devons mettre l'accent sur la collaboration, sur la sensibilité aux besoins et sur les projets ascendants.

Voici trois domaines dans lesquels les ministères et organismes gouvernementaux collaborent pour améliorer la qualité de la vie en milieu rural :

- ◆ Le Cadre d'action fédéral à l'intention du Canada rural est le principal cadre dont s'est doté le gouvernement fédéral pour coordonner les activités pangouvernementales. Ce cadre englobe les projets amorcés sous le régime du *Partenariat rural canadien* et est coordonné par le Secrétariat rural. Il met surtout l'accent sur la coordination des programmes.
- ◆ *Service Canada* offre aux Canadiens un accès rapide à guichet unique, aux services et à l'information du gouvernement fédéral grâce à un large éventail de médias faciles à utiliser, dont l'Internet. Ce domaine se rattache essentiellement à la prestation d'information.
- ◆ Le *Programme de développement des collectivités* appuie les Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC), qui s'occupent du développement économique dans les collectivités rurales. Un grand nombre de ces sociétés dispensent également d'autres programmes et services ruraux du gouvernement fédéral. Leurs activités favorisent un développement économique piloté par les collectivités.

### *Partenariat rural canadien*

Le *Dialogue rural* se poursuit par divers moyens, dont le Groupe de discussion en direct du Dialogue rural, le Programme d'expositions rurales et les séances organisées dans le cadre de conférences communautaires. En décembre 1999, le premier numéro d'un bulletin trimestriel national d'information intitulé *Le Temps rural* incitait les citoyens à s'impliquer.

En janvier 2000, le secrétaire d'État (Développement rural), M. Andy Mitchell, a fait une tournée nationale qui lui a permis d'entretenir le dialogue entre le gouvernement fédéral et les collectivités des régions rurales et éloignées. Pendant sa tournée, il a rencontré plusieurs groupes, les jeunes

et les peuples autochtones, ainsi que les chefs de file de secteurs tels que les petites entreprises, les organismes de développement communautaire, les coopératives, les forêts et l'agriculture.

En avril 2000, la *Conférence rurale nationale* a permis de cerner les nouveaux enjeux et de mettre l'accent sur les nouvelles possibilités. Tenue dans la région de Magog-Orford (Québec), elle a permis aux Canadiens des régions rurales et éloignées d'échanger de l'information sur leurs projets et leurs expériences. Elle a également mis en valeur l'engagement et les réalisations du gouvernement et a permis de définir les domaines de collaboration.

En février 1998, le gouvernement annonçait qu'il scruterait toutes les nouvelles politiques et tous les nouveaux programmes fédéraux à l'aide de la *lentille rurale*. Ainsi, il demandera aux décideurs d'évaluer l'incidence des nouvelles politiques et des nouveaux programmes sur le Canada rural. Par exemple, les décideurs examineront si les programmes et les services fédéraux sont faciles d'accès dans les régions rurales et s'il est possible de prendre des décisions à l'échelle locale. Autre exemple : l'annonce par Santé Canada en septembre 1998 qu'il créerait un nouveau « Bureau de la santé rurale » qui serait chargé de conseiller le ministre sur les soins de santé et la promotion de la santé en milieu rural.

Le gouvernement finance en outre, dans le cadre du PRC, une série de *projets pilotes* qui aident les Canadiens du milieu rural à rechercher des solutions innovatrices d'inspiration locale pour développer leurs collectivités. Ces projets sont des partenariats entre le fédéral et des groupements ruraux stratégiques comme le secteur privé, le secteur du bénévolat, les coopératives, d'autres intervenants et d'autres ordres de gouvernement. Le gouvernement fédéral a approuvé 68 projets pilotes au cours de la première année de l'Initiative des projets pilotes (1998-1999) et a annoncé 71 nouveaux projets la deuxième année. Chaque dollar

investi par le PRC dans un projet pilote suscite un investissement de trois dollars de la part des autres partenaires du projet. L'annexe A renferme la liste détaillée des projets pilotes approuvés pour 1998-1999.

Par ses activités de diffusion d'information, le gouvernement s'attache tout particulièrement à joindre les Canadiens des régions rurales et éloignées. Ceux-ci peuvent en apprendre sur les programmes et services fédéraux grâce aux journaux communautaires, aux stations de radiodiffusion, à l'Internet et aux points fédéraux d'accès public. À titre d'exemples d'activités de diffusion d'information, mentionnons le site Web rural (<http://www.rural.gc.ca>), *Votre Guide des programmes et services du gouvernement du Canada, Le Canada... au service de ses collectivités rurales, Trousse de documentation*, le Programme des foires et des expositions rurales, *Découverte rurale* et le Service canadien d'information rurale.

### *Programme de développement des collectivités*

Le Programme de développement des collectivités (PDC) a été créé en 1986 par l'ancien ministère de l'Emploi et de l'Immigration (qui est maintenant Développement des ressources humaines Canada). En 1995, il a été cédé à Industrie Canada<sup>5</sup> et aux organismes de développement régional (Agence de développement économique du Canada atlantique, Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et Diversification de l'économie de l'Ouest Canada).

Le PDC aide les collectivités rurales et du Nord à renforcer leur économie et à créer des emplois. Pour y arriver, il appuie les Sociétés d'aide

---

<sup>5</sup> C'est l'Initiative fédérale du développement économique du Nord de l'Ontario (FedNor) qui applique le Programme de développement des collectivités en Ontario; l'Initiative fait partie d'Industrie Canada.

au développement des collectivités (SADC) et les Corporations locales de développement économique (CLDE) dans les provinces de l'Atlantique, qui élaborent et mettent en application des plans stratégiques pour le développement économique des collectivités, fournissent des services de développement aux entreprises et investissent dans les petites entreprises.

Dans les provinces de l'Atlantique, ce sont les organismes de développement économique régional qui assurent une planification intégrée des collectivités : les Commissions de développement économique régional au Nouveau-Brunswick, les Administrations de développement régional en Nouvelle-Écosse, les Conseils de développement économique régional à Terre-Neuve et au Labrador et les Sociétés de développement économique local à l'Île-du-Prince-Édouard.

Il existe 16 SADC autochtones, ou dirigées par des Autochtones, lesquelles sont outillées pour accorder des prêts aux petites entreprises de même que pour fournir des services de développement économique communautaire.

Les SADC/CLDE sont des sociétés sans but lucratif qui sont à l'œuvre dans les collectivités où elles sont situées et qui sont régies par des conseils d'administration constitués de bénévoles. Ces conseils sont formés d'employés professionnels et s'acquittent des tâches suivantes :

- ◆ travailler avec les partenaires à superviser l'élaboration et la mise en œuvre des plans stratégiques pour le développement économique des collectivités;
- ◆ dispenser de l'orientation, de l'information et d'autres services aux petites entreprises;
- ◆ octroyer des prêts aux entreprises et des garanties d'emprunt et participer au capital.

Selon les besoins de la collectivité, une SADC/CLDE peut épauler ses partenaires des administrations locales et du secteur privé au chapitre des ressources humaines, de l'infrastructure économique, de l'éducation et de la formation, de la promotion du tourisme et de la technologie de l'information. En plus de l'orientation, les SADC/CLDE peuvent aider les entreprises à se développer en dispensant des services techniques et consultatifs, des programmes de travail autonome et des programmes d'emploi à l'intention des jeunes entrepreneurs et en octroyant des prêts aux petites et aux moyennes entreprises.

À l'heure actuelle, les organismes régionaux fédéraux sont responsables de 236 SADC dans le Canada rural : 90 dans l'Ouest canadien, 52 en Ontario, 54 au Québec et 40 CLDE dans les provinces de l'Atlantique.

Il y a de nombreuses raisons pour lesquelles les SADC/CLDE obtiennent du succès :

- ◆ Les gens d'affaires locaux mettent à profit leur vaste connaissance de leurs collectivités lorsqu'ils prennent des décisions au sujet des projets et des prêts communautaires.
- ◆ Les membres du Conseil utilisent leurs réseaux locaux et leur expertise collective, ce qui concourt à la viabilité de leurs collectivités.
- ◆ Les partenaires des projets communautaires et les clients qui empruntent obtiennent une aide technique et un suivi de la part d'employés professionnels ou de mentors qui sont des employés et des membres des conseils d'administration des SADC/CLDE.
- ◆ Toutes les recettes des projets et les intérêts produits par les prêts des SADC/CLDE reviennent dans leurs portefeuilles originaux, ce

qui accroît le capital accumulé par la collectivité qui est ensuite mis à la disposition des petites entreprises.

### *Service Canada*

Service Canada s'inscrit dans l'engagement du gouvernement d'améliorer la façon dont il dispense ses services. Il offre aux Canadiens, surtout à ceux qui ont de la difficulté à trouver et à obtenir l'information et les services dont ils ont besoin, un accès à guichet unique aux services gouvernementaux; ils peuvent ainsi trouver rapidement, facilement et de façon pratique tout ce dont ils ont besoin. Ils peuvent y arriver en personne, par téléphone ou par l'Internet.

Service Canada est *centré sur le citoyen*. Il s'organise pour que les Canadiens utilisateurs aient accès aux services gouvernementaux de la façon qui correspond à leurs besoins. À titre d'exemple, mentionnons la « mise en commun » de services connexes de façon à ce qu'ils soient faciles à trouver. Pour répondre aux besoins et aux attentes des citoyens, il faut mettre l'accent sur l'« intégration horizontale », c'est-à-dire que les partenaires collaborent pour élargir l'accès, améliorer les services, accroître la présence fédérale et améliorer la qualité de vie.

Dans le cadre d'une phase pilote de un an de Service Canada, on apporte des améliorations importantes au réseau fédéral de prestation de services en vue d'améliorer l'accès aux programmes et aux services du gouvernement :

- ◆ On est en voie de mettre sur pied un réseau de plus de 110 centres d'accès à Service Canada en se fondant sur l'infrastructure actuelle des ministères et organismes partenaires dans tous les territoires et provinces. Situés en grande partie dans les collectivités rurales et semi-urbaines, ces centres donnent un accès à guichet unique aux programmes et aux services du gouvernement fédéral. Parmi

les services offerts à ces centres, mentionnons de l'information et des références, des publications couramment demandées et de l'aide pour utiliser l'Internet et les services téléphoniques.

- ◆ Un portail d'Internet à la fine pointe de la technologie est en voie d'être mis au point pour Service Canada dans le cadre de la stratégie « Gouvernement en direct », et ce, à partir du Site du Canada que gère Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. On s'affaire aussi à concevoir des approches innovatrices pour l'intégration de l'information fédérale véhiculée dans l'Internet à l'intention de groupes cibles particuliers (consommateurs, Autochtones) et à mettre au point des outils électroniques qui aideront les citoyens à avoir accès à de l'information figurant dans l'Internet.
- ◆ On a par ailleurs investi dans le Centre de renseignements gouvernementaux (1 800 O-CANADA) en vue d'améliorer l'accès à guichet unique par téléphone au gouvernement fédéral. Grâce à ces investissements, on désire notamment améliorer le fonds documentaire du Centre de renseignements, en accroître la capacité et offrir la base de données du Centre au personnel de première ligne de Service Canada.

Ainsi, grâce à ces investissements, une personne qui visite un centre d'accès de Service Canada peut s'y renseigner sur ce dont elle a besoin pour faire une demande de passeport, y savoir à qui s'adresser pour solliciter de l'assurance-emploi ou y apprendre comment trouver l'information au sujet de l'impôt sur le revenu ou du remboursement de la TPS, des programmes d'aide financière de l'État, ou des Forces armées.

Par ailleurs, les citoyens qui ne sont pas dans un centre d'accès peuvent composer le 1 800 O-CANADA ou consulter le Site du Canada (<http://www.canada.gc.ca>) afin d'avoir facilement accès à ces services.

Une fois que la phase pilote de Service Canada sera terminée à l'automne 2000, on présentera des recommandations aux ministres du Conseil du Trésor au sujet de la rentabilité éventuelle d'une plus vaste application de l'approche Service Canada.

Parmi les partenaires de Service Canada figurent le Secrétariat du Conseil du Trésor, Agriculture et Agroalimentaire Canada, le Secrétariat rural et les équipes rurales, Développement des ressources humaines Canada, l'Agence des douanes et du revenu du Canada, Industrie Canada, Développement économique du Canada pour les régions du Québec, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Environnement Canada, Ressources naturelles Canada, Patrimoine canadien, Anciens Combattants Canada, Affaires indiennes et du Nord Canada, la Société canadienne des postes, l'Alberta Common Service Council et les conseils fédéraux.



# CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU CANADA RURAL

Beaucoup de gens croient que les collectivités rurales et éloignées ont une faible densité démographique et sont de petite taille. Étant éloignées des grands centres urbains, un grand nombre de ces collectivités ont aussi un accès limité aux services et aux marchés. Toutefois, le Canada rural n'est d'aucune façon homogène. Tout territoire situé à l'extérieur d'une ville est habituellement appelé « rural », mais, à vrai dire, un endroit est qualifié de rural lorsque, par exemple, on tient compte de sa densité démographique ou de son éloignement par rapport à un grand centre urbain.

Aux fins du présent rapport, on a retenu la définition courante de « région rurale » qu'utilise l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) : une région est dite « rurale » lorsque plus de la moitié de la population vit dans des collectivités dont la densité démographique est de moins de 150 personnes par kilomètre carré. Si l'on applique cette définition, on peut affirmer que 31,4 p. 100 des Canadiens vivaient dans des régions rurales et éloignées du pays en 1996.

## Diversité rurale

L'économie, la société et la culture des régions rurales se caractérisent par une grande diversité de l'est à l'ouest et du nord au sud, ainsi qu'à l'intérieur de chaque région. Certaines sont davantage tributaires des ressources naturelles que d'autres. Chacune se distingue par le niveau de ses revenus, ses possibilités d'emploi, son histoire et ses caractéristiques linguistiques. Dans les paragraphes qui suivent, nous mesurons la qualité de vie du Canada rural et éloigné sous l'angle de la géographie, de la population, de l'emploi et du bien-être économique et social. En plus, nous donnons des exemples de projets gouvernementaux connexes.

## Géographie

Le Canada rural présente des caractéristiques uniques pour ce qui est de l'échelle, de la diversité et du contraste de ses paysages et de ses climats. Aujourd'hui, il occupe 9,5 millions de kilomètres carrés, soit environ 95 p. 100 du territoire canadien. Il s'étend en gros sur 5 300 kilomètres de l'est à l'ouest et sur près de 4 600 kilomètres du nord au sud. La province montagnaise qu'est la Colombie-Britannique fait le pont entre l'océan Pacifique et les vastes plaines de l'intérieur, où la végétation est variable. Au Bouclier laurentien qui se prolonge dans les provinces centrales du pays succède, dans les provinces de l'Atlantique, une large bande de terres forestières exploitées, de sols modérés et de collectivités qui sont tributaires de la pêche saisonnière. Au Nord, il y a une région en grande partie montagnaise qui est recouverte de forêts clairsemées et de toundra; c'est une région arctique montagnaise qui est balayée par le vent et où le climat extrêmement froid rabougrit la végétation et empêche les arbres de pousser.

Sur ce relief varié règnent souvent des conditions climatiques extrêmes qui vont d'étés courts et chauds, accompagnés de variations marquées de la température, à des hivers longs et froids.

*Pour accroître la productivité des terres des Prairies, l'Administration du rétablissement agricole des Prairies s'emploie à développer et à démontrer des technologies et des pratiques qui permettent d'améliorer l'irrigation.*

*Le gouvernement fait la promotion de l'efficacité énergétique à faible coût dans le cadre du Programme de l'énergie forestière et du Programme forestier des Premières nations.*

*Les responsables de ces programmes collaborent avec le Centre canadien de la technologie des minéraux et de l'énergie en vue de mettre la technologie de chauffage de la biomasse à la disposition des collectivités autochtones éloignées.*

*Pour inciter les transporteurs aériens à maintenir un service aérien à l'intention des collectivités petites et éloignées, Transports Canada a déposé au Parlement un projet de loi qui oblige les transporteurs à discuter, avec les élus locaux, de l'incidence de tout projet de retrait d'un service offert à une collectivité.*

## Population

L'évolution démographique au Canada ne concorde avec aucune tendance nationale prédéterminée. En 1996, 31,4 p. 100 des Canadiens habitaient les régions en grande partie rurales et éloignées, contre 31,7 p. 100 en 1991. Ainsi, près de neuf millions de Canadiens vivent dans des régions rurales et éloignées.

À Terre-Neuve et en Saskatchewan, la population des régions rurales et des petites villes fléchit depuis des décennies. Dans les autres provinces, elle s'accroît, surtout dans les régions où les gens peuvent se rendre facilement en ville, dans celles que les gens choisissent pour y prendre leur retraite et dans celles qui attirent les gens par leurs attraits panoramiques ou par leurs activités de loisirs. Ailleurs, les populations rurales augmentent plus lentement ou, dans de nombreux cas, fléchissent parce que les jeunes gens âgés de 18 à 24 ans et les aînés de plus de 70 ans quittent leurs collectivités.

Cet exode vers les villes ou vers les régions à distance raisonnable des villes ressort depuis quelque temps déjà.

*Statistique Canada suit de près l'incidence des changements importants qui surviennent dans les collectivités rurales et éloignées. Il examine également les problèmes inhérents à ces changements. Il publie son information statistique sous diverses formes et recourt à divers supports pour la diffuser : publications, documents de recherche, fichiers de données, bases de données en direct et services d'information tels que les « Bulletins d'analyse – Régions rurales et petites villes du Canada » (disponibles sur le site <http://www.statcan.ca>) et la Ligne de consultation sur les données rurales (1 800 263-1136). Par ailleurs, un économiste principal de Statistique Canada travaille avec le Secrétariat rural à gérer la recherche du Partenariat rural canadien.*

## Emplois

Même si 31,4 p. 100 de la population du Canada habite les régions rurales, on n'y trouve que 29 p. 100 de la population active du pays ayant un emploi. En fait, dans chacun des groupes d'âge et de sexe, les Canadiens du milieu rural sont moins susceptibles d'avoir un emploi que leurs homologues urbains.

De même, le taux de chômage est généralement plus élevé dans les régions rurales et les petites villes du pays que dans les grosses villes. Il y a toutefois beaucoup de variations d'une province à l'autre. Les taux de chômage dans les régions rurales et petites villes de Terre-Neuve sont trois fois plus élevés que ceux ayant cours dans les régions rurales et petites villes de l'Alberta, par exemple.

Il y a une exception : dans les provinces des Prairies, le taux de chômage en milieu rural est généralement plus faible qu'en milieu urbain. Cela est

dû en partie au fait que les agriculteurs des Prairies sont des travailleurs indépendants, même pendant la saison morte, qu'ils aient ou non un emploi. Il y a aussi une autre cause : dans les Prairies, les gens émigrent souvent dans les villes lorsqu'ils deviennent chômeurs. Par contraste, l'économie rurale des provinces de l'Est comporte une proportion plus élevée de travailleurs rémunérés qui ont des emplois saisonniers, notamment en transformation du poisson, dans les scieries et ailleurs. Cela explique en partie pourquoi le taux de chômage est plus élevé en milieu rural dans les provinces de l'Atlantique.

*La Stratégie emploi jeunesse du gouvernement répond aux besoins des jeunes gens des collectivités rurales et éloignées. Elle vise à aider les jeunes gens à accéder au marché du travail, à leur permettre d'acquérir les compétences relatives à l'employabilité et de l'expérience de travail et à leur donner accès à de l'information pertinente sur le marché du travail. Parmi les projets de cette stratégie, mentionnons Jeunes stagiaires Canada, Service jeunesse Canada, Objectif emplois d'été pour étudiants, Information Jeunesse, les Foires d'information pour jeunes, Connexion jeunesse et le Réseau d'information jeunesse du Canada.*

## Bien-être économique

Depuis quelques années, l'économie du Canada rural se diversifie de plus en plus et ressemble davantage à celle des centres urbains. Même si la situation des emplois n'a pas beaucoup changé dans le secteur agricole, il y en a moins qui se créent dans d'autres secteurs de ressources naturelles qui sont traditionnellement associés au Canada rural, notamment les forêts, la pêche et le piégeage, les mines et l'énergie. Toutefois, il se crée maintenant davantage d'emplois en milieu rural dans les domaines de la

fabrication, du commerce extérieur, des finances, des communications, des services personnels et aux entreprises, du tourisme, du transport et de l'entreposage. Les télécommunications et la technologie de l'information s'imposent même de plus en plus comme des moteurs de la croissance économique du Canada rural.

Dans les provinces moins peuplées que sont Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et la Saskatchewan, au moins 60 p. 100 des nouvelles entreprises lancées entre 1991 et 1996 l'ont été dans les petites collectivités. Compte tenu de leur population, les collectivités rurales possèdent une proportion plus élevée de l'ensemble des entreprises que les collectivités plus grosses; cette tendance a cours partout sauf à Terre-Neuve et au Nouveau-Brunswick.

Les petites collectivités détiennent 35 p. 100 de la population et 38 p. 100 de l'ensemble des entreprises. C'est donc dire que l'on trouve 65 p. 100 de la population et seulement 62 p. 100 des entreprises dans les grosses collectivités. Enfin, les entreprises très petites (ayant de un à quatre employés) constituaient la grande majorité des entreprises, autant dans les petites que dans les grosses collectivités en 1996. Ces très petites entreprises se trouvaient en général davantage dans les petites collectivités où les secteurs des services (par exemple la distribution et les services aux producteurs, les services personnels et les services sociaux) représentaient les deux tiers de l'ensemble des entreprises. Ces statistiques prouvent que les petites entreprises jouent un rôle important dans la vie économique des collectivités rurales et éloignées, car elles sont adaptées à la nouvelle économie axée sur le savoir.

Les familles rurales ont des revenus moyens moins élevés que leurs contreparties citadines. C'est donc dire qu'elles paient relativement moins d'impôts et reçoivent relativement plus de paiements de transfert. Les familles en milieu rural obtiennent plus de paiements de transfert parce que les taux

de chômage y sont plus élevés et que plus de pensionnés y vivent. Les paiements de transfert fédéraux représentent 16 p. 100 du revenu total des résidents ruraux, en regard de 9 p. 100 du revenu total des résidents urbains. Toutefois, étant donné que le coût de la vie est moins élevé en campagne, une proportion plus faible de ruraux que de citadins vivent en deçà du « seuil de faible revenu » de Statistique Canada.

*Pour aider les Canadiens du milieu rural à s'adapter à l'économie du savoir, le Programme d'accès communautaire du gouvernement a soutenu plus de 4 500 sites d'accès aux collectivités.*

*Le Programme communautaire des bénévoles en matière d'impôt aide les gens à faible revenu à remplir leur déclaration de revenus et de prestations. Conçu pour les gens ayant des situations fiscales simples, il est offert gratuitement à ses bénéficiaires. Il dispense aussi gratuitement des séances de formation en impôt sur le revenu aux bénévoles.*

## Bien-être social

Les statistiques donnent à penser que le niveau de bien-être social est moins élevé dans le Canada rural. Toutefois, beaucoup de Canadiens du milieu rural croient que leur qualité de vie est supérieure à celle que l'on trouve dans les villes.

À l'extérieur des villes, il y a deux fois moins de médecins par 1 000 habitants. Le Canadien rural moyen habite à 10 kilomètres du médecin le plus près. Et plus vous allez vers le nord, plus la distance qui sépare le citoyen rural du médecin le plus près s'accroît.

Le Canadien rural moyen n'est pas aussi scolarisé que son homologue de la ville. Les Canadiens du milieu rural sont également plus susceptibles de décrocher à l'école secondaire. Dans les régions surtout rurales, il y a moins de 50 p. 100 des jeunes (de 20 à 24 ans) qui ont terminé leurs études secondaires dans 10 p. 100 des collectivités. Cela fait contraste avec les régions en grande partie urbaines où environ 1 p. 100 des collectivités déplorent une proportion équivalente de jeunes qui n'ont pas terminé leurs études secondaires.

Les Canadiens du milieu rural vivent également loin des grands centres de distribution nationaux de produits et de services. En raison de cet éloignement, les ménages ruraux consacrent un pourcentage relativement plus élevé de leurs dépenses au transport, à l'alimentation et à l'entretien domestique.

Il y a toutefois un aspect positif : les actes déclarés de violence contre la personne y sont 30 p. 100 moins élevés qu'en milieu urbain. On entend par là les agressions sexuelles, le vol, les voies de fait et les autres crimes contre la personne. Il y a également 40 p. 100 moins d'actes déclarés de violence en milieu résidentiel, ce qui signifie qu'il y a moins d'introductions par effraction, de vols de véhicules motorisés ou de biens domestiques, de vandalisme et d'autres crimes contre les ménages.

*Le gouvernement améliore les soins de santé en milieu rural grâce à des initiatives comme le Fonds pour l'adaptation des services de santé, le Programme des soins de santé à domicile et en milieu communautaire pour les Premières nations et les Inuits et le Programme de soutien à l'infrastructure de la santé. Ces projets, qui mettent l'accent sur les soins à domicile, l'assurance-médicaments, les soins primaires et la prestation de services intégrés, font appel à la technologie de la télémédecine.*

*La Gendarmerie royale du Canada (GRC) a réussi à prévenir le crime grâce à des partenariats communautaires dans le cadre de la Stratégie nationale sur la sécurité communautaire et la prévention du crime.*

## Résumé

Le gouvernement du Canada relève les défis auxquels font face les Canadiens des régions rurales et éloignées. Toutefois, ces collectivités ont leur propre destinée entre leurs mains. Le gouvernement fédéral coordonne étroitement ses activités de développement rural afin qu'elles recourent les domaines de responsabilité des ministères. Ces projets favoriseront le développement durable des collectivités rurales.





# RÉPONDRE AUX PRIORITÉS DES CANADIENS DU MILIEU RURAL

Cette section décrit comment le gouvernement du Canada s'est attaqué aux préoccupations des Canadiens du milieu rural. Premièrement, nous dressons la liste des questions particulières que les citoyens du milieu rural ont soulevées pendant le processus du Dialogue rural. Nous mettons ensuite en relief certaines des activités lancées par le gouvernement. Cette section montre les progrès que nous avons réalisés jusqu'ici en vue de répondre aux priorités des Canadiens du milieu rural. L'annexe C renferme une liste plus complète des mesures du gouvernement qui ont une incidence sur le Canada rural.

## DOMAINE PRIORITAIRE : ACCÈS AUX PROGRAMMES ET AUX SERVICES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

### Préoccupations des Canadiens du milieu rural

- ◆ Les Canadiens du milieu rural déplorent de façon générale que l'information sur les programmes et les services gouvernementaux soit difficile à obtenir et à interpréter. Ils trouvent particulièrement frustrant l'accès à cette information par téléphone, car il est difficile d'obtenir une réponse rapide et cohérente.
- ◆ Les Canadiens du milieu rural veulent faire en sorte que les collectivités rurales soient informées des programmes et des services fédéraux et y aient accès dans une même mesure que les citoyens.
- ◆ L'information distribuée doit être compréhensible, concise et opportune.
- ◆ Les Canadiens du milieu rural ont proposé que le gouvernement fédéral donne le ton en créant un point de contact unique qui permettra aux collectivités d'accéder à tous les services et programmes gouvernementaux. Le choix de ce point de contact devrait demeurer souple et se fonder sur les besoins et caractéristiques

de chaque collectivité. On devrait utiliser les « outils » existants donnant accès à l'information sur les programmes et services, tels que Référence Canada, la ligne 1 800 O-CANADA, les Centres de services aux entreprises du Canada et l'Internet.

### Intervention gouvernementale

#### Résultats

- ◆ Nous avons distribué *Votre Guide des programmes et services du gouvernement du Canada* à 2,3 millions de ménages en milieu rural dans l'ensemble du Canada.
- ◆ Dans 263 collectivités, les ressources en information des Centres de services aux entreprises du Canada (CSEC) sont accessibles par l'intermédiaire d'un réseau étendu de partenaires d'accès, incluant les Sociétés de développement communautaire économique, les chambres de commerce locales et les bureaux de districts provinciaux. À chacun de ces endroits, les entrepreneurs du milieu rural peuvent

consulter la base d'information du CSEC, qui comprend notamment des renseignements sur 36 ministères et organismes fédéraux, ainsi que sur les programmes, services et rôles réglementaires des provinces.

- ◆ Nous avons mis en place plus de 110 centres d'accès de Service Canada d'un bout à l'autre du pays, avec l'aide de 30 ministères et organismes fédéraux, de cinq provinces et de 200 municipalités et organisations non gouvernementales. Ces centres fournissent de l'aide individuelle et un accès à guichet unique à de l'information sur plus de 1 000 programmes et services fédéraux.

## Initiatives horizontales

### *Agriculture et Agroalimentaire Canada*

Le **Programme d'expositions rurales** relie les régions rurales et éloignées du pays au gouvernement du Canada. Ces expositions fournissent de l'information sur les programmes et services fédéraux à des collectivités situées à l'extérieur des grandes villes et favorisent un dialogue permanent avec les Canadiens. Au cours de ses trois premières années d'existence (1997-2000), on a présenté des expositions en 339 endroits dans l'ensemble des provinces et territoires du pays. Le stand du Programme est aménagé dans le cadre de foires, de conférences et d'expositions commerciales ainsi que dans des centres commerciaux. On estime qu'on joint ainsi directement 11 p. 100 des participants des foires et de 15 à 40 p. 100 des gens assistant aux conférences et aux expositions commerciales.

Le Programme permet de diffuser de l'information sur quelque 29 ministères et organismes fédéraux. Nous distribuons des brochures, donnons accès à l'Internet sur place et invitons les gens à utiliser le numéro sans frais 1 800 O-CANADA. Le Programme emploie également quelque 50 jeunes du milieu rural chaque année.

Agriculture et Agroalimentaire Canada administre le Programme d'expositions rurales et contribue à son financement de concert avec Développement des ressources humaines Canada, Ressources naturelles Canada et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

En novembre 1999, le Secrétariat aux coopératives a lancé une nouvelle trousse d'information sur les coopératives. Disponibles dans les Centres de services aux entreprises du Canada partout au pays, ces trousse sont conçues pour aider les Canadiens à mettre sur pied des coopératives, comme solution de rechange aux entreprises classiques. Le Secrétariat aux coopératives du gouvernement du Canada, la Canadian Cooperative Association et le Conseil canadien de la coopération ont produit conjointement cette trousse, avec l'aide des provinces et des territoires.

### *Agence des douanes et du revenu du Canada*

Grâce à **IMPÔTEL**, les clients de l'Agence des douanes et du revenu du Canada peuvent soumettre leur déclaration d'impôt sur le revenu à l'aide d'un téléphone à clavier. Partout au Canada, les clients peuvent composer un numéro sans frais et, en répondant à une série de questions, introduire l'information sur leur revenu. À la fin de la séance, un registre électronique est transmis au centre de traitement. **IMPÔTEL** est conçu pour les déclarations simples seulement.

L'Agence a également élargi ses services gratuits de renseignements téléphoniques. Le réseau permettra désormais à tous les Canadiens, peu importe où ils vivent, de parler au prochain agent disponible dans n'importe lequel des 46 bureaux de services fiscaux. En outre, l'Agence offre un service automatisé de renseignements téléphoniques qui répond 24 heures sur 24, sept jours par semaine, aux questions les plus souvent posées. Pour des renseignements généraux : (français) 1 800 959-7385 et (anglais) 1 800 959-8281.

Pour des renseignements commerciaux : (français) 1 800 959-7775 et (anglais) 1 800 959-5525.

### *Société canadienne des postes*

La Société canadienne des postes s'est donnée comme priorité d'accroître la rapidité et la fiabilité du service postal à l'extérieur des grands centres. En août 1999, le gouvernement du Canada a approuvé une série de propositions visant à rendre plus accessibles et plus complets les services postaux de détail dans le Canada rural.

C'est ainsi que Postes Canada a créé 96 zones locales.<sup>6</sup> Elle a également modifié ses réseaux de traitement et de livraison du courrier de façon à ce que les envois entre deux adresses d'une même collectivité soient traités localement et à ce que le courrier destiné aux autres centres d'une même région locale soit traité à l'intérieur de cette dernière. Il s'ensuit que les Canadiens des collectivités rurales profitent à l'heure actuelle des mêmes normes de livraison de courrier que les citadins : deux jours à l'intérieur d'une collectivité, trois jours entre collectivités d'une même province et quatre jours entre toutes les collectivités à l'échelle nationale. En outre, le personnel des bureaux ruraux de Postes Canada peut modifier ses heures de service en fonction des besoins locaux.

Postes Canada participe également à 14 sites pilotes de Service Canada d'un bout à l'autre du pays. Ces sites fourniront les services suivants :

- ◆ accès électronique aux programmes et aux services gouvernementaux grâce à un ordinateur installé dans le hall;
- ◆ information imprimée sur les programmes et services gouvernementaux;
- ◆ aide du personnel sur place.

Enfin, Postes Canada et Industrie Canada collaborent à six sites pilotes du Programme d'accès communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard.

### *Gouvernement du Canada*

Dans son discours du Trône 1999, le gouvernement a déclaré qu'« il deviendra un utilisateur modèle des technologies de l'information et d'Internet. D'ici 2004, nous voulons être connus dans le monde entier comme le gouvernement le mieux branché avec ses citoyens. Les Canadiens et les Canadiennes auront accès à toute l'information et à tous les services gouvernementaux en direct, à l'endroit et au moment qui leur conviennent. »<sup>7</sup>

C'est ainsi que le gouvernement a annoncé dans le discours du budget 2000 un investissement de 160 millions de dollars sur deux ans en vue de concevoir et de lancer une initiative visant à offrir les services fédéraux en direct aux Canadiens et à stimuler le recours au commerce électronique.

Le Gouvernement en direct fournira à bon nombre de résidents des collectivités rurales et éloignées un meilleur accès aux programmes et aux services et créera chez eux le sentiment d'être reliés non seulement au gouvernement fédéral, mais aussi aux autres collectivités du pays, les programmes et services étant conçus pour répondre aux besoins de tous les Canadiens. Ce meilleur accès contribuera également à intensifier la présence fédérale

---

<sup>6</sup> Une zone locale est une région où les habitants font normalement leurs courses, travaillent, expédient du courrier, mènent leurs affaires et développent un sens communautaire.

<sup>7</sup> Gouvernement du Canada, *Discours du Trône à l'ouverture de la deuxième session du trente-sixième Parlement du Canada*, octobre 1999, p. 7.

dans bon nombre de collectivités où le gouvernement a dû fermer des bureaux qui constituaient des points d'accès aux services. Le gouvernement fédéral jouera ainsi un rôle plus pertinent dans la vie de tous les Canadiens et deviendra plus réceptif à leurs attentes à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle.

### *Centres de services aux entreprises du Canada*

Le gouvernement du Canada est résolu à donner accès à ses programmes et services partout au Canada par l'intermédiaire de son réseau de Centres de services aux entreprises du Canada (CSEC). Ceux-ci s'attachent à répondre aux besoins en information particuliers des petites entreprises et des nouveaux entrepreneurs en leur fournissant un guichet unique commode où ils peuvent se renseigner sur les programmes, services et règlements des gouvernements fédéral et provinciaux et accéder à une foule de sources d'information et d'outils pour planifier et étendre leur entreprise. Le gouvernement fédéral a annoncé l'affectation de 75 millions de dollars sur cinq ans, soit de 1999-2000 à 2003-2004, à l'initiative des CSEC.

Cette dernière est mise en œuvre au nom du gouvernement du Canada par le portefeuille de l'industrie (Agence de promotion économique du Canada atlantique, Développement économique Canada pour les régions du Québec, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada et Industrie Canada), de concert avec les gouvernements provinciaux et territoriaux et des organismes non gouvernementaux de services aux entreprises. On a établi dans chaque province et territoire (13) un carrefour d'information du CSEC donnant accès à un service téléphonique sans frais (1 888 576-4444) pour se relier au CSEC, un système gratuit de télécopie automatique, au courrier électronique, à l'Internet (<http://www.cbasc.org>) et à des services en personne. Les CSEC ont gagné l'un des Prix du Chef de la fonction publique pour l'excellence du service et ils constituent un service bien établi pour les petites entreprises partout au pays.

Afin d'améliorer la prestation de services en personne dans la plupart des collectivités, les CSEC ont élargi l'accès à leurs ressources d'information grâce à un réseau de partenaires d'accès régionaux. On en dénombre à l'heure actuelle 263, dont 33 servent une population principalement autochtone. La plupart de ces partenaires d'accès sont situés dans des collectivités rurales et profitent d'une collaboration avec les Corporations locales de développement économique, les Sociétés d'aide au développement des collectivités, les chambres de commerce locales et d'autres intervenants qui ont pour mandat d'offrir des services aux petites entreprises dans les collectivités.

### *Travaux publics et Services gouvernementaux Canada*

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) exploite les nouvelles technologies en vue d'améliorer les communications entre le gouvernement et les Canadiens. Le Programme d'accès public a contribué à mieux faire connaître le gouvernement du Canada et à le rendre plus accessible. Il comprend notamment un numéro sans frais (1 800 622-6232) et un site Web comportant des liens avec la plupart des ministères et organismes fédéraux. Pour diffuser et promouvoir 1 800 O-CANADA et <http://www.canada.gc.ca>, TPSGC fait appel à une foule de moyens : participation aux foires d'information rurales et aux expositions, inscription dans les annuaires et dans les pages bleues de l'annuaire téléphonique, distribution de brochures de promotion (à l'interne, aux partenaires potentiels du gouvernement, et à l'externe, à tous les Canadiens), et annonces dans les journaux locaux et dans les grandes revues. Le numéro sans frais a été diffusé dans un grand nombre de campagnes de publicité du gouvernement, notamment celles touchant la nutrition prénatale, le passage à l'an 2000, l'éducation, le discours du Trône, les prix du gouverneur général, les changements climatiques et l'Année internationale des personnes âgées.

TPSGC a également fourni aux ministères et aux organismes fédéraux des services de centre d'appels sans frais, qui les ont aidés à informer les

Canadiens sur des domaines tels que les obligations d'épargne du Canada (Banque du Canada), l'hépatite C (Santé Canada), les subventions canadiennes pour l'épargne-études (Développement des ressources humaines Canada) et l'initiative Dialogue rural (Agriculture et Agroalimentaire Canada).

Le gouvernement utilise l'infrastructure d'accès public de TPSGC pour donner aux Canadiens du milieu rural un accès plus facile à l'information publique. Dans le cadre d'un projet mixte mené avec Développement des ressources humaines Canada, plus de 30 ministères et organismes fournissent sur le Web de l'information clé utile aux Canadiens du milieu rural. Ce matériel sera accessible dans des stands d'information, que l'on prévoit mettre à l'essai dans les bureaux de poste, dans les sites du Programme d'accès communautaire et en d'autres endroits.

Enfin, TPSGC collabore avec les provinces et les municipalités afin de vérifier l'efficacité des nouvelles **pages bleues** de l'annuaire téléphonique. Ensemble, ils dresseront des listes téléphoniques communes qui rendront plus facile pour les citoyens l'accès aux services gouvernementaux. Les pages bleues seront particulièrement utiles aux Canadiens du milieu rural qui n'ont pas accès à l'Internet.

## Ministères et organismes participants

Affaires indiennes et du Nord Canada  
Agence de promotion économique du Canada atlantique  
Agence des douanes et du revenu du Canada  
Agence canadienne de développement international  
Agriculture et Agroalimentaire Canada  
Anciens Combattants Canada  
Citoyenneté et Immigration Canada  
Commission de la fonction publique  
Développement économique du Canada pour les régions du Québec  
Développement des ressources humaines Canada  
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada  
Environnement Canada  
Gendarmerie royale du Canada  
Industrie Canada  
Initiative fédérale du développement économique du Nord de l'Ontario  
Ministère de la Justice Canada  
Pêches et Océans Canada  
Ressources naturelles Canada  
Santé Canada  
Secrétariat du Conseil du Trésor  
Société canadienne des postes  
Société du crédit agricole  
Société canadienne d'hypothèques et de logement  
Transports Canada  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

## DOMAINE PRIORITAIRE : ACCÈS AUX RESSOURCES FINANCIÈRES

### Préoccupations des Canadiens du milieu rural

- ◆ Les Canadiens du milieu rural estiment que leur accès aux ressources financières diminue au moment où ils en auraient de plus en plus besoin pour financer de nouvelles entreprises essentielles à l'avenir de leur collectivité. Les préoccupations touchant les fermetures de succursales bancaires dans les collectivités rurales constituent ici un important facteur en cause.
- ◆ Les Canadiens du milieu rural ont déclaré que les banques et les autres institutions financières sont généralement réticentes à investir dans les initiatives rurales en raison du risque potentiel qu'elles y voient ou faute de comprendre les possibilités qu'offrent les collectivités rurales.
- ◆ Le gouvernement devrait faire preuve de leadership au chapitre de l'accès aux ressources financières et adapter ses programmes de financement de façon à répondre aux besoins du milieu rural plutôt que de simplement offrir du financement général qui peut avantager les villes aux dépens des campagnes.
- ◆ Il y aurait lieu de simplifier les programmes afin de les rendre plus souples et d'alléger le fardeau administratif que suppose leur mise en application.

### Intervention gouvernementale

#### Résultats

- ◆ L'assurance-prêt hypothécaire de la Société canadienne d'hypothèques et de logement peut financer jusqu'à 95 p. 100 de la valeur d'une résidence. Elle peut également couvrir jusqu'à 85 p. 100 de la valeur hypothécable des immeubles à usage locatif admissibles, de façon à fournir aux locateurs et aux promoteurs immobiliers du financement à faible coût et à assurer de la sorte une offre suffisante d'unités locatives.
- ◆ En qualité de mandataire de la Banque de Montréal à Nain, Labrador, et à Inuvik, Territoires du Nord-Ouest, Postes Canada fournit des services financiers de base aux entreprises locales. La Société a réservé des surfaces de bureau aux institutions financières dans certains de ses points de vente.
- ◆ Sous la direction du Conseil national de développement économique des Autochtones, Entreprise autochtone Canada fournit un soutien et toute une variété de services aux entrepreneurs autochtones d'un bout à l'autre du pays, y compris ceux des régions rurales. Le programme met l'accent sur les domaines prioritaires stratégiques que constituent le commerce et l'expansion des marchés, le tourisme autochtone, l'innovation et le développement technologique, l'esprit d'entreprise chez les jeunes et le renforcement des institutions financières autochtones.

- ◆ Le programme « Accès au capital » de l'Initiative de développement des entreprises autochtones épaulé les institutions financières autochtones qui offrent des services de financement aux entreprises et entrepreneurs autochtones. On songe notamment aux Sociétés de financement autochtones, aux Sociétés d'aide au développement des collectivités autochtones et à d'autres institutions de prêts détenues ou contrôlées par les Autochtones. Les 14,65 millions de dollars affectés au programme d'« Accès au capital » proviennent du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada (6,0 millions), des organismes de développement régional d'Industrie Canada (6,0 millions) ainsi que d'Entreprise autochtone Canada (2,65 millions).
- ◆ Les quelque 236 Sociétés d'aide au développement des collectivités implantées un peu partout dans le Canada rural administrent des fonds d'investissement locaux totalisant plus de 445 millions de dollars. Elles peuvent fournir aux entreprises rurales locales des prêts, des garanties de prêts ou des mises de fonds pouvant atteindre 125 000 \$.

## Initiatives horizontales

### *Société canadienne des postes*

La Société canadienne des postes a étudié divers moyens de fournir un accès à certains services financiers dans les collectivités dépourvues d'institutions financières. Cet accent nouveau mis sur le service au Canada rural fait suite à de vastes audiences publiques et à de nombreuses recherches, qui ont permis de découvrir que les bureaux de poste locaux pourraient jouer un rôle plus grand en milieu rural que ce qu'on observe dans les villes.

Postes Canada a discuté des projets pilotes avec les institutions financières.

La Société a déjà mis à l'essai de tels services avec la Banque de Montréal à Nain, Labrador, où ses employés peuvent traiter des opérations financières simples. Par ailleurs, dans le bureau de poste de Saint-Apollinaire, au Québec, Postes Canada a, dans le cadre d'un projet pilote, fourni de l'espace à la Banque nationale pour qu'elle puisse fournir des services bancaires à ses clients.

### *Ministère des Finances*

Afin d'aider les collectivités rurales à s'adapter rapidement à l'évolution des marchés des services financiers, le ministère des Finances a annoncé un nouveau cadre stratégique en juin 1999. Celui-ci garantit un accès aux services financiers de base, et renforce le mouvement des coopératives de crédit. Il exige en outre des banques qu'elles donnent des préavis et consultent les collectivités touchées avant de fermer des succursales. Le nouveau régime de propriété et l'atténuation des exigences en matière de capitalisation facilitent la création de banques plus petites à vocation régionale ou communautaire.

Les Canadiens du milieu rural profiteront également de certaines autres mesures de protection du consommateur, telles que la création de la nouvelle **Agence des consommateurs de produits et services financiers** et du poste d'**Ombudsman des services financiers canadiens**. Les petites entreprises de tout le pays, incluant celles des régions rurales, profiteront d'une nouvelle base de données complète sur les prêts aux petites et aux moyennes entreprises (PME), et un nouveau groupe d'analyse créé à Industrie Canada permettra de mieux comprendre les besoins en financement particuliers de ces dernières ainsi que les possibilités qu'offre le secteur des PME aux institutions financières.

Enfin, le régime fiscal fédéral comporte des mesures directes spécifiquement axées sur les particuliers et les entreprises du Canada rural. Mentionnons

notamment le report d'impôt, l'exemption d'impôt, la déduction pour amortissement accéléré, la radiation à 100 p. 100, la déductibilité des redevances, les crédits d'impôt et la non-imposition du revenu jusqu'à concurrence de certains montants. Ces mesures entrent dans les catégories agriculture et pêche, ressources naturelles et développement régional.

### *Société du crédit agricole*

La Société du crédit agricole (SCA) représente le plus gros prêteur agricole du pays. Elle offre des solutions de financement souples aux producteurs primaires et aux agroentreprises de petite et moyenne tailles. Elle participe en outre à la mise en œuvre de programmes et services conjoints avec des organismes gouvernementaux et d'autres institutions financières. Ses 900 employés, répartis dans plus de 100 bureaux d'un bout à l'autre du Canada, offrent des services sur mesure à 44 000 clients et travaillent de concert avec l'industrie agricole en vue de stimuler sa croissance et de dynamiser le Canada rural.

La Société a mis au point des produits financiers adaptés aux besoins des agriculteurs et des petites et moyennes agroentreprises. Sa gamme de prêts innovatrice « Coups d'pousse » facilite le transfert de la ferme d'une génération à l'autre et fournit un appui financier au démarrage ou à l'expansion des exploitations agricoles. Afin d'aider le jeune entrepreneur à démarrer une nouvelle entreprise, seule une faible mise de fonds initiale est exigée.

La gamme de prêts innovatrice « **Coups d'pousse** », lancée en septembre 1998, comprend trois produits :

- ◆ Le prêt **Agri-relais** aide les agriculteurs à acheter des actifs agricoles ou à transférer les parts d'une entreprise familiale agricole.

- ◆ Le prêt **Agri-croissance** donne aux agriculteurs des options de paiements différés, jusqu'à trois ans, pour lancer ou agrandir une entreprise qui produira peu de revenu au début.
- ◆ Le prêt **Agri+emploi** est conçu pour les gens qui travaillent à l'extérieur de la ferme et souhaitent lancer ou agrandir une entreprise agricole.

Dans les six premiers mois suivant sa création, la demande des produits « Coups d'pousse » a dépassé de 31 millions de dollars son objectif de 35 millions totalisant ainsi 66 millions de dollars. Le produit a depuis été copié par des institutions financières privées.

### *Affaires indiennes et du Nord Canada*

Le **Fonds pour la création de possibilités économiques** constitue l'un des programmes de mise de fonds dans les entreprises d'Affaires indiennes et du Nord Canada. Il fournit des contributions sous la forme de capitaux pour le développement des entreprises communautaires des Premières nations, des Innus et des Inuits. Au cours de 1998-1999, 103 projets ont été approuvés dans les secteurs de la vente au détail, du commerce, de la technologie et de la câblodistribution. Le Ministère prévoit dépenser 7,8 millions de dollars dans le cadre de ce fonds en 1999-2000.

Le **Forum sur les services financiers autochtones** réunit des fonctionnaires fédéraux, l'Association canadienne des banquiers et des banques à charte. Ensemble, ils s'efforcent d'améliorer l'accès aux prêts commerciaux dans les réserves. L'Association diffuse sur son site Web de l'information sur les services de crédit offerts dans les réserves; en voici les coordonnées : <http://www.cba.ca/cba/eng/small%5Fbusiness/faqs/aboriginal%5Ffaq.html>.

L'Initiative pour l'acquisition des ressources, qui est mise en œuvre par les Organismes de développement économique communautaire (ODEC), aide les collectivités des Premières nations, des Inuits et des Innus à obtenir des permis et des licences d'exploitation des ressources naturelles, et elle finance des entreprises dans ce secteur et dans des secteurs connexes. Elle a appuyé 34 projets en 1998-1999, et l'objectif de financement établi pour 1999-2000 s'élève à 5 millions de dollars.

### *Accès aux services financiers*

Telle qu'elle a été annoncée en avril 1999, l'Initiative de développement des entreprises autochtones consiste en un train de mesures de 21 millions de dollars, destinées à accroître les possibilités de développement des entreprises au sein des peuples autochtones du Canada, en améliorant l'accès aux capitaux, en créant un Réseau des services aux entreprises autochtones et en améliorant l'exécution des programmes actuels d'aide aux entrepreneurs et aux organismes autochtones. Cette initiative devrait aboutir directement au lancement de quelque 900 entreprises et à la création de plus de 2 000 nouveaux emplois au cours des cinq prochaines années. Potentiellement, des milliers de petites et de moyennes entreprises seront aidées grâce à l'accès à de nouvelles sources d'information et de soutien, à des références, et à des réseaux commerciaux.

Les trois éléments de l'Initiative de développement des entreprises autochtones s'intègrent pour répondre aux besoins de financement, d'information et de services des entreprises et organisations commerciales autochtones. Ces éléments sont les suivants :

- ◆ Le volet Accès au capital, lancé en novembre 1999, comporte un investissement de 14,6 millions de dollars échelonné sur les quatre prochaines années. Les deux partenaires du secteur privé,

soit *Peace Hills Trust* et l'Association nationale des sociétés de financement autochtones, collaborent avec le gouvernement fédéral afin d'offrir aux entrepreneurs et aux propriétaires de petites entreprises autochtones sur les réserves et à l'extérieur de celles-ci un meilleur accès à des capitaux dont ils ont grandement besoin.

- ◆ Le Réseau des services aux entreprises autochtones fournit un meilleur accès à de l'information commerciale générale, à des services d'orientation et de consultation, ainsi qu'à des instruments commerciaux, et ce, aux entreprises autochtones partout au Canada.
- ◆ Une plus grande participation aux programmes et un recours accru aux services commerciaux existants révélera des façons, d'une part, d'améliorer les activités de marketing des entreprises autochtones, ainsi que l'accès de celles-ci aux programmes fédéraux existants et, d'autre part, d'atténuer les obstacles et les lacunes liés à la prestation.

L'Initiative de développement des entreprises autochtones est un partenariat regroupant des institutions financières et commerciales autochtones (y compris des Sociétés de financement autochtones, des Sociétés d'aide au développement des collectivités autochtones, et l'Association nationale des sociétés de financement autochtones et des organismes fédéraux, notamment Industrie Canada, par l'intermédiaire d'Entreprise autochtone Canada, les Centres de services aux entreprises du Canada et FedNor, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Développement économique Canada pour les régions du Québec, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada et Affaires indiennes et du Nord Canada.

## Ministères et organismes participants

Affaires indiennes et du Nord Canada  
Agence de promotion économique du Canada atlantique  
Agence des douanes et du revenu du Canada  
Agriculture et Agroalimentaire Canada  
Banque de développement du Canada  
Conseil national de recherches  
Développement économique du Canada pour les régions du  
Québec  
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada  
Industrie Canada  
Initiative fédérale du développement économique du Nord de  
l'Ontario  
Ministère des Finances du Canada  
Ressources naturelles Canada  
Société canadienne des postes  
Société canadienne d'hypothèques et de logement  
Société du crédit agricole  
Transports Canada

## DOMAINE PRIORITAIRE : POSSIBILITÉS POUR LES JEUNES DU MILIEU RURAL

### Préoccupations des Canadiens du milieu rural

- ◆ Les Canadiens du milieu rural s'inquiètent de l'exode des jeunes vers les villes. Ils croient que le phénomène s'explique le plus souvent par le fait que ceux-ci ne voient pas de possibilités d'études ni d'emploi pour les jeunes dans leurs collectivités rurales.
- ◆ Les jeunes en général ne voient pas « d'avenir » pour eux dans le Canada rural et les jeunes ruraux manquent d'optimisme quant aux avantages de demeurer dans une collectivité rurale. Ce sentiment est vraisemblablement renforcé par le manque d'optimisme que manifestent souvent leurs parents.
- ◆ Les jeunes doivent avoir le sentiment de former une partie importante de la collectivité. On peut y contribuer en répondant à leurs besoins éducatifs, sociaux et récréatifs et en leur donnant voix dans la recherche de solutions à leurs préoccupations.
- ◆ La meilleure façon de garder les jeunes dans les collectivités rurales est de leur fournir des possibilités d'emploi. On peut à cette fin attirer des entreprises dans les régions rurales et appuyer les idées d'entreprises des jeunes.

### Intervention gouvernementale

#### Résultats

- ◆ Les fonds du Programme de stages pour les jeunes dans le secteur public ont permis d'offrir à des jeunes des stages de 12 mois dans plus de 70 ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement fédéral dans toutes les parties du pays. Le Programme est géré par le Secrétariat du Conseil du Trésor et mis en œuvre par Avantage Carrière de concert avec le YMCA.
- ◆ Par sa stratégie emploi jeunesse, Développement des ressources humaines Canada a aidé des entreprises, des organismes sans but lucratif, des établissements de santé publique et d'enseignement, des bandes indiennes et des conseils de tribu ainsi que des administrations municipales à engager des jeunes des régions rurales et éloignées.

## Initiatives horizontales

### *Agence de promotion économique du Canada atlantique*

En avril 1997, l'Agence canadienne de promotion économique du Canada atlantique (APECA) a lancé l'**initiative ConneXion Jeunes Entrepreneurs – Programme de capital d'appoint et d'orientation**. Ce projet cherche à accroître les chances de survie des nouvelles PME. Il procure aux entrepreneurs âgés de 18 à 29 ans de l'information commerciale ainsi que des prêts personnels non garantis.

L'organisme couvre en outre jusqu'à 2 000 \$ de frais d'orientation et de formation pour chaque entrepreneur qui demande un prêt. En deux ans et demi, le Programme a fourni plus de 1 100 prêts à faible taux d'intérêt à quelque 1 000 jeunes, dont les entreprises ont créé plus de 1 500 nouveaux emplois et permis d'en maintenir 335 autres. Le portefeuille de prêts du Programme dépasse à l'heure actuelle 12 millions de dollars.

En outre, pour optimiser l'accès à cette initiative dans les régions rurales, on a utilisé comme prestataires du Programme les 40 **Corporations locales de développement économique** (CLDE) disséminées dans tout le Canada atlantique. Résultat : environ 85 p. 100 des capitaux de démarrage ont été utilisés dans les collectivités rurales. En plus de répondre aux besoins de ses clients dans l'ensemble de la région, cette initiative a pour effet de freiner l'exode des jeunes du milieu rural.

À Terre-Neuve, l'Agence coordonne le programme **Futures in Newfoundland and Labrador Youth**. Cette organisation-cadre représente les jeunes travaillant dans 20 zones de développement économique régional. Elle aide les jeunes gens et les gouvernements à mieux communiquer entre eux. L'APECA-Terre-Neuve continuera à participer au Programme des écoles et du développement économique régional. Celui-ci met au point du matériel

d'apprentissage traitant des possibilités qu'offrent les secteurs de croissance, rendant ainsi les programmes d'études mieux adaptés aux économies locales de Terre-Neuve.

Le réseau **Open for Business** réunit des centres d'information conviviaux qui aident les jeunes gens à explorer les possibilités d'entreprise. Ces centres se trouvent maintenant dans huit régions rurales de la Nouvelle-Écosse, et ils pourraient s'étendre à l'ensemble du Canada atlantique. D'abord mis à l'essai à Halifax en 1996, ce projet est une initiative du **Centre for Entrepreneurship Education and Development (CEED)**. Le CEED est un projet mixte financé par le ministère de l'Éducation de la Nouvelle-Écosse et le fédéral dans le cadre de l'Entente de coopération Canada-Nouvelle-Écosse sur la diversification économique. Le ministère du Développement économique de la Nouvelle-Écosse et l'APECA gèrent le CEED.

L'APECA-Île-du-Prince-Édouard appuie le Central Development Corporation, qui met en œuvre le programme **I Want To Be A Millionaire** dans la région de West Prince, de l'Évangeline, du Centre et de l'Est de la province. Le projet donne aux jeunes gens âgés de 8 à 16 ans une expérience concrète du lancement et de l'exploitation d'une entreprise.

Au Nouveau-Brunswick, l'Agence collabore avec la Commission économique de Kent, Développement des ressources humaines Canada et la Première nation Big Cove au financement de l'**Initiative Formation des jeunes entrepreneurs**. Cette dernière cherche à sensibiliser davantage les jeunes Autochtones aux possibilités d'affaires.

### *Ministère de la Défense nationale*

Le ministère de la Défense nationale et les Forces canadiennes ont mis en place un certain nombre de programmes qui appuient le Canada rural et, de façon plus particulière, les jeunes du milieu rural. La **Première réserve**

**des Forces canadiennes** non seulement améliore le degré de préparation globale des Forces canadiennes, mais appuie aussi leurs activités régulières en temps de paix. Le service militaire pour les réservistes constitue normalement une activité à temps partiel. On compte à l'heure actuelle 201 unités de réserve qui sont réparties dans tout le pays et emploient environ 30 000 personnes, dont bon nombre vivent dans des collectivités rurales.

Les activités des Cadets de la Marine, de l'Armée et de l'Air sont des plus variées et stimulantes : voile, alpinisme, vol à voile et vol propulsé, musique, cartographie et orientation, biathlon, camping et exercices de prise d'armes. Grâce à ces activités, le programme des Cadets développe chez les jeunes (de 12 à 18 ans) des qualités de leader et le sens civique, améliore leur condition physique et stimule leur intérêt pour les éléments mer, terre et air des Forces canadiennes. On compte approximativement 55 000 cadets répartis entre 1 100 corps et escadrons dans tout le pays. Visitez le site Web des cadets à l'adresse <http://www.cadetscanada.org>.

Enfin, le programme Rangers juniors canadiens (RJC) est offert à tous les jeunes de 12 à 18 ans et il est attentif aux besoins de jeunes vivant dans les collectivités éloignées et isolées du Canada. Il favorise la fierté et une meilleure compréhension des valeurs traditionnelles dans les collectivités locales. Les adultes du programme transmettent aux RJC leurs expériences de formation unique et leurs qualités de leader, tout en insistant sur la culture locale, la discipline et la dynamique de la vie. Les participants s'adonnent à toute une gamme d'activités, incluant la chasse, la pêche, la subsistance à partir de la terre, l'apprentissage de la spiritualité autochtone, les dialectes locaux, la musique traditionnelle, le chant et la danse. On compte à l'heure actuelle 54 patrouilles réunissant quelque 1 350 participants.

### *Commission de la fonction publique*

La Commission de la fonction publique du Canada a mis en place son **Programme fédéral d'expérience de travail d'été** partout au pays. Les étudiants du milieu rural qui participent à ce programme peuvent acquérir une précieuse expérience et accroître ainsi leur employabilité.

### *Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada*

En septembre 1997, le **Programme de stages pour les jeunes dans le secteur public fédéral** (PSJSPF) est devenu un élément de la réaction du premier ministre au problème du chômage chez les jeunes. Il est géré par le Secrétariat du Conseil du Trésor et est mis en œuvre par Avantage Carrière, de concert avec le YMCA. Il finance des stages de 12 mois pour les jeunes dans plus de 70 ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement fédéral dans toutes les parties du Canada.

Le gouvernement a conçu le Programme de façon à joindre les jeunes en milieu rural et à tenir compte de la demande accrue de services dans certaines parties du pays. C'est ainsi qu'à la fin de septembre 1999, 34 p. 100 des affectations avaient été créées dans les régions rurales. Le Programme a dépassé ses objectifs originaux et aura profité à plus de 4 000 jeunes d'ici la fin de 1999-2000, dont plus de la moitié sont des non-diplômés ou encore des jeunes à risque qui obtiennent ainsi leur première véritable expérience de travail.

À l'avenir, on examinera quels sont les moyens les plus efficaces d'attirer des candidats du milieu rural. On cherchera également à favoriser les partenariats entre les institutions fédérales de façon à créer des stages.

## *Diversification de l'économie de l'Ouest Canada*

Depuis avril 1997, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEOC) a investi dans les jeunes du milieu rural et le développement économique rural grâce à son **Programme de stages en développement économique communautaire** (PSDEC). Ce programme est conçu pour atténuer certains des problèmes avec lesquels les collectivités rurales sont aux prises dans l'Ouest, tels que l'exode des jeunes par suite du manque de possibilités d'emploi.

Le PSDEC, qui est doté d'un budget de 2,94 millions de dollars pour les deux prochaines années, a permis aux partenaires du réseau de DEOC (les Sociétés d'aide au développement des collectivités, les Associations d'aide au développement des collectivités et les initiatives pour les femmes entrepreneurs) d'engager des diplômés de niveau postsecondaire. Ces stagiaires peuvent s'adonner à des activités à valeur ajoutée telles que la promotion du travail autonome et de l'entrepreneuriat chez les Canadiens de l'Ouest. Ils ont également l'occasion de faire l'expérience de divers milieux de travail.

## Ministères et organismes participants

Affaires indiennes et du Nord Canada  
Agence des douanes et du revenu du Canada  
Agence de promotion économique du Canada atlantique  
Agriculture et Agroalimentaire Canada  
Citoyenneté et Immigration Canada  
Commission de la fonction publique  
Conseil national de recherches  
Développement économique du Canada pour les régions du Québec  
Développement des ressources humaines Canada  
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada  
Gendarmerie royale du Canada  
Industrie Canada  
Initiative fédérale du développement économique du Nord de l'Ontario  
Ministère de la Défense nationale  
Patrimoine canadien  
Ressources naturelles Canada  
Secrétariat du Conseil du Trésor  
Société canadienne d'hypothèques et de logement  
Société du crédit agricole  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

## DOMAINE PRIORITAIRE : DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP EN MATIÈRE DE RESSOURCES HUMAINES ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES COLLECTIVITÉS

### Préoccupations des Canadiens du milieu rural

- ◆ Bon nombre des gens qui exercent un leadership dans les collectivités rurales sont des bénévoles qui jouent ce rôle depuis longtemps. L'absence de planification de la relève, la rareté des outils nécessaires pour développer les qualités de chef et les pressions sans cesse croissantes qui s'exercent sur les représentants publics suscitent, chez beaucoup d'intervenants, la crainte que les collectivités rurales ne soient privées d'un solide leadership à l'avenir.
- ◆ Le gouvernement fédéral peut contribuer à renforcer le leadership en adoptant une approche du développement communautaire « ascendante » plutôt que « descendante ». Il peut également jouer un rôle de catalyseur de façon à attirer de nouveaux leaders, incluant des Autochtones et des aînés. Il est possible de favoriser le développement des qualités de chef parmi ces groupes et au sein des collectivités grâce à des programmes de mentorat et de développement du leadership, ce qui serait également de nature à bâtir la confiance en soi au sein des collectivités.
- ◆ La clé du renforcement des capacités communautaires réside dans la concertation à l'échelle de la collectivité. Il devrait y avoir collaboration également entre les organisations locales, les secteurs public et privé et les autres intermédiaires. Les Canadiens du milieu rural ont d'autre part souligné l'importance de mettre en commun les réussites, le perfectionnement des compétences et la création d'emplois en vue de renforcer les capacités communautaires.

- ◆ Le gouvernement fédéral peut contribuer à renforcer les capacités des collectivités grâce à un soutien financier, y compris le maintien des paiements de transfert aux provinces et la constitution d'une réserve commune de ressources pour appuyer les programmes communautaires.

### Intervention gouvernementale

#### Résultats

- ◆ Plusieurs ministères et organismes fédéraux se sont associés en mai 1999 pour parrainer un atelier à Prince Rupert, une collectivité de la Colombie-Britannique durement touchée par le déclin de la pêche au saumon. Un second atelier est prévu à Campbell River, en Colombie-Britannique, pour le printemps 2000. Ces ateliers s'inscrivent dans le Programme d'adaptation et de restructuration des pêches dans le Pacifique, qui aide à élaborer des stratégies pour soutenir les collectivités de la côte Ouest tributaires de l'industrie de la pêche.
- ◆ L'initiative **Renforcement des capacités communautaires** de RNCan vise à bâtir ou à accroître la capacité des collectivités rurales, éloignées et autochtones à prendre des décisions éclairées sur la mise en valeur et l'utilisation durable des terres et des ressources naturelles, en plus de faciliter leur transition à l'économie du savoir. De nombreux partenaires collaborent à cette initiative, y compris les autres ministères du gouvernement, les provinces et

les territoires, les administrations communautaires et municipales, les gouvernements autochtones, les associations bénévoles, le secteur privé et les universités.

- ◆ L'initiative Partenariats ruraux a appuyé un atelier et des activités de démarrage qui ont mené à la formation du Conseil rural de l'Ontario.
- ◆ Depuis 1994, le programme Forêts modèles a financé l'élargissement du métayage forestier, une initiative innovatrice de gestion intégrée des ressources forestières qui a fourni un gagne-pain à 26 familles dans la forêt modèle du Bas-Saint-Laurent, près de Rimouski (Québec).

## Initiatives horizontales

### *Pêches et Océans Canada*

Le 17 mai 1999, plusieurs ministères se sont associés pour parrainer un atelier à Prince Rupert, une collectivité de la Colombie-Britannique durement touchée par le déclin de la pêche au saumon. Un second atelier est prévu à Campbell River, en Colombie-Britannique, pour le printemps 2000. Ces ateliers s'inscrivent dans le **Programme d'adaptation et de restructuration des pêches dans le Pacifique**, et les ministères et organismes parrains sont Pêches et Océans, Développement des ressources humaines Canada, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada et Affaires indiennes et du Nord Canada.

### *Santé Canada*

En décembre 1994, Santé Canada a lancé son **Programme d'animation communautaire sur la santé et l'environnement**, auquel participe également Environnement Canada. Le Programme s'attaque à des enjeux qui sont

propres aux régions dans les domaines de l'environnement et de la santé. Les principaux moyens utilisés sont les suivants :

- ◆ aider les collectivités à prendre des décisions éclairées en matière d'environnement et de santé;
- ◆ favoriser la concertation entre le gouvernement, les entreprises et les autres secteurs;
- ◆ élaborer des plans et stratégies communautaires;
- ◆ prévenir les problèmes ou les résoudre;
- ◆ développer les capacités et les compétences dont les collectivités ont besoin pour s'attaquer aux questions touchant l'environnement et la santé.

La **Stratégie canadienne sur le VIH/SIDA** vise à faire en sorte que le Canada dispose des moyens voulus pour réagir à cette épidémie qui est en pleine évolution. Les composantes de base de cette stratégie sont l'innovation, la durabilité et le partenariat. En finançant des programmes innovateurs, le gouvernement peut aider les bénévoles, les services de soins de santé et les chercheurs à prévenir l'infection par le VIH, à prodiguer des soins, à traiter et à appuyer les gens aux prises avec cette maladie tant dans les villes que dans les régions rurales.

Le **Programme canadien de nutrition prénatale** (PCNP) verse des fonds à des organisations et à des groupes communautaires locaux qui viennent en aide aux femmes enceintes à risque et aux nourrissons. Ce programme de grande portée est conçu pour fournir des suppléments alimentaires, des conseils en nutrition, une préparation et un soutien à l'allaitement naturel, un système de référence entre organismes et de l'éducation sur des questions

liées au style de vie. Bon nombre de projets du PCNP répondent aux besoins des collectivités rurales d'un bout à l'autre du pays.

Une autre initiative de Santé Canada est le **Programme d'action communautaire pour les enfants** (PACE), qui fournit du financement à long terme aux groupes communautaires afin de les aider à établir et à offrir des services répondant aux besoins en développement des enfants à risque élevé, de la naissance à six ans. Quelque 14 p. 100 des projets du PACE sont menés dans les collectivités éloignées, et 37 p. 100 dans des collectivités comptant moins de 50 000 personnes. Dans le Canada atlantique, pas moins de 40 projets ont été financés dans le cadre du PACE pour créer des centres de ressources familiales, la majorité dans les collectivités rurales.

### *Développement des ressources humaines Canada*

Développement des ressources humaines Canada (DRHC) est déterminé à « travailler avec les collectivités à développer leurs capacités ». Le renforcement des capacités de la collectivité est une approche du développement communautaire qui consiste à faire des membres de la collectivité les maîtres d'œuvre de leur développement. Cela revient à dire qu'une collectivité doit aspirer à devenir indépendante et utiliser ses propres atouts pour relever les défis et créer des possibilités.

DRHC préconise cette approche dans sa stratégie opérationnelle, son objectif étant de transformer la collectivité en un endroit où les gens veulent vivre. Le Ministère change de cap : au lieu de prendre des décisions à la place de la collectivité, il appuie les membres qui la composent afin qu'ils puissent prendre en main les ressources disponibles et orienter leur développement. Cela veut dire utiliser les programmes, services et connaissances du Ministère d'une façon intégrée et complémentaire. En particulier, DRHC aide les collectivités à définir leurs propres priorités, à répertorier et à

développer leurs propres capacités et ressources, et à réaliser les meilleurs investissements possible dans leur avenir.

Les programmes suivants illustrent comment DRHC aide les collectivités rurales d'un bout à l'autre du Canada à mettre en valeur leur potentiel pour résoudre leurs problèmes et répondre aux besoins de leurs citoyens.

- ◆ **Visions de la garde d'enfants** (VGE) constitue un programme de financement de la recherche parrainé par DRHC; il contribue à nous sensibiliser aux préoccupations touchant la garde d'enfants en milieu rural et à renforcer la capacité des fournisseurs de services de garde, des parents et des enfants. Grâce à des projets de recherche et d'évaluation portant sur la pertinence, les résultats et la rentabilité des meilleures pratiques actuelles et des modes de prestation des services de garde d'enfants, l'initiative VGE permet d'étudier des enjeux tels que le manque d'accès à ces services, les conséquences de cette situation et les questions de sécurité à la ferme (en tant que sites industriels) et à la maison. « *Lessons Learned, Road Traveled* » constitue un exemple de projet de recherche fructueux qui a débouché sur un guide expliquant comment élaborer des options de services de garde d'enfants adaptés au milieu rural, ainsi que sur quatre vidéos d'information qui traitent les thèmes suivants : vision communautaire, garde d'enfants et sécurité à la ferme, modèles centrifuges intégrés, et avantages de la garde d'enfants en milieu rural. Le guide et la série de vidéos ont été mis au point de concert avec des intervenants des collectivités rurales à Terre-Neuve, en Ontario, en Nouvelle-Écosse, au Manitoba et en Alberta.

Pour de plus amples renseignements sur Visions de la garde d'enfants et d'autres programmes de développement social, veuillez consulter le site Internet de DRHC : <http://www.hrdc-drhc.gc.ca>.

- ◆ En avril 1999, Développement des ressources humaines Canada a élaboré une **Stratégie de développement des ressources humaines autochtones** (SDRHA). Celle-ci élargit le modèle d'entente bilatérale régionale. Il s'agit d'un engagement fédéral de 1,6 milliard de dollars qui vise à appuyer tous les aspects du développement communautaire autochtone. La Stratégie intègre tous les programmes offerts aux Autochtones et fournit ainsi un menu complet de services accessibles aux peuples autochtones. Les fonds seront disponibles grâce aux ententes de développement des ressources humaines autochtones négociées entre DRHC et les groupes autochtones du pays.
- ◆ En avril 1999, le **Fonds du Canada pour la création d'emplois** est devenu un programme permanent du gouvernement du Canada administré par DRHC. Tablant sur l'ancien Fonds transitoire pour la création d'emplois, il aide à créer des emplois durables à long terme dans les régions où le taux de chômage atteint 10 p. 100 ou plus. Le Fonds aide également les collectivités à devenir plus autonomes. Il privilégie les partenariats avec les entreprises, les autres organismes gouvernementaux et les intervenants des collectivités afin que les nouveaux emplois reflètent les stratégies de développement locales ou régionales. Le Programme dispose d'un budget annuel de 110 millions de dollars qui aidera à créer quelque 10 000 nouveaux emplois durables.

### *Ressources naturelles Canada*

L'initiative Renforcement des capacités communautaires de Ressources naturelles Canada (RNCa) vise à bâtir ou à accroître la capacité des collectivités rurales, éloignées et autochtones à prendre des décisions éclairées sur la mise en valeur et l'utilisation durable des terres et des

ressources naturelles, en plus de faciliter leur transition à l'économie du savoir. De nombreux partenaires collaborent à cette initiative, y compris les autres ministères du gouvernement, les provinces et les territoires, les administrations communautaires et municipales, les gouvernements autochtones, les associations bénévoles, le secteur privé et les universités. Le travail en cours fait fond sur le Programme forestier des Premières nations, et sur le Programme Forêts modèles du Canada et le Programme d'énergies renouvelables pour les régions éloignées. À cela s'ajoute l'Initiative des collectivités écologiques (projets pilotes axés sur les collectivités dans le cadre de GeoConnexions).

Dans le domaine du renforcement de la capacité en géomatique, RNCa s'est associé au Aurora College et à la School of Community Government dans les Territoires du Nord-Ouest pour offrir un programme de certificat de deux ans (Programme de certificat en administration des terres communautaires) à l'intention des administrateurs fonciers autochtones dans l'Arctique. Le Ministère offre également une formation en arpentage légal aux collectivités autochtones afin de les préparer à offrir l'appui technique et les services de soutien nécessaires aux contrats d'arpentage.

Dans le cadre de son rôle de fournisseur de services logistiques à la recherche scientifique dans l'Arctique, Ressources naturelles Canada a lancé le **Projet d'étude du plateau continental polaire**, qui favorise le transfert des connaissances traditionnelles des aînés aux jeunes dans les collectivités de l'Arctique. Il s'agit notamment de se rendre dans des sites traditionnels rarement visités et d'y recueillir les connaissances traditionnelles sur bandes audio et vidéo. Les programmes communautaires comprennent souvent des visites d'aînés et de jeunes à d'importants sites historiques et spirituels ainsi qu'aux territoires traditionnels de pêche et de chasse. Cela permet aux aînés de sensibiliser les jeunes du Nord aux styles de vie traditionnels et de créer des registres des connaissances des personnes âgées de la collectivité à des fins d'archivage et d'éducation.

Forêts Canada a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration de modèles d'évaluation des impacts communautaires (MEIC) dans les collectivités tributaires de l'exploitation forestière. On a élaboré de tels modèles pour plusieurs collectivités du Nord de l'Ontario, et ils fournissent une méthode rapide, fiable et économique de prédire l'incidence que les changements économiques pourraient avoir sur les collectivités et les régions.

## Ministères et organismes participants

Affaires indiennes et du Nord Canada  
Agence des douanes et du revenu du Canada  
Agence de promotion économique du Canada atlantique  
Agriculture et Agroalimentaire Canada  
Citoyenneté et Immigration Canada  
Conseil de recherches en sciences humaines  
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie  
Conseil national de recherches  
Développement économique du Canada pour les régions du Québec  
Développement des ressources humaines Canada  
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada  
Environnement Canada  
Gendarmerie royale du Canada  
Industrie Canada  
Initiative fédérale du développement économique du Nord de l'Ontario  
Ministère de la Justice Canada  
Ministère de la Défense nationale  
Agence Parcs Canada  
Patrimoine canadien  
Pêches et Océans Canada  
Ressources naturelles Canada  
Santé Canada  
Secrétariat du Conseil du Trésor  
Société du crédit agricole  
Société canadienne d'hypothèques et de logement  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

## DOMAINE PRIORITAIRE : INFRASTRUCTURE RURALE

### Préoccupations des Canadiens du milieu rural

- ◆ L'infrastructure du Canada rural (p. ex. les transports) s'est érodée par suite des compressions budgétaires et des réductions de l'effectif des gouvernements et de la diminution de l'assiette fiscale des collectivités rurales. Les décideurs comprennent mal les conséquences de cette érosion sur les collectivités rurales. Ce manque de compréhension peut tenir au fait qu'ils « pensent en citadins », de sorte que les programmes et politiques du gouvernement ne sont pas adaptés aux réalités rurales.
- ◆ Le gouvernement fédéral peut gérer les questions d'infrastructure en adoptant dans ses décisions une perspective à long terme.
- ◆ Il devrait faire en sorte que tout programme d'infrastructure mis en place soit complet et réponde aux besoins des collectivités rurales. Il y a lieu de demander une participation des gens ordinaires dans la recherche de solutions.

### Intervention gouvernementale

#### Résultats

- ◆ L'Agence des douanes et du revenu du Canada a rebâti les structures portuaires à Coutts (Alberta) et à Emerson (Manitoba). Cela a amélioré le flux du trafic.
- ◆ Au moins 35 projets financés par le gouvernement dans l'ensemble du pays explorent des idées innovatrices dans le domaine de l'habitation, par exemple, en ce qui touche les techniques de construction, les concepts d'habitation et les sources d'énergie. Ces projets sont financés par le Fonds pour l'innovation en matière de logement des Premières nations.
- ◆ Postes Canada compte à l'heure actuelle 7 200 points de vente, ce qui en fait le plus vaste réseau de vente au détail du Canada.

## Initiatives horizontales

### *Société canadienne d'hypothèques et de logement*

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) est l'organisme national responsable de l'habitation et, à ce titre, joue un rôle prépondérant dans cette industrie au Canada. La SCHL trouve de nouvelles façons de financer les achats de maisons et encourage l'innovation dans la conception de celles-ci et la technologie de la construction. De plus, son assurance-prêt hypothécaire, par l'intermédiaire de ses partenaires publics, privés et à but non lucratif, améliore la qualité de l'habitation partout au Canada et la rend plus accessible et abordable.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement aide les ménages autochtones et non autochtones dans les régions rurales à faible densité de population à obtenir un logement pour location ou acquisition. Ce travail s'inscrit dans le **Programme de logements pour les ruraux et les Autochtones**. Celui-ci examine diverses options d'occupation, incluant la location, le crédit-bail immobilier, la propriété et l'affectation d'une partie du revenu au logement. Depuis 1992, les groupes autochtones ont géré la propriété du portefeuille associé aux logements pour les résidents du milieu rural et les Autochtones, portefeuille qui fait partie du Programme d'aide au logement de 1,9 milliard de dollars.

Le Centre canadien du partenariat public-privé dans l'habitation est formé d'une équipe expérimentée, à l'écoute des besoins de la collectivité, au sein de la SCHL. Son réseau d'experts en partenariats dans l'habitation aide les collectivités à prendre des décisions éclairées sur la construction domiciliaire à prix abordable. Parmi ces services, mentionnons les prêts pour un logement abordable du Fonds d'élaboration de propositions. Ces prêts donnent à la SCHL les moyens de stimuler la création de projets qui procurent des logements pour les aînés, les personnes handicapées et les

ménages canadiens à faible revenu, y compris des Premières nations, et ce, par des modalités innovatrices de partenariats. Au cours des six dernières années, la SCHL a prêté pour plus de 10 millions de dollars en fonds de développement, ce qui a mené à l'élaboration de 200 propositions de projets.

Le **Programme de réparations d'urgence** aide les propriétaires admissibles des régions rurales à réparer leur maison afin qu'ils puissent y vivre en sécurité. Ce programme couvre les réparations urgentes, par exemple des systèmes de chauffage, des cheminées, des portes et fenêtres, des fondations, des toitures, des planchers et de la plomberie. On estime à 2 250 le nombre de foyers qui ont bénéficié de ce programme en 1997-1998, et on s'attend à ce qu'au moins 5 000 ménages en aient profité en 1998-1999. Les peuples autochtones profitent grandement de ce programme.

La SCHL administre aussi de nombreux programmes visant à rendre les logements abordables. Par exemple, le **Programme d'aide à la remise en état des logements (PAREL) propriétaires-occupants** apporte un secours financier aux ménages en besoin impérieux de logement qui possèdent et occupent des taudis afin de leur permettre d'entreprendre des réparations qui les élèveront à un niveau minimal de salubrité et de sécurité. Le **PAREL locataires** aide les propriétaires de logements abordables à payer les réparations qu'il est obligatoire d'apporter à des logements autonomes occupés par des personnes à faible revenu; les ruraux comme les citoyens peuvent en profiter. Enfin, le **PAREL maisons de chambres** fait de même pour les propriétaires de ces immeubles à loyer abordable pour les personnes à faible revenu; il est offert aussi bien dans les régions urbaines que rurales.

### *Travaux publics et Services gouvernementaux Canada*

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) a nettoyé un grand nombre de sites contaminés. Par exemple, au nom d'Environnement Canada, TPSGC a entrepris des travaux à la station météorologique de

Mould Bay, sur l'île Prince-Patrick, qui est située à plus de 1 000 kilomètres au nord du cercle arctique. Ces travaux comprenaient l'excavation et le déménagement du sol contaminé par du carburant provenant de réservoirs de stockage, le recouvrement des décharges et le traitement sécuritaire des déchets contenant des BPC.

De plus, TPSGC gère près de un milliard de dollars de constructions chaque année, dont une bonne partie profite aux collectivités rurales du Canada. Lorsque des biens arrivent à la fin de leur durée utile, le Ministère vend ou donne les biens dont le gouvernement n'a plus besoin.

TPSGC est en train de mettre en place une infrastructure essentielle pour venir en aide au gouvernement du Nunavut. Pour faire face à l'afflux de nouveaux employés engagés par le nouveau gouvernement, TPSGC participe à la construction de 10 immeubles à bureaux et de 250 unités de logement dans 11 collectivités. Ce travail se fait en partenariat avec Affaires indiennes et du Nord Canada et la Nunavut Construction Corporation, qui appartient intégralement aux Inuits. De concert avec le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, TPSGC élargit et améliore également l'infrastructure et les services communautaires du Nunavut.

Enfin, TPSGC a travaillé avec Affaires indiennes et du Nord Canada à améliorer les installations d'adduction d'eau et de traitement des eaux usées dans les réserves de la région du Pacifique, particulièrement à Hartley Bay, Port Simpson, Glen Vowell, Kitkatla et Dididaht. Les entrepreneurs et administrateurs autochtones ont aidé à planifier et à bâtir ces installations.

### *Transports Canada*

Transports Canada veut s'assurer que le système national de transport peut assurer le déplacement des biens et des personnes de façon efficiente, sûre et écologique. À cette fin, il a négocié des ententes bilatérales sur le

financement des routes avec toutes les provinces et les territoires. En vertu de ces ententes, les deux parties partagent le coût de la réfection des routes.

Le **Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires** aide les propriétaires et exploitants d'aéroports à financer des projets liés à la sécurité, à la protection des biens et à la réduction des coûts d'exploitation. Ce programme s'est révélé particulièrement utile pour les petits aéroports.

D'autre part, le gouvernement a dressé un plan national pour favoriser la création d'un **système intelligent de transport (SIT)** qui couvrirait les régions urbaines et rurales. De tels systèmes relient entre eux les ordinateurs, les autoroutes et les autos. Transports Canada travaillera au SIT avec les provinces et, à l'occasion, avec des organisations fédérales telles que Environnement Canada et l'Agence des douanes et du revenu du Canada.

De même, le **Programme d'amélioration des passages à niveau** aide à rendre plus sûrs ces derniers en installant des lumières et des barrières, en reliant les signaux des passages aux feux de circulation avoisinants, ou encore en ajoutant de nouveaux circuits de fonctionnement ou des dispositifs de synchronisation aux passages à niveau. Ce programme investit en moyenne 7,5 millions de dollars par année dans des travaux visant à rendre plus sûrs les passages à niveau.

## Ministères et organismes participants

Affaires indiennes et du Nord Canada  
Agence des douanes et du revenu du Canada  
Agence de promotion économique du Canada atlantique  
Conseil national de recherches  
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada  
Environnement Canada  
Industrie Canada  
Initiative fédérale du développement économique du Nord de  
l'Ontario  
Ressources naturelles Canada  
Santé Canada  
Société canadienne d'hypothèques et de logement  
Transports Canada  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

## DOMAINE PRIORITAIRE : TÉLÉCOMMUNICATIONS ET UTILISATION DE L'AUTOROUTE DE L'INFORMATION EN MILIEU RURAL

### Préoccupations des Canadiens du milieu rural

- ◆ Dans les régions éloignées, la réception des programmes de télévision et de radio est souvent limitée en raison de ce qu'il en coûte pour y fournir le service.
- ◆ Bien que l'Internet puisse donner un meilleur accès à l'information et aux services, son utilisation demeure limitée dans les collectivités rurales en raison d'obstacles technologiques et financiers et d'un manque de connaissance de ce média.
- ◆ Pour répondre aux besoins en télécommunication des résidents du milieu rural, il faut s'attaquer d'abord à l'infrastructure. « Les Canadiens et Canadiennes ont besoin d'un système de télécommunications auquel tous peuvent accéder. Celui-ci devrait offrir un niveau de service de base à un coût raisonnable. »<sup>8</sup>
- ◆ Le gouvernement fédéral devrait diffuser à la population de l'information sur la technologie, financer l'accès aux services de télécommunications de manière à ce que tous les Canadiens puissent en profiter, et s'occuper d'encadrer et de normaliser la technologie par des lois et règlements.

- ◆ Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) devrait jouer un rôle clé pour ce qui est d'assurer l'équité de la prestation des services de télécommunications à tous les Canadiens.

### Intervention gouvernementale Résultats

- ◆ Dans le cadre du Programme d'accès communautaire, le gouvernement a établi plus de 4 500 sites publics d'accès à l'Internet dans quelque 3 000 collectivités rurales et éloignées.
- ◆ Globalement, 142 sites Web fédéraux fournissent aux Canadiens du milieu rural de l'information sur les programmes et services fédéraux.
- ◆ Un projet pilote du Partenariat rural canadien a consisté à outiller une semi-remorque pour la transformer en laboratoire informatique mobile. Cela a permis à une douzaine de petites collectivités rurales du Nord de la Saskatchewan d'obtenir une formation en informatique et un accès aux ordinateurs.

<sup>8</sup> Gouvernement du Canada, *Des solutions rurales aux questions rurales*, Atelier rural national 2-4 octobre 1998, Ottawa, 1999, p. 29.

## Initiatives horizontales

### *Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes*

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) s'occupe de toutes les questions qui découlent de la mise en application de la *Loi sur les télécommunications*. Il s'efforce de maintenir un équilibre entre les neuf grands objectifs de la Loi. L'un d'eux s'énonce comme suit : « Permettre l'accès aux Canadiens dans toutes les régions – rurales ou urbaines – du Canada à des services de télécommunications sûrs, abordables et de qualité ».

En 1996, après la tenue d'audiences publiques régionales, le CRTC a déterminé que les tarifs téléphoniques existants étaient abordables pour la plupart des Canadiens. Il a toutefois ordonné aux sociétés téléphoniques de lui faire rapport régulièrement sur les statistiques de débranchement et d'autres données permettant de cerner les problèmes d'abordabilité puisque ce ne sont pas tous les Canadiens qui ont le téléphone ou un service téléphonique de base. L'année suivante, le CRTC a décidé que les tarifs ruraux ne devraient pas être plus élevés que les tarifs urbains. En même temps, il a limité les majorations annuelles du tarif résidentiel local de base afin que, en moyenne, elles ne dépassent pas le taux d'inflation.

En octobre 1999, le CRTC a terminé une étude de deux ans sur les coûts élevés du service téléphonique dans les régions rurales et éloignées. Il a ensuite demandé aux sociétés téléphoniques de dresser des plans en vue de fournir le service de base à tous leurs clients. Il a en outre exigé d'elles

qu'elles étendent le service de base à quelque 13 000 résidences et entreprises qui en sont privées.

Voici ce que comprend le service de base :

- ◆ service comprenant une ligne individuelle, un téléphone à clavier et un accès à l'Internet par appel local;
- ◆ accès aux services téléphoniques spécifiques, incluant le 911, les services de relais téléphonique pour malentendants et les dispositifs de protection de la vie privée;
- ◆ accès à des services de téléphonistes et d'assistance-annuaire;
- ◆ accès à l'interurbain;
- ◆ exemplaire de l'annuaire téléphonique local.

Pour respecter les exigences de la *Loi sur les télécommunications*, le CRTC doit concilier certains grands objectifs sociaux, par exemple assurer un service abordable et de qualité, avec d'autres buts opposés tels que réduire les subventions. Il a donc rejeté les demandes en faveur de l'établissement d'une vitesse minimum de transmission des données<sup>9</sup> et de l'inclusion de la transmission rapide des données dans les objectifs du service de base, à cause des coûts que cela comporte. Le CRTC espère plutôt que les pressions de la concurrence et l'amélioration des technologies de réseau favoriseront des vitesses de transmission plus élevées.

### *Environnement Canada*

Environnement Canada dirige le **Projet pilote de partage de l'information de Kugluktuk**. Ce projet vise à établir un service dans l'Internet qui aidera les

---

<sup>9</sup> Des vitesses élevées de transmission des données sont actuellement accessibles aux utilisateurs de l'Internet dans certaines villes.

gens de Kugluktuk (Nunavut) à partager l'information dont ils ont besoin pour prendre des décisions éclairées. À cette fin, Environnement Canada collabore avec Ressources naturelles Canada, Affaires indiennes et du Nord Canada et les ministères territoriaux.

### *Industrie Canada*

L'initiative **Un Canada branché** est conçue pour donner aux Canadiens l'accès à l'Internet le plus large du monde. Cette stratégie a amené Industrie Canada à lancer de nombreux programmes et services innovateurs qui sont décrits dans cette section.

Le **Canada en direct** est l'un des six piliers du programme d'action national du gouvernement dans le domaine du branchement à l'Internet. Il donne à tous les Canadiens, y compris ceux des collectivités rurales et éloignées, l'accès à l'infrastructure canadienne de l'autoroute de l'information. Il le fait en incitant les entreprises à investir et à innover.

**Des collectivités branchées** est un programme fédéral triennal de 60 millions de dollars dont le but est d'aider la mise sur pied d'un réseau de calibre international sur tout le territoire canadien grâce à des projets de démonstration en ce sens – un dans chaque province, un dans le Nord et un dans une collectivité autochtone. Ce programme vise à aider le Canada à devenir un chef de file mondial dans le développement et l'utilisation des technologies de l'information et des communications qui relient les gens, les organisations et les collectivités, les amènent à partager leurs idées et leurs expériences et leur permettent de se pencher sur les besoins locaux, qu'ils soient économiques, sociaux ou culturels.

Le **commerce électronique** change la façon dont les Canadiens font des affaires. Industrie Canada est en train d'instaurer le cadre législatif et

réglementaire qui stimulera l'utilisation des transactions électroniques et fera du Canada un « endroit de choix » pour le développement des produits et des services du commerce électronique.

**Gouvernements canadiens en direct** utilise les nouvelles technologies pour mieux servir les citoyens et les entreprises, spécialement dans l'Internet. Il y a en outre collaboration avec d'autres partenaires du gouvernement pour offrir des services en direct facilement accessibles.

**Le Canada branché au reste du monde** fait connaître le Canada comme un grand carrefour de l'économie mondiale fondée sur le savoir, caractéristique attrayante pour l'investissement étranger.

Pour maintenir notre niveau de vie élevé et améliorer notre qualité de vie, nous avons besoin d'une main-d'œuvre hautement qualifiée. **Rescol canadien** aide les jeunes Canadiens à acquérir les compétences essentielles dans une économie fondée sur le savoir en leur donnant accès aux outils et à l'information. Rescol travaille avec les provinces et les entreprises à étendre la connectivité dans les salles de classe. Dans le cadre de Rescol canadien, le **Programme des ordinateurs pour les écoles** fournit aux écoles et aux bibliothèques du Canada des ordinateurs et des logiciels excédentaires donnés par les secteurs public et privé. En outre, **Réseau des Premières nations** procure aux écoles des collectivités autochtones une connexion à l'Internet abordable et à grande vitesse, et ce, par des terminaux de satellites DirecPC<sup>MC</sup>. Jusqu'à présent, 80 p. 100 des écoles admissibles participent à cette initiative.

Le **Programme d'accès communautaire** aide à procurer aux collectivités rurales, éloignées et urbaines un accès abordable à l'Internet. Il leur procure également de nouvelles façons de communiquer, d'apprendre et de faire des affaires dans la nouvelle économie mondiale du savoir. Il s'agit d'un programme à frais partagés qui ne couvre que la moitié des coûts des projets et se limite aux propositions viables. Grâce à une collaboration avec les administrations

provinciales et territoriales, les éducateurs, les bibliothèques, les écoles et le secteur privé, le Programme vise à créer au Canada jusqu'à 10 000 sites publics d'accès à l'Internet d'ici le 31 mars 2001.

Le **Programme d'aide au réseau du secteur du bénévolat** (VolNet) aidera 10 000 organisations bénévoles à offrir des services en direct d'ici le 31 mars 2001. Il contribuera également à former les bénévoles à utiliser les nouveaux médias électroniques, et il fournira aux participants un branchement à l'Internet, du matériel informatique et un soutien technique.

**Strategis** est le site Web d'information d'affaires le plus complet du Canada. Il renferme deux millions de documents facilement accessibles, notamment de l'information sur les entreprises et des données commerciales, ainsi que des centaines de liens à des sites relatifs au monde des affaires à l'échelle mondiale. Il prodigue des conseils sur la gestion des petites entreprises, y compris celles situées dans les régions rurales, par exemple la carte du commerce autochtone et la carte du commerce canadien.

Grâce à ses programmes de développement régionaux et au Programme de développement des collectivités, l'**Initiative fédérale du développement économique du Nord de l'Ontario** (FedNor) d'Industrie Canada appuie la connectivité dans cette région. Depuis 1997, FedNor a investi plus de 7,6 millions de dollars dans la technologie des télécommunications et de l'information dans le Nord de l'Ontario.

La Ville de Grande Prairie a obtenu des fonds supplémentaires du **Partenariat rural canadien** pour accélérer la réalisation de son plan d'offre en direct des produits issus des Systèmes d'information géographique. Ainsi, la majeure partie de la région de la rivière de la Paix aura accès au service d'aiguillage 911 et pourra aussi obtenir de l'information d'évaluation dans l'Internet. Industrie Canada et Développement économique Alberta ont travaillé ensemble à ce projet.

Le **Centre de recherches sur les communications** d'Industrie Canada a financé de nombreux projets qui visent à améliorer l'accès des collectivités rurales aux services de télémédecine. Ceux-ci comprennent les télécentres de services aux collectivités éloignées, l'accès par télécommunications à des services de santé et d'éducation à l'intention des résidents des régions éloignées, le projet OUTREACH (télépsychiatrie), le projet I-Site (télé-ophtalmologie), l'atténuation des dégâts (communications par satellite à déploiement rapide) et PACE 2000 (suivi et encadrement de physiothérapies à la maison pour malades âgés au stade postopératoire).

### *Travaux publics et Services gouvernementaux Canada*

Certaines initiatives de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) visent à accroître l'accès des régions rurales à l'Internet et à des télécommunications abordables.

Le **virement automatisé** des chèques gouvernementaux, par exemple, continue à gagner en popularité. Le gouvernement fédéral fait à l'heure actuelle environ 64 p. 100 de ses paiements sous forme électronique, ce qui représente plus de 100 millions de paiements par année.

En 1998, TPSGC a commencé à rendre publiques les adresses de courrier électronique des fonctionnaires fédéraux dans l'Internet. Cela a rendu le gouvernement plus accessible. Le site **Service d'annuaires gouvernementaux électroniques**, répertoire Internet des employés fédéraux, reçoit quelque 28 000 visites par jour (25 p. 100 de plus que l'an dernier), dont plus de 60 p 100 venant de l'extérieur de la fonction publique.

TPSGC a amélioré les communications dans les collectivités éloignées des Premières nations dans le Nord de l'Ontario en utilisant les **Services mobiles gouvernementaux par satellite** (SMGS) pour brancher les écoles des Premières nations à l'Internet – 45 p. 100 de ces écoles étaient situées

dans des régions qui n'avaient pas accès au téléphone. Cette initiative s'inscrit dans Rescol canadien.

TPSGC administre le **Projet pilote en direct au Yukon**, financé par le Partenariat rural canadien. Ce programme vise à montrer comment le gouvernement peut mettre au point la technologie nécessaire pour fournir des services acceptables dans l'Internet aux collectivités rurales du Yukon.

## Ministères et organismes participants

Affaires indiennes et du Nord Canada  
Agence des douanes et du revenu du Canada  
Agence de promotion économique du Canada atlantique  
Anciens Combattants Canada  
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes  
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie  
Conseil national de recherches  
Développement économique du Canada pour les régions du Québec  
Environnement Canada  
Industrie Canada  
Initiative fédérale du développement économique du Nord de l'Ontario  
Patrimoine canadien  
Santé Canada  
Secrétariat du Conseil du Trésor  
Société canadienne des postes  
Société du crédit agricole  
Transports Canada  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

## DOMAINE PRIORITAIRE : DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

### Préoccupations des Canadiens du milieu rural

- ◆ Le besoin de diversification économique en milieu rural serait attribuable en grande partie à la réduction de la taille des entreprises dans les collectivités tributaires d'une seule industrie et, en particulier, aux compressions d'effectifs dans les secteurs de la production primaire et de l'exploitation des ressources.
- ◆ De nombreux Canadiens du milieu rural estiment que, malheureusement, leurs collectivités n'ont pas les atouts requis pour générer de nouvelles idées et possibilités. Il leur manque les façons de faire, le leadership et l'attitude générale nécessaires pour diversifier leur économie.
- ◆ Parmi les autres obstacles auxquels les collectivités se butent, mentionnons les règlements restrictifs et les infrastructures limitées.

### Intervention gouvernementale

#### Résultats

- ◆ Le Fonds Canada–Saskatchewan d'innovation agroalimentaire a financé plus de 230 projets conçus pour aider les clients à s'adapter à une économie de plus en plus axée sur les marchés.
- ◆ Le programme Forêts modèles de l'Est de l'Ontario a mis au point un sceau de qualité pour l'industrie ontarienne du sirop d'érable. On a également produit une brochure assortie d'une carte indiquant où trouver des forêts publiques facilement accessibles.
- ◆ En 1998, dans le cadre de la Stratégie d'acquisitions auprès des entreprises autochtones, 22 668 contrats fédéraux évalués à 99,5 millions de dollars ont été accordés à des entreprises autochtones.

## Initiatives horizontales

### *Agriculture et Agroalimentaire Canada*

Depuis 1995, Agriculture et Agroalimentaire Canada a investi 60 millions de dollars par année dans le **Fonds canadien d'adaptation et de développement rural**. Celui-ci aide les collectivités à s'adapter lorsque l'industrie ne peut le faire par elle-même. Il met l'accent sur les nouvelles possibilités dans les domaines de la recherche et de l'innovation, de la protection de l'environnement, de la salubrité et de la qualité des aliments, des ressources humaines, du marketing et du développement rural. Le Fonds investit quelque 65 p. 100 de son argent dans des programmes nationaux, le reste étant réparti entre 13 conseils régionaux.

Le **Programme de partage des frais pour l'investissement** est l'une des façons d'accroître la recherche concertée avec le secteur public. Agriculture et Agroalimentaire Canada verse une contribution de contrepartie pour les sommes que l'industrie investit dans des projets de recherche et de développement. Les fonds du gouvernement pour ce programme pourraient atteindre 35,8 millions de dollars en l'an 2000.

Le **Service d'exportation agroalimentaire** joue le rôle d'une plaque tournante pour les exportateurs. Il simplifie l'accès à l'information sur les marchés internationaux, à des conseils en matière d'exportation et à des programmes de soutien.

Le **Programme de planification d'initiatives agricoles** aide les agriculteurs et leurs associés à obtenir une expertise en planification afin de rendre leur entreprise plus prospère. Le Programme paie jusqu'à 50 p. 100 des frais de consultation que demandent les planificateurs d'entreprise professionnels pour dresser un plan d'entreprise. Bien que financé par Agriculture et Agroalimentaire Canada, ce programme est géré par un comité représentant

un large spectre de secteurs canadiens de l'agriculture et des finances agricoles. Il est administré par la Société du crédit agricole.

Lancé en 1992, le **Programme canadien de la gestion d'entreprise agricole** aide les agriculteurs à améliorer leurs compétences en gestion d'entreprise afin qu'ils puissent devenir plus concurrentiels sur les marchés intérieurs et extérieurs et, du même coup, accroître la rentabilité de leur exploitation agricole. Le Programme est le fruit d'un partenariat entre les producteurs, les provinces et le gouvernement fédéral.

Le **Programme de consultation agricole** prodigue des conseils en gestion financière aux agriculteurs dans le cadre de services d'orientation et de référence, et de services individuels de consultation. La base de données Internet du service d'orientation dresse la liste des ressources et solutions de rechange qui s'offrent à l'agriculteur ou au prêteur pour améliorer le fonctionnement des entreprises agricoles.

Le **Service de médiation en matière d'endettement agricole** procure aux agriculteurs insolubles et à leurs créanciers des services de médiation, comme le prévoit la *Loi sur la médiation en matière d'endettement agricole* et son règlement d'application. Les deux parties ont ainsi de meilleures chances d'en arriver à un arrangement mutuellement satisfaisant. Ce service est privé et confidentiel, et constitue une solution de rechange économique aux recours juridiques. Si la médiation échoue, les parties peuvent quand même demander aux tribunaux de trancher le litige. Plus de 70 p. 100 des cas traités sous le régime de l'ancienne *Loi sur l'examen de l'endettement agricole* ont été résolus avec succès par cette médiation.

Le gouvernement a injecté des fonds supplémentaires dans l'**Usine pilote d'extraction de protéines, d'huiles et de féculents**. Il s'agit d'une installation de recherche appliquée et de développement visant à faciliter le développement de nouveaux produits et de technologies pour des denrées agricoles

comme les céréales, les oléagineux et les cultures spéciales. C'est une coentreprise à but non lucratif entre l'industrie, le gouvernement fédéral et la province de la Saskatchewan.

L'Administration du rétablissement agricole des Prairies (ARAP) travaille avec ses partenaires et ses clients à trouver et à exploiter des possibilités de diversification (produits à valeur ajoutée et utilisations non alimentaires des produits agricoles), des pratiques de gestion des ressources et des technologies innovatrices à coût abordable, puis à en faire la démonstration. L'ARAP cherche à accroître, chez les agriculteurs des Prairies, la compréhension et l'adoption des pratiques de gestion du sol et de l'eau qui favorisent la production à valeur ajoutée et la diversification. Son travail touche un certain nombre de domaines :

- ◆ méthodes d'amélioration de la qualité de l'eau pour les résidents du milieu rural, les productions animales et les entreprises agricoles;
- ◆ technologies et pratiques qui favorisent l'utilisation de systèmes efficaces de production sous irrigation;
- ◆ meilleure compréhension des possibilités de marché de produits tels que les arbres et les arbustes cultivés dans les Prairies.

La nouvelle *Loi canadienne sur les coopératives* est entrée en vigueur en décembre 1999. Elle donne aux coopératives non financières plus de latitude pour leur permettre de soutenir la concurrence sur les marchés intérieurs et extérieurs. Grâce à cette nouvelle loi, les coopératives canadiennes seront bien placées pour apporter une précieuse contribution à l'économie canadienne, en particulier dans le Canada rural.

---

<sup>10</sup> Il s'agit de produits fabriqués à petite échelle qui mettent à profit des particularités régionales.

### *Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec*

L'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec travaille à aider à la diversification de l'économie de la province. Le **Fonds spécial de développement et d'adaptation économiques des communautés de pêche du Québec (Québec côtier)** vient en aide aux collectivités touchées par la restructuration de l'industrie du poisson de fond. Il s'agit des régions administratives de la Côte-Nord du Québec et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, ainsi que des collectivités de pêcheurs adjacentes. Ce fonds, auquel participent Développement des ressources humaines Canada ainsi que Pêches et Océans Canada, a permis l'essor de l'élevage des moules, des pétoncles et d'autres produits de la mer prometteurs.

L'Agence continue à mettre en œuvre des **Initiatives stratégiques régionales** pour renforcer le climat commercial au profit des petites et des moyennes entreprises. Elle contribue également à exposer les régions rurales à la nouvelle économie et à améliorer les ressources locales en favorisant la création de réseaux qui contribuent à la mise en place d'une infrastructure régionale. Par exemple, le **Programme d'entreprises rurales** a créé des produits du terroir<sup>10</sup> et aidé les Canadiens du milieu rural à réaliser des activités généralement associées au monde urbain.

### *Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international*

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) consolide et protège l'accès du Canada aux marchés par la promotion de ses exportations et par la diminution des barrières commerciales à l'étranger. Cette mission est accomplie outre-mer par l'intermédiaire des ambassades et consulats canadiens, y compris le Service des délégués commerciaux, qui défendent activement les intérêts de notre pays sur la scène internationale.

Les initiatives du commerce international relevant de cette stratégie s'inscrivent dans les cinq domaines suivants :

- ◆ accès aux marchés (le MAECI négocie des accords commerciaux dans le cadre d'une stratégie d'orientation commerciale cohérente qui préconise l'ouverture des marchés et un commerce fondé sur des règles);
- ◆ activités promotionnelles sur la scène internationale (les agents du MAECI ou du Service des délégués commerciaux établissent des contacts d'affaires clés, fournissent des renseignements généraux et spécialisés sur les marchés, trouvent des pistes de clients éventuels à l'étranger et font des recommandations sur des stratégies de conquête des marchés);
- ◆ information sur les exportations (dissémination électronique, par le site Web INFOEXPORT, information sur le commerce et les possibilités qu'offre le marché);
- ◆ aide à l'expansion des marchés (le Programme fédéral de développement des marchés d'exportation accroît le nombre d'exportateurs novices ou qui débutent sur un marché);
- ◆ développement des investissements (pour attirer l'investissement étranger au Canada, divers moyens sont employés : promotion de l'image de marque du pays, ciblage de certaines multinationales, soutien de Partenariats d'investissement Canada, et mise à profit des possibilités de partenariat international pour les petites et moyennes entreprises).

### *Initiative fédérale du développement économique du Nord de l'Ontario*

L'Initiative fédérale du développement économique du Nord de l'Ontario (FedNor) favorise la croissance économique et la diversification, la création d'emplois ainsi que l'autonomie et le développement durable des collectivités. En collaboration avec les intervenants du milieu et d'autres organisations, elle permet d'améliorer l'accès des petites entreprises aux capitaux, à l'information et aux marchés.

En 1998, le gouvernement lui a accordé un budget annuel de 20 millions de dollars. L'année suivante, il nommait le premier secrétaire d'État responsable de la FedNor et portait le budget de celle-ci à 60 millions de dollars pour les trois années suivantes. Il a également aidé la FedNor à répondre avec plus de souplesse aux défis économiques uniques de cette région en grande partie rurale et tributaire des ressources naturelles.

La FedNor finance habituellement des organisations sans but lucratif qui soutiennent la croissance des petites entreprises, que ce soit sur les plans de la connectivité, de l'innovation, de l'investissement, du commerce extérieur ou des partenariats communautaires. Depuis 1997, la FedNor a investi plus de 45 millions de dollars dans 680 projets mis en œuvre dans le Nord de la province. Elle administre en outre le **Programme de développement des collectivités**, qui appuie le développement et la diversification économiques des collectivités du Nord ainsi que du milieu rural du Sud de l'Ontario.

### *Équipe Canada inc*

Équipe Canada inc, consiste en un partenariat entre 23 ministères et organismes fédéraux qui travaillent en collaboration avec les gouvernements provinciaux et territoriaux et autres partenaires afin d'aider les entreprises canadiennes à réussir sur les marchés mondiaux. Ce réseau travaille de

concert à offrir un guichet unique pour les programmes et les services d'information susceptibles d'être utiles aux entreprises désireuses de percer sur le marché international.

Cet « organisme de commerce virtuel » favorise la prospérité et la création d'emplois en aidant les entreprises canadiennes à tirer pleinement parti des possibilités qu'offre le marché international et en facilitant le flux de biens, de services et de technologies. Cela, à son tour, contribue à améliorer l'infrastructure et l'économie rurales. Les services d'Équipe Canada inc sont fournis aux entreprises canadiennes partout au pays et dans le monde.

Équipe Canada inc offre deux services clés et cela, aussi bien aux Canadiens des milieux ruraux qu'urbains :

- ◆ Le Service d'information d'Équipe Canada inc sur l'exportation rassemble en un guichet unique les programmes et les services de 23 ministères et organismes membres, accessibles par un numéro de téléphone sans frais (1 888 811-1119). Les personnes qui appellent entrent automatiquement en contact avec un agent d'information situé au Centre de services aux entreprises du Canada le plus proche (il en existe douze). En 1999, quelque 17 000 appels ont ainsi été acheminés, soit une augmentation de 82 p. 100 par rapport à 1998.
- ◆ ExportSource, le site Web d'Équipe Canada inc, est un service en direct pour de l'information sur l'exportation. Il procure aux exportateurs canadiens chevronnés ou novices un point d'accès unique à tous les ministères et organismes gouvernementaux qui s'occupent du commerce sur des sujets comme : prospection de marchés, statistiques commerciales, financement, personnes-ressources, réglementation, logistique ainsi que foires et missions commerciales. Le site Web d'ExportSource (<http://exportsource.gc.ca>), qui a été primé, a reçu plus de 166 000 visites en 1999.

## Ministères et organismes participants

Affaires indiennes et du Nord Canada  
Agence canadienne de développement international  
Agence des douanes et du revenu du Canada  
Agence de promotion économique du Canada atlantique  
Agriculture et Agroalimentaire Canada  
Banque de développement du Canada  
Citoyenneté et Immigration Canada  
Conseil national de recherches  
Conseil national des produits agricoles  
Corporation commerciale canadienne  
Développement des ressources humaines Canada  
Développement économique du Canada pour les régions du Québec  
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada  
Environnement Canada  
Industrie Canada  
Initiative fédérale du développement économique du Nord de l'Ontario  
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international  
Patrimoine canadien  
Pêches et Océans Canada  
Ressources naturelles Canada  
Société du crédit agricole  
Société canadienne d'hypothèques et de logement  
Société pour l'expansion des exportations  
Statistique Canada  
Transports Canada  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

## DOMAINE PRIORITAIRE : ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ

### Préoccupations des Canadiens du milieu rural

- ◆ Certains Canadiens du milieu rural estiment que les collectivités rurales et éloignées n'ont pas facilement accès aux soins de santé. Les gens qui y vivent doivent franchir des distances de plus en plus longues pour recevoir les soins de santé, en particulier dans les collectivités éloignées et nordiques.
- ◆ On s'inquiète de la qualité des soins de santé pour la population vieillissante.
- ◆ Il y a lieu d'attirer et de retenir des professionnels de la santé et d'améliorer l'infrastructure dont ils ont besoin pour fournir les services de santé.
- ◆ Un certain nombre de services essentiels devraient être maintenus dans chaque collectivité pour garantir un niveau minimal de soins. Le gouvernement fédéral devrait établir des normes nationales en matière d'accès aux services de santé et financer des études sur ceux-ci.
- ◆ Des partenariats entre tous les paliers de l'administration publique sont nécessaires pour définir une approche holistique des soins de santé.

### Intervention gouvernementale

#### Résultats

- ◆ Vingt-sept projets du Fonds pour l'adaptation des services de santé visent à répondre aux préoccupations des collectivités rurales et éloignées dans le domaine de la santé, telles que la prestation de soins à domicile et la technologie de la télémédecine.
- ◆ Les projets financés dans le cadre du Programme d'animation communautaire aident les groupes communautaires à se pencher sur les questions de santé et de protection de l'environnement.
- ◆ Les clients d'Anciens Combattants Canada en Nouvelle-Écosse profitent d'un meilleur accès à la technologie informatique et à l'information sur la santé.

## Initiatives horizontales

### *Santé Canada*

Le gouvernement s'en est remis à Santé Canada pour réunir les divers partenaires en vue d'améliorer l'information sur la santé et l'accès à cette information, de renforcer et d'intégrer les services de santé, et d'améliorer la façon dont nous évaluons le système de santé et les facteurs qui influent sur la santé.

Les **Innovations du budget de 1999 sur l'Initiative de santé en milieu rural et dans les collectivités** comprennent un programme de financement des soins de santé en milieu rural doté d'un budget de 11 millions de dollars sur deux ans. Le programme appuie les projets innovateurs qui visent à répondre aux préoccupations des citoyens canadiens des collectivités rurales et éloignées en matière de santé.

Le **Fonds pour l'adaptation des services de santé** appuie des projets dans des domaines comme les soins de santé à domicile, l'assurance-médicaments, les soins primaires et la prestation de services intégrés. Les divers ordres de gouvernement se sont associés pour investir 30 millions de dollars dans des programmes nationaux et 120 millions dans des projets provinciaux et territoriaux. Environ 27 des projets financés par le Fonds portent directement sur les soins de santé dans les régions rurales et éloignées. Ces projets aident à éliminer les obstacles à la prestation de soins de santé à domicile dans les régions rurales et cherchent à améliorer l'accès aux soins de santé grâce à la technologie de la télémédecine. En outre, ils améliorent le mode d'organisation et de prestation des soins de santé primaires et des services de santé intégrés dans les régions rurales. Plusieurs autres projets ont une incidence sur la santé rurale. La plupart seront menés à terme avant octobre 2000.

Les **Centres d'excellence pour la santé des femmes** fournissent de l'information visant à éclairer les législateurs qui élaborent les politiques de santé, et à explorer les différences entre les sexes au chapitre de la santé. Plusieurs des projets en cours nous permettent de mieux comprendre les besoins en services de santé des femmes vivant en régions rurales et éloignées. Ces centres multidisciplinaires implantés dans cinq grandes villes du pays sont le fruit de partenariats entre les universités, les associations communautaires et les décideurs.

Le **Programme canadien de nutrition prénatale** comporte un volet axé sur les familles des Premières nations et des Inuits. Il vise à améliorer la santé des femmes enceintes et des nourrissons. Il encourage également l'allaitement naturel. Ce programme de type communautaire est suffisamment souple pour s'adapter aux besoins particuliers de chaque collectivité. Il offre une formation en région et entretient des liens avec Affaires indiennes et du Nord Canada.

De même, le **Programme d'aide préscolaire aux Autochtones des réserves** appuie les stratégies de développement de la petite enfance élaborées par les collectivités des Premières nations. Ces stratégies visent à donner aux enfants d'âge préscolaire l'estime de soi, à stimuler chez eux le désir d'apprendre et à leur permettre de se réaliser pleinement.

Le **Programme de soins à domicile et en milieu communautaire des Premières nations et des Inuits** aura une durée de trois ans. Il comprend une trousse de planification des ressources qui aidera les collectivités des Premières nations et des Inuits à procéder à une évaluation de leurs besoins, à planifier des programmes et à établir des programmes de soins de santé à domicile et dans la collectivité.

Le **Programme de soutien à l'infrastructure de la santé** qui a été instauré en 1998 et qui prendra fin en décembre 2000 est doté d'un budget de

10 millions de dollars; il facilitera, pour les Canadiens, la consultation et l'utilisation de l'information sur la santé. Il utilisera à cette fin les technologies de l'information et des communications. Quatre des 36 projets sont précisément axés sur les régions rurales et éloignées.

### *Gendarmerie royale du Canada*

La Gendarmerie royale du Canada (GRC) est consciente qu'en milieu rural un lien étroit existe entre, d'une part, l'amélioration de la santé, et de l'autre, la prévention du crime, du suicide et de la violence familiale.

Le **Programme d'intervention en cas de suicide de la GRC** s'attaque au problème de plus en plus préoccupant du suicide dans de nombreuses collectivités isolées du Canada. Le programme de formation de cinq jours adopte une approche communautaire de l'intervention en cas de suicide. Il relie les ressources de formation nationales existantes aux personnes et organisations travaillant dans le milieu. Plus de 800 policiers et membres des collectivités ont participé à ces ateliers un peu partout au Canada.

La violence familiale, dans nos sociétés dont les représentants sont à prédominance masculine, comme c'est le cas dans les collectivités autochtones, a généralement pour victimes les femmes et les enfants. La GRC s'associe à l'Association des infirmières et infirmiers autochtones du Canada dans le but de joindre ces victimes.

Le **Programme de sensibilisation aux drogues (CHOIX)** met en garde les collectivités contre les nouvelles tendances dans la consommation de drogues. Il montre également aux collectivités comment déceler les problèmes d'abus d'alcool et autres drogues et y faire face. Le travail se fait principalement auprès des jeunes. Le Programme est le fruit d'un partenariat avec les éducateurs et divers groupes à but non lucratif d'éducation et de prévention dans ce domaine. CHOIX est assorti d'un site Web (<http://www.deal.org>).

Trois enseignants bénévoles travaillent maintenant à préparer un cours qui sera offert dans les écoles.

Souvent, les agents de la GRC en poste dans les collectivités rurales ne disposent pas d'équipement médical spécialisé (p. ex. des défibrillateurs) et, par conséquent, n'ont pas la formation nécessaire pour l'utiliser. La GRC étudie en ce moment **Accès public à la défibrillation**, un partenariat entre le secteur privé, les premiers intervenants, les agents de la santé et les éducateurs.

### *Diversification de l'économie de l'Ouest Canada*

La Stratégie d'innovation de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada stimule la création de possibilités d'affaires pour les petites et moyennes entreprises de l'Ouest. Elle recherche des projets et finance des travaux dans le domaine de la télémédecine au Canada. Cet organisme travaille avec plusieurs ministères fédéraux, administrations provinciales, entreprises privées, fournisseurs de services de santé et organisations de recherche.

## Ministères et organismes participants

Agence de promotion économique du Canada atlantique  
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada  
Environnement Canada  
Gendarmerie royale du Canada  
Industrie Canada  
Patrimoine canadien  
Santé Canada  
Société du crédit agricole

## DOMAINE PRIORITAIRE : ACCÈS À L'ÉDUCATION

### Préoccupations des Canadiens du milieu rural

- ◆ Les Canadiens du milieu rural s'inquiètent du fait que les jeunes de leurs collectivités ne peuvent avoir accès à une éducation de qualité.
- ◆ Ils s'inquiètent également du nombre de jeunes qui ne terminent pas leurs études, surtout au secondaire.
- ◆ Il faut attirer des enseignants compétents et s'assurer que le système d'éducation offre un nombre suffisant d'options aux étudiants. On perçoit que la mise en place d'une infrastructure de télécommunications et de stimulants pour attirer les enseignants serait une façon de favoriser l'éducation dans les collectivités rurales.
- ◆ Il faut également veiller à ce que les collectivités conservent leurs écoles.
- ◆ Le fait de mettre à la disposition des Canadiens du milieu rural les ressources financières dont ils ont besoin aiderait à maintenir, voire à élargir, l'accès à l'éducation.
- ◆ Le gouvernement fédéral devrait participer à l'élaboration de normes en matière d'éducation et financer et mener des études dans ce domaine.
- ◆ On a exprimé le désir que soient instaurés des programmes d'études permettant aux jeunes d'acquérir des compétences pratiques et qu'il y ait un lien plus étroit entre ce qui est enseigné à l'école et les besoins des employeurs.

### Intervention gouvernementale

#### Résultats

- ◆ Le Secrétariat national à l'alphabétisation finance des projets qui offrent une éducation à distance dans 28 collectivités du Nord de la Saskatchewan. Il appuie aussi financièrement la préparation d'une trousse de formation à l'intention des intervenants en alphabétisation dans les collectivités éloignées du Nord.
- ◆ Les responsables du Programme de foresterie des Premières nations ont facilité la publication de *The Aboriginal Resource Technician's Continuing Education Catalogue (1999)* et de *Megwekob 2000 : A Guide to Aboriginal Forestry in Canada*.
- ◆ Le Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE) favorise l'accès à l'éducation postsecondaire pour tous les étudiants admissibles qui prouvent avoir besoin d'une aide financière. Il joue un rôle important dans l'atténuation des contraintes géographiques, socio-économiques et autres qui nuisent aux études postsecondaires. En outre, il favorise la mobilité des étudiants, car les prêts aux étudiants canadiens sont pleinement transférables.
- ◆ Cinq bureaux régionaux de la Commission de la fonction publique du Canada offrent de l'apprentissage à distance par le truchement de l'Internet et de séances en classe.

## Initiatives horizontales

### *Citoyenneté et Immigration Canada*

Citoyenneté et Immigration Canada a créé **Intégration-Net**, un site Web qui aide les collectivités canadiennes à échanger des idées pour que les immigrants puissent s'adapter à la société canadienne.

Citoyenneté et Immigration Canada collabore également avec ses partenaires fédéraux et du secteur privé à parrainer la **Semaine de la citoyenneté 2000**. Dans le cadre de cet événement, on utilisera les outils de communication conçus pour les élèves; c'est ainsi qu'il y aura un jeu-questionnaire sur l'histoire du Canada ainsi que sur les droits et les responsabilités des citoyens.

### *Ministère de la Justice du Canada*

Le ministère de la Justice du Canada finance le Centre for Initiative in Education de l'Université Carleton. Ce centre évalue les besoins des étudiants inuits qui poursuivent des études postsecondaires. Il propose un programme qui pourrait être mis en place en septembre 2000. Dans le cadre de ce programme, on jumellera des étudiants de premier cycle avec des mentors au Nunavut. L'accent sera mis sur l'orthopédagogie et les cours en justice et en droit. Environ une douzaine d'étudiants pourraient obtenir de cette façon un diplôme de premier cycle en quatre ans.

Ce programme accordera à l'avenir un baccalauréat ès arts en sciences sociales, qui pourrait être utile aux gens travaillant dans un ministère fédéral qui a un bureau au Nunavut. Le programme pourrait également servir de préalable au programme de l'École de droit du Nunavut. Ces étudiants auront acquis les compétences nécessaires pour travailler comme techniciens juridiques, intervenants auprès des victimes et des témoins, travailleurs sociaux auprès des tribunaux et juges de paix.

L'Akitsiraq Law School Society, dont le siège est au Nunavut, et la Faculté de droit de l'Université de Victoria ont présenté conjointement une proposition au ministère fédéral de la Justice. Ils désirent créer un campus de l'Université de Victoria à Iqaluit. Environ une douzaine d'étudiants s'inscriront au programme d'études préjuridiques et au programme d'études en droit de trois ans. Une fois leurs études terminées, les diplômés pourraient travailler au Nunavut comme avocats, procureurs fédéraux, agents juridiques du gouvernement territorial ou aides juridiques.

Enfin, Justice Canada est en voie d'élaborer une proposition de stages pour Inuits qui offrirait à des étudiants inuits un salaire pour étudier dans un domaine lié à la justice et pour travailler au Ministère une fois leurs études terminées. Ce programme s'appliquerait à toutes les catégories de personnel juridique : avocats, techniciens juridiques et secrétaires juridiques.

### *Développement des ressources humaines Canada*

Grâce à son initiative Réseaux d'apprentissage communautaires (RAC), le **Bureau des technologies d'apprentissage** soutient l'éducation dans les régions rurales en finançant des projets de technologies d'apprentissage. Il travaille directement avec les collectivités afin d'aider les Canadiens du milieu rural à apprendre comment utiliser l'ordinateur et l'Internet. Les RAC permettent aux collectivités d'avoir une emprise sur l'exécution des programmes d'éducation permanente et des services de Développement des ressources humaines Canada.

Les RAC collaborent avec Industrie Canada et son Programme d'accès communautaire ainsi qu'avec Patrimoine canadien, Santé Canada et d'autres ministères fédéraux. Le projet vise surtout les collectivités où le taux de chômage est élevé ou qui ont connu des changements soudains, ou les collectivités qui sont laissées pour compte à cause de leur éloignement et notamment de leur nonaccès à l'Internet. Les RAC aident ces collectivités

à évoluer en leur donnant des fonds, en les incitant à établir des partenariats avec différents secteurs et en faisant connaître les dossiers qui se rapportent aux régions rurales et éloignées.

Sur les 29,7 millions de dollars consacrés à l'initiative RAC en trois ans, la moitié sera affectée aux régions rurales et éloignées du Canada. Grâce à ces fonds, on devrait pouvoir établir environ 50 RAC.

Le **Secrétariat national à l'alphabétisation** finance des projets d'alphabétisation en milieu rural et collabore avec le Secrétariat rural d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Parmi les bénéficiaires du projet, citons le Collège du Yukon (campus Old Crow), l'école communautaire St. Elias (Haines Junction, Yukon), le Conseil d'alphabétisation des Territoires du Nord-Ouest et le Collège Northlands (Saskatchewan). Par exemple, le Secrétariat a financé de l'éducation à distance dans 28 collectivités du Nord de la Saskatchewan, une trousse de formation pour les intervenants en alphabétisation des collectivités éloignées du Nord, des projets de sensibilisation des familles à l'alphabétisation et la préparation de programmes d'études pour les apprenants du Nord. Les projets sont élaborés de concert avec les organismes locaux, provinciaux, territoriaux, autochtones et communautaires.

Le **Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE)** aide les étudiants admissibles qui habitent les collectivités rurales en leur accordant l'aide financière dont ils ont besoin pour poursuivre leurs études postsecondaires. Le PCPE est le plus gros programme d'aide financière aux étudiants du pays. Tous les ans, il vient en aide à environ 400 000 étudiants, ce qui représente environ 30 p. 100 de l'ensemble des étudiants inscrits aux universités, aux collèges communautaires et aux instituts professionnels et techniques. Environ 22 p. 100 de tous les étudiants que le PCPE aide proviennent des collectivités rurales. Le PCPE accorde au Québec et aux Territoires du Nord-Ouest un paiement de remplacement qui aide ces provinces à administrer les programmes analogues qu'elles ont mis sur pied.

Le Division des stratégies et du soutien à l'apprentissage de la Direction de l'apprentissage et de l'alphabétisation a lancé, en 1999, **Ciblétudes interactif**. Il s'agit d'un outil Internet bilingue qui dispense de l'information, des produits et des services aux Canadiens qui poursuivent des objectifs d'apprentissage et de carrière. En donnant accès à un large éventail de sources d'information sur les possibilités d'apprentissage et d'acquisition de compétences, sur les carrières, sur le marché du travail, sur l'aide financière et sur la planification des objectifs personnels d'éducation permanente, Ciblétudes est un outil particulièrement précieux pour les étudiants des régions rurales et éloignées du Canada.

## Ministères et organismes participants

Affaires indiennes et du Nord Canada  
Agence des douanes et du revenu du Canada  
Agence de promotion économique du Canada atlantique  
Citoyenneté et Immigration Canada  
Commission de la fonction publique  
Développement des ressources humaines Canada  
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada  
Initiative fédérale de développement économique du Nord de l'Ontario  
Ministère de la Justice Canada  
Patrimoine canadien  
Ressources naturelles Canada  
Secrétariat du Conseil du Trésor

## DOMAINE PRIORITAIRE : PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS

### Préoccupations des Canadiens du milieu rural

- ◆ En raison des pressions accrues qui s'exercent sur les ressources communautaires, il devient de plus en plus difficile de former des partenariats ou de soutenir ceux qui sont déjà établis.
- ◆ On met en doute l'existence d'une capacité locale de soutenir les partenariats, car le temps et les ressources que les Canadiens du milieu rural peuvent consacrer à leurs collectivités sont de plus en plus limités.
- ◆ Il est également difficile d'établir des partenariats parce que les administrations publiques ne prennent pas d'engagements à long terme à leur égard. Tous les ordres de gouvernement et les collectivités rurales devraient se concerter pour établir des objectifs à long terme.
- ◆ Dans un grand nombre de cas, les particuliers qui créent des partenariats à l'échelle locale n'ont pas l'expertise qu'il faut pour en maximiser les avantages. Les collectivités tireraient profit de l'acquisition de compétences ou du leadership d'un « champion » (organisme ou particulier) qui guiderait les efforts déployés à l'égard des partenariats.
- ◆ Le gouvernement fédéral devrait mettre les collectivités rurales au défi d'« aller de l'avant » en leur fournissant l'information et les connaissances dont elles ont besoin pour créer des partenariats, en jouant un rôle de meneur dans la promotion des partenariats et en participant à des discussions et à des activités horizontales.

### Intervention gouvernementale

#### Résultats

- ◆ Les Sociétés d'aide au développement des collectivités ont aidé les collectivités de l'extérieur de la région de l'Atlantique à planifier et à développer leur économie. Dans cette dernière région, c'est l'Agence de promotion économique du Canada atlantique qui a rempli ce rôle avec l'aide de ses partenaires locaux et des administrations provinciales.
- ◆ La GRC a coordonné plus de 72 programmes de services aux victimes (auxquels ont pris part 800 bénévoles) dans les collectivités rurales de la Colombie-Britannique.

Développement des ressources humaines Canada a publié le *Guide de développement des collectivités* et le *Guide de l'animateur de développement des collectivités* (<http://www.hrdc-drhc.gc.ca/community>).

## Initiatives horizontales

### *Affaires indiennes et du Nord Canada*

Annoncé en janvier 1998, « Rassembler nos forces – Le plan d'action du Canada pour les questions autochtones » a défini une nouvelle ligne de conduite pour les administrations publiques, les groupes et organismes autochtones et le secteur privé. Cette ligne se fonde sur les principes de la reconnaissance et du respect mutuels, de la responsabilité et de l'échange d'information. Elle repose sur le genre de partenariats qui permet d'améliorer la vie des peuples autochtones de façon concrète et pratique.

Le **Programme du développement économique des collectivités** aide les Premières nations à établir des priorités économiques et à tirer parti des possibilités d'affaires. Il accorde 47 millions de dollars par année à 486 organismes de développement économique communautaire.

L'**Initiative conjointe de développement économique (ICDE) au Nouveau-Brunswick** branche les représentants fédéraux, provinciaux et autochtones aux entreprises du secteur privé. Ensemble, ils cherchent à tirer parti de possibilités pour les Autochtones du Nouveau-Brunswick en développement des entreprises, en formation et en planification du développement économique. À l'heure actuelle, l'ICDE prend part à quelque 50 projets d'entreprises autochtones.

Il existe aussi d'autres forums des affaires qui permettent de rassembler des partenaires des secteurs public et privé et des partenaires autochtones et les aident à développer l'économie autochtone. Parmi eux, mentionnons Business at the Summit en Colombie-Britannique, le Forum sur le renouveau économique de l'Ontario, le Corporate Circle en Saskatchewan et le Mode de consultation tripartite en Nouvelle-Écosse.

### *Ressources naturelles Canada*

Ressources naturelles Canada a établi le programme **Initiative des bâtiments fédéraux**, programme à participation facultative qui aide les ministères et organismes fédéraux à améliorer l'efficacité énergétique de leurs installations. Certaines provinces et municipalités ont adopté des programmes analogues. Le Ministère aide la Fédération canadienne des municipalités à élaborer son **Programme des collectivités écologiques** et son **Programme d'amélioration éconergétique des bâtiments municipaux**.

Le **Programme ÉnerGuide pour les maisons** donne aux propriétaires d'habitations des conseils impartiaux et techniquement valables sur les améliorations de nature énergétique à apporter. Une partie des 7 900 évaluations d'habitations menées en 1998-1999 l'ont été dans les régions rurales.

Le **Programme Initiative des innovateurs énergétiques** favorise l'efficacité énergétique dans les secteurs commercial, institutionnel et municipal. Il encourage les organismes canadiens à s'engager de leur plein gré à améliorer leur efficacité énergétique et, par conséquent, à réduire leurs coûts d'exploitation.

### *Agence Parcs Canada*

Le **Programme national de bénévolat** de l'Agence Parcs Canada donne aux gens l'occasion de participer aux projets de protection de la nature et de conservation de la culture appuyés par l'Agence. Il contribue à améliorer le service aux visiteurs, permet aux citoyens locaux d'acquérir des compétences en leadership et concourt à la conservation du patrimoine.

Le **Programme national de partage des frais pour les lieux historiques nationaux** verse une contrepartie équivalant à un maximum de 50 p. 100 des fonds qui vont à la conservation des lieux historiques nationaux n'appartenant

pas à l'État fédéral. Il aide les gens de la place à prendre soin de ces lieux, en favorise l'entretien et sensibilise la population à leur égard.

Le **Réseau des rivières du patrimoine canadien** favorise la reconnaissance nationale de la conservation des rivières et y sensibilise la population, raccordant les collectivités entre elles en vue d'assurer la gestion efficace des rivières à l'échelle locale. Il prévoit la pose d'affiches de reconnaissance nationale pour le tourisme le long des rivières et favorise la gestion à long terme des aspects naturels, historiques et récréatifs des rivières par les collectivités locales. Le Réseau permet également aux citoyens d'acquérir des compétences en planification locale, entraîne des retombées économiques et permet d'assainir l'environnement local.

### *Anciens Combattants Canada*

Le ministère des Anciens Combattants du Canada a participé à divers partenariats qui ont pour objectif de développer les collectivités. En particulier, il a pris part à un projet pilote mené à quatre bureaux de la Légion royale canadienne en Nouvelle-Écosse qui vise à améliorer l'accès à l'information sur la santé pour les clients du Ministère. Dans le cadre de ce projet, les clients ont appris à se servir des ordinateurs pour naviguer dans l'Internet et y chercher de l'information sur la santé et leurs collectivités. Vingt personnes à chaque site pilote ont suivi un cours de huit semaines. Anciens Combattants Canada a ensuite élargi le projet à deux sites de la Légion à l'Île-du-Prince-Édouard. Il projette d'étendre le programme à d'autres provinces à l'avenir.

Le Ministère collabore également avec le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard à rehausser la capacité en santé rurale et à trouver des façons d'appliquer la technologie de la santé dans les collectivités rurales.

## Ministères et organismes participants

Affaires indiennes et du Nord Canada  
Agence de promotion économique du Canada atlantique  
Agence des douanes et du revenu du Canada  
Agence Parcs Canada  
Anciens Combattants Canada  
Développement économique du Canada pour les régions du Québec  
Développement des ressources humaines Canada  
Environnement Canada  
Gendarmerie royale du Canada  
Patrimoine canadien  
Ressources naturelles Canada  
Santé Canada  
Secrétariat du Conseil du Trésor  
Société canadienne d'hypothèques et de logement  
Société du crédit agricole  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

## DOMAINE PRIORITAIRE : PROMOTION DU CANADA RURAL

### Préoccupations des Canadiens du milieu rural

- ◆ On perçoit parfois le Canada rural comme un endroit peu propice pour faire des affaires et pour élever une famille, en raison du manque de services comparativement à ce qu'offrent les centres urbains.
- ◆ Les Canadiens, notamment les décideurs, connaissent peut-être mal le rôle que joue le Canada rural dans le renforcement de l'unité nationale et de la cohésion sociale.

### Intervention gouvernementale

#### Résultats

- ◆ Statistique Canada offre gratuitement des profils de collectivités qui se fondent sur certaines données du recensement de 1996 et qui figurent sur son site Web (<http://www.statcan.ca>).
- ◆ Agriculture et Agroalimentaire Canada a fait parvenir 40 000 *Guides de l'enseignant sur le patrimoine agricole du Canada* à des organismes canadiens, notamment à des écoles, à des bibliothèques, à des centres communautaires ainsi qu'à des cercles de garçons et de filles.

### Initiatives horizontales

#### *Patrimoine canadien*

Par le truchement du **Guide « À la découverte du patrimoine »**, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine aide les galeries et les musées des régions rurales à avoir accès au Web. Le Guide fournit également aux Canadiens du milieu rural de l'information en direct, dans les deux langues officielles, sur les institutions culturelles et les attractions à l'échelle du pays. En outre, **Artefacts Canada** permet aux musées des régions rurales de présenter leurs collections dans l'Internet grâce à une passerelle nationale. Étant donné qu'elle est en direct, l'information figurant sur ces sites Web est facile d'accès dans les régions rurales.

Le **Forum du patrimoine** donne aux professionnels du patrimoine des régions rurales accès à des ressources mondiales qui leur permettent de se perfectionner. Grâce à des listes d'adresses électroniques, ces professionnels peuvent dialoguer avec le reste de la collectivité des musées sur les questions d'intérêt commun.

Le **Centre d'échange d'expositions** a été créé en vue de réunir les emprunteurs et les prêteurs et de favoriser l'échange d'information au sujet des expositions itinérantes ainsi que leur déplacement dans les régions rurales. Ce centre est le fruit de la collaboration entre l'Association des musées canadiens, le Groupe d'intérêt spécialisé dans les échanges d'expositions, l'Institut canadien de conservation, les Services de transport d'expositions et Patrimoine canadien.

## *Affaires indiennes et du Nord Canada*

Affaires indiennes et du Nord Canada collabore avec des groupes de réflexion, des associations sectorielles, d'autres ministères fédéraux et d'autres ordres de gouvernement dans les nombreux dossiers qui concernent le développement économique des Autochtones. Parmi ces dossiers figurent le rôle des coopératives autochtones, les marchés du travail régionaux et le climat de l'investissement dans les collectivités des réserves. Le Ministère s'intéresse particulièrement à l'économie des ressources.

## *Statistique Canada*

Statistique Canada fournit de l'information sur le Canada rural non seulement aux ministères et organismes fédéraux, mais aussi à tous les Canadiens. Il a diffusé 5 000 brochures de **La voie d'accès aux données rurales**, publication qui traite des types de données régionales (infraprovinciales) disponibles.

Il a aussi diffusé huit **Bulletins d'analyse – Régions rurales et petites villes du Canada** et projette d'en faire paraître quatre autres à l'été 2000. Ces bulletins traitent des tendances démographiques et du marché du travail, des habitudes de dépense, de l'utilisation de l'Internet et de facteurs liés à la croissance économique locale. Le **Profil statistique des communautés canadiennes**, qui figure sur le site Web de Statistique Canada (<http://www.statcan.ca>), résume les données du recensement de 1996 pour chaque collectivité canadienne.

Dans un de ses récents numéros, la revue *Tendances sociales canadiennes* s'est penchée sur le Grand Nord canadien, et une étude sur les **Jeunes ruraux qui restent dans leur collectivité, qui la quittent ou qui y reviennent** explique pourquoi les jeunes du milieu rural viennent s'installer dans les collectivités et les quittent. Dans le cadre d'une autre étude, on se penchera sur les projections d'âge de la population des régions rurales et des petites

villes dans chaque province, ce qui aidera les collectivités à dresser des plans pour leurs écoles et les services aux aînés. Enfin, Statistique Canada coparraine le **12<sup>e</sup> Colloque annuel sur la politique rurale** de la Fondation canadienne de la restructuration rurale, qui se tiendra du 11 au 14 octobre 2000.

## Ministères et organismes participants

Affaires indiennes et du Nord Canada  
Patrimoine canadien  
Société du crédit agricole  
Statistique Canada  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada



## VERS DEMAIN : METTRE LA VISION EN PRATIQUE

Le gouvernement du Canada admet que les Canadiens du milieu rural ont des défis particuliers à relever, et il les aide à faire face à la situation. Au cours du Dialogue rural, les Canadiens ont défini une vision claire du Canada rural :

- ◆ Des collectivités dynamiques et des ressources de base durables qui concourent à notre identité et à notre prospérité nationales.
- ◆ Des citoyens qui prennent des décisions éclairées sur leur propre avenir.
- ◆ Des Canadiens tirant parti des avantages de l'économie du savoir et profitant pleinement des possibilités d'épanouissement personnel et de développement durable des collectivités.

La mise en pratique de cette vision ne se fera pas du jour au lendemain et ne pourra avoir lieu à long terme que si les différents ordres de gouvernement collaborent étroitement avec les résidents des régions rurales et leurs collectivités. Au cours des deux dernières années, nous avons mis en place de solides assises de collaboration à l'échelle de l'administration fédérale, avec les autres ordres de gouvernement dans chaque province et territoire et avec les organismes communautaires locaux. Notre réseau de groupements et d'organismes ruraux ne cesse de croître, et les Canadiens participant au Dialogue rural sont tenus au courant des progrès réalisés jusqu'à maintenant.

Le gouvernement du Canada a commencé à transposer ses engagements en mesures précises concrètes. Nous faisons ce qu'il faut pour que des progrès tangibles soient réalisés en vue de dissiper les préoccupations des Canadiens du milieu rural. Nous voulons nous assurer que la vision se concrétise.

### Transposer nos engagements en mesures concrètes

Le gouvernement du Canada est tout à fait déterminé à honorer son engagement d'améliorer la qualité de vie des Canadiens des régions rurales et éloignées. Ce sera là un processus permanent qui se déroulera de façon horizontale et coordonnée. Cette approche dynamique au développement axé sur les collectivités évoluera dans le temps et montrera aux Canadiens du milieu rural comment le gouvernement répond à leurs besoins. Comme il est indiqué dans le présent rapport, le gouvernement du Canada a déjà fait beaucoup à l'égard des 11 domaines prioritaires, mais il reste encore beaucoup à accomplir, et le gouvernement y veillera.

Les mesures gouvernementales s'appuient sur le Cadre d'action fédéral à l'intention du Canada rural. Elles font également suite aux questions touchant le Canada rural et éloigné qui ont été mentionnées dans le discours du Trône de 1999. Ce qui est plus important, ces mesures se fonderont sur le plan gouvernemental qui vise à accroître la prospérité et à améliorer la qualité de vie des Canadiens en faisant du Canada un meneur dans la nouvelle économie mondiale. Dans le sillage des thèmes annoncés dans le discours du Trône, le Budget 2000 a réitéré la ferme détermination du gouvernement à l'égard d'une saine gestion financière, de l'allègement du fardeau fiscal, d'une économie plus innovatrice, d'investissements dans les compétences et le savoir et du renforcement de l'éducation postsecondaire et des soins de santé.

Les mesures du gouvernement fédéral reposent sur deux grands axes : les initiatives fédérales en cours (voir *Répondre aux priorités des Canadiens du milieu rural*) et les nouveaux projets qui découlent du Budget 2000. Dans

certains cas, étant donné qu'un grand nombre de programmes et de services existent déjà, il faudra aider les ministères et les organismes dispensant des programmes analogues à intégrer leurs interventions. Dans le cas des nouvelles activités, le gouvernement appliquera la lentille rurale et s'assurera ainsi de tenir compte des besoins des Canadiens des régions rurales et éloignées.

Le Budget 2000 traite précisément des besoins des Canadiens du milieu rural et souligne que le gouvernement est déterminé à soutenir les collectivités rurales. Il s'attaque aux préoccupations communes tout en comportant une marge de manœuvre qui lui permettra de tenir compte des différences entre les besoins des collectivités urbaines et rurales. « *Nos concitoyens des régions rurales ont les mêmes besoins que les autres Canadiens, c'est-à-dire des soins de santé de qualité, une solide éducation pour leurs enfants et un bon emploi* ». <sup>11</sup> Les mesures contenues dans le Budget bénéficieront sûrement aux Canadiens qui vivent dans ces collectivités. Un grand nombre d'initiatives nationales sont déjà offertes aux Canadiens du milieu rural et permettront d'améliorer leur qualité de vie.

Les mesures à venir qu'appliquera le gouvernement porteront surtout sur cinq domaines principaux qui intéressent les Canadiens du milieu rural : renforcement des capacités des collectivités, préservation de l'infrastructure, diversification de l'économie, possibilités pour les jeunes et les peuples autochtones et protection de l'environnement.

### *Renforcement des capacités des collectivités*

Les collectivités rurales fortes ont la capacité de planifier le changement. Pour renforcer les collectivités, le gouvernement aidera les Canadiens

du milieu rural à acquérir les compétences nécessaires, notamment en leadership. Il favorisera également l'accès aux programmes et aux services gouvernementaux, notamment en éducation et en soins de santé, et encouragera la formation de partenariats.

### **Initiatives prévues dans le Budget 2000**

- ◆ Le gouvernement donnera à la GRC des fonds supplémentaires pour renforcer les services policiers fédéraux, surtout dans la lutte contre le crime organisé, et pour améliorer les services policiers dispensés aux provinces, aux territoires et aux municipalités.
- ◆ Santé Canada touchera des fonds supplémentaires pour soutenir les services existants dispensés dans le cadre du système de santé des Premières nations et des Inuits.
- ◆ Le gouvernement fédéral, de concert avec le Manitoba et la Saskatchewan, versera un paiement ponctuel de 400 millions de dollars pour aider les producteurs de grains et leurs familles à s'adapter aux changements découlant des politiques des transports et de la persistance de la faiblesse des revenus. Il envisagera de prodiguer un soutien supplémentaire en 2002 si les prix des grains et les revenus agricoles ne se sont pas redressés.
- ◆ Le gouvernement consacre 160 millions de dollars en deux ans à un projet qui vise à offrir des services fédéraux en direct et à stimuler le commerce électronique, dans le cadre des efforts qu'il déploie pour faire du Canada le pays le plus branché de la planète.

---

<sup>11</sup> Gouvernement du Canada, *Le discours du budget de 2000*, Ottawa, février 2000, p. 17.

## Préservation de l'infrastructure

Pour rivaliser dans l'économie du XXI<sup>e</sup> siècle, il faut de solides assises d'infrastructure physique. On entend par là l'infrastructure physique traditionnelle telle que les routes et les ponts ainsi que l'infrastructure moderne du savoir et de l'information qui aide les collectivités rurales à participer à l'économie de l'information. Cette infrastructure permettra à la nation de prospérer et de continuer d'améliorer la qualité de vie de ses résidents. Comme il est dit dans le discours du budget, « Qu'il s'agisse des réseaux urbains de transport en commun, d'une route utilisée pour le transport des céréales dans les Prairies ou des autoroutes de notre pays, la capacité d'assurer le transport des gens et des biens en toute sécurité et de façon efficace est primordiale pour une économie innovatrice et productive. »<sup>12</sup>

## Initiatives prévues dans le Budget 2000

- ◆ Le gouvernement fédéral est en voie de consulter les autres ordres de gouvernement et le secteur privé en vue de parvenir d'ici à la fin de l'année à une entente sur un plan visant à améliorer les autoroutes provinciales et l'infrastructure municipale dans les collectivités du pays. Les administrations publiques feront aussi preuve de responsabilité financière dans ce plan innovateur pluriannuel.
- ◆ Le gouvernement fédéral consacrera globalement à l'infrastructure 100 millions de dollars en 2000-2001, 350 millions en 2001-2002 et 550 millions pour chacune des quatre années suivantes. Sur le

montant de 550 millions de dollars par année, 150 millions iront aux autoroutes et le reste à l'infrastructure municipale, notamment à la construction de logements abordables et à l'infrastructure verte dans les villes et les collectivités rurales du pays.

- ◆ Au cours des cinq prochaines années, le gouvernement investira une autre somme de 200 millions de dollars par année pour améliorer la sécurité. Ces fonds serviront à réparer les ponts et les quais fédéraux et à moderniser beaucoup de laboratoires fédéraux, dont un grand nombre se trouvent dans les régions rurales du pays.
- ◆ Pour sa part, la Société canadienne d'hypothèques et de logement investit une autre somme de 268 millions de dollars en cinq ans dans le Programme d'aide à la remise en état des logements. Ce programme aide les gens à bas revenus à rénover leurs habitations.

## Diversification de l'économie

Le principal défi du gouvernement, tel qu'il l'a formulé dans le discours du Trône, était d'instaurer une économie dynamique. Ce thème a été repris dans le discours du budget de 2000, qui affirme à ce sujet : « Pour réussir dans la nouvelle économie, il faut veiller à ce que cette dernière s'enracine dans toutes les régions du pays. »<sup>13</sup>

Les collectivités ont aussi besoin d'autres outils et d'information pour atteindre leurs objectifs. Dans le discours du budget, on souligne que la nouvelle économie offre des possibilités au Canada rural; on admet par ailleurs qu'une collectivité rurale peut se sentir menacée si un hôpital ferme, si le budget d'une école est réduit ou si un gros employeur ferme les portes de son établissement. Par conséquent, le gouvernement fédéral doit accentuer le développement économique des petites collectivités du pays.

<sup>12</sup> Gouvernement du Canada, *Le discours du budget de 2000*, Ottawa, février 2000, p. 18.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 17.

Les activités fédérales aident en grande partie l'économie à se développer et les gens à se prévaloir des programmes et des services, à trouver du financement, à diversifier leur économie locale et à créer des partenariats.

### Initiatives prévues dans le Budget 2000

- ◆ Le gouvernement a réduit les impôts sur le revenu personnel et les taux d'imposition du revenu des entreprises. Il a également reporté le paiement de l'impôt sur les gains en capitaux tirés des investissements admissibles dans de petites entreprises. Celles-ci bénéficieront également d'une réduction des primes de l'assurance-emploi.
- ◆ Le gouvernement versera une somme supplémentaire de 54 millions de dollars au cours des trois prochaines années au Programme de développement des collectivités. Cette somme favorisera la création de nouvelles Sociétés d'aide au développement des collectivités, qui pourront ainsi couvrir tout le territoire rural dans chaque province, et accroîtra les fonds versés à des entreprises en particulier, ce qui permettra d'améliorer les services aux entreprises tels que le mentorat, l'orientation, la formation et l'accès au capital (prêts).
- ◆ Le gouvernement injecte 80 millions de dollars dans la Banque de développement du Canada, qui accorde du financement à des petites et à des moyennes entreprises qui sont axées sur le savoir et l'exportation. La Banque a un grand nombre de clients dans les régions rurales, et les nouveaux fonds aideront ceux-ci à obtenir du financement.
- ◆ Le gouvernement injecte 15 millions de dollars dans les trois instituts canadiens de recherche forestière : Forintek, l'Institut canadien de recherches en génie forestier et l'Institut canadien de recherches

sur les pâtes et papiers. Ces fonds aideront l'industrie forestière canadienne à mettre au point des produits innovateurs à valeur ajoutée pour la nouvelle économie et à préserver le leadership de l'expertise canadienne en R et D forestiers.

- ◆ Le gouvernement verse 5 millions de dollars par année pendant trois ans à des activités gouvernementales en géoscience. Il s'assurera ainsi que l'infrastructure d'information géologique du Canada continuera d'être à la fine pointe de la technologie et que ces activités susciteront de nouveaux investissements dans le secteur minier.

### *Des possibilités pour les jeunes et les peuples autochtones*

Les jeunes Canadiens et les Autochtones sont les deux principaux groupes visés par le Cadre d'action fédéral à l'intention du Canada rural et le discours du Trône. Leur importance est réitérée dans le discours du budget de 2000.

### Initiatives prévues dans le Budget 2000

- ◆ Les étudiants ont obtenu un petit coup de pouce financier du gouvernement, qui a accru l'exonération fiscale sur les revenus tirés des bourses d'études et de recherches. La hausse a porté l'exonération de 500 \$ à 3 000 \$.
- ◆ Le gouvernement continue d'appuyer le Programme canadien de prêts aux étudiants. Dans le cadre de ce programme, il prête en moyenne 1,7 milliard de dollars par année à environ 350 000 étudiants fréquentant des collèges, des cégeps ou des universités.
- ◆ Le gouvernement reste déterminé à offrir son Programme des bourses d'études du millénaire. Jusqu'à 100 000 étudiants à

temps plein fréquentant les universités, les collèges communautaires et les cégeps obtiennent des bourses de 3 000 \$ par année pendant 10 ans.

- ◆ Le gouvernement continue d'appuyer le Programme d'action communautaire pour les enfants (PACE). Ce programme accorde déjà 56 millions de dollars par année à des groupes communautaires qui aident les jeunes enfants à risque.
- ◆ Même si ce sont les provinces qui financent directement l'éducation au primaire et au secondaire et l'éducation postsecondaire, le gouvernement fédéral continue d'appuyer l'éducation des Premières nations. Il consacre 900 millions de dollars par année à l'éducation des élèves des Premières nations sur les réserves. Il accorde aussi environ 200 millions de dollars par année pour bâtir des écoles sur les réserves et les y conserver.
- ◆ Le gouvernement ne change rien aux 150 millions de dollars par année qu'il consacre au programme des jeunes à risque et à d'autres projets qui permettent aux jeunes d'acquérir l'expérience de travail qui leur manque.
- ◆ Le gouvernement a très à cœur de continuer à investir 155 millions de dollars par année dans la Stratégie emploi jeunesse. Les jeunes Canadiens tirent profit des emplois d'été, des stages et des services d'information sur la carrière et le marché du travail que prévoit cette stratégie.

### *Protection de l'environnement*

Le milieu naturel influe sur le bien-être social et économique à long terme de tous les Canadiens. Ceux-ci comprennent que leur qualité de vie est

tributaire de la propreté de l'air et de l'eau et de la salubrité de leurs habitats. Le Canada rural a un rôle particulier à jouer dans la gestion de l'environnement. Au cours du Dialogue rural, les Canadiens du milieu rural ont confirmé que le développement durable revêtait une importance primordiale dans la satisfaction des besoins de leurs collectivités. Pour sa part, le gouvernement améliore la qualité de vie de l'environnement rural tout en honorant ses engagements internationaux.

### **Initiatives prévues dans le Budget 2000**

- ◆ Le gouvernement investit 25 millions de dollars dans le Fonds d'habilitation municipale écologique. Ce fonds aidera les municipalités et les collectivités à trouver la façon optimale de gérer les projets dans des domaines comme l'utilisation de l'énergie renouvelable, l'amélioration éconergétique des bâtiments, la conservation de l'eau, la gestion des déchets et l'aménagement du transport.
- ◆ Le gouvernement est en voie de créer un fonds renouvelable de 100 millions de dollars qui sera appelé le Fonds d'investissement municipal écologique. Ce fonds aidera les collectivités à économiser l'énergie et l'eau et à gérer les déchets.
- ◆ Le gouvernement versera également 9 millions de dollars au cours des trois prochaines années à la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie et à Environnement Canada. Grâce à ces fonds, ces organismes pourront collaborer avec Statistique Canada à trouver des façons de mesurer le développement écologique et durable et ainsi à voir comment l'économie et l'environnement interagissent. Il sera ainsi plus facile de mesurer l'amélioration de l'état de l'environnement.

- ◆ Le Fonds d'action pour le changement climatique est l'un des programmes fédéraux d'efficacité énergétique et d'énergie dans lequel le gouvernement investit afin d'honorer ses engagements internationaux en matière de changement climatique. Il y contribuera en trois ans 60 millions de dollars de plus que son engagement initial (150 millions).
- ◆ Le gouvernement désire préserver nos habitats naturels et nos espèces. Ainsi, il réduit de moitié l'impôt sur les gains en capital qui découleront des dons de terres écologiquement sensibles. Il fournira également 90 millions de dollars répartis sur trois ans pour protéger les espèces à risque.

## Plans d'action nationaux et régionaux

Les interventions des ministères et des organismes fédéraux auront une dimension nationale et régionale et tiendront compte du fait que les régions rurales et éloignées du Canada sont diversifiées et que les défis qu'ont à relever les résidents du milieu rural varient d'une région à l'autre. Les Équipes rurales qui existent dans chaque province et territoire travaillent déjà avec les autres ordres de gouvernement et les collectivités rurales à concevoir un plan d'action pour leur région. Grâce à la collaboration panministérielle et pangouvernementale, les équipes étudient de nouvelles façons de collaborer avec les collectivités rurales de leur région. Les plans d'action des Équipes rurales feront partie intégrante de l'approche globale coordonnée du gouvernement fédéral envers les collectivités rurales. Les plans seront une autre preuve que le gouvernement a écouté les Canadiens du milieu rural et collabore avec eux et les autres ordres de gouvernement à répondre à plus de besoins locaux.

## Mesurer notre rendement

Nous devons savoir si l'intervention du gouvernement du Canada a fait une différence dans l'amélioration de la qualité de vie en milieu rural et si le gouvernement aide ces collectivités à rehausser leur viabilité.

Par conséquent, en même temps que nous mettrons en place les initiatives fédérales, nous appliquerons un régime de mesure de notre rendement et ferons rapport à ce sujet. De cette façon, le gouvernement rendra des comptes sur ce qu'il fait et sur l'objet de ses dépenses.

À cette fin, les ministères et organismes fédéraux participent actuellement à l'élaboration d'un cadre pangouvernemental de rendement pour les initiatives rurales qui lient leurs interventions à des résultats prévus, à des indicateurs pratiques et à des mesures pertinentes.

Une grande partie de notre richesse est créée dans le Canada rural, lieu où se déploie beaucoup d'énergie et d'ingéniosité. C'est une partie importante de notre passé, de notre présent et de notre avenir. C'est un mode de vie qui est riche de traditions uniques et d'une structure sociale précise. C'est là qu'habitent près de neuf millions de Canadiens. Le gouvernement du Canada veille à ce que le Canada rural ait un avenir prospère et dynamique.

# ANNEXE A: LISTE DES PROJETS PILOTES DU PARTENARIAT RURAL CANADIEN (PRC) – 1998-1999

Pour de plus amples renseignements sur les projets pilotes du PRC au cours de 1998-1999, veuillez communiquer avec le Secrétariat rural au numéro 1 888 781-2222 ou visiter le site Web rural à l'adresse : <http://www.rural.gc.ca>.

Titre du projet	Principal partenaire fédéral	Titre du projet	Principal partenaire fédéral
<i>Terre-Neuve et Labrador</i>		<i>Île-du-Prince-Édouard</i>	
Proposition de transfert des techniques d'aquaculture de la morue sur la côte sud et sud-ouest de Terre-Neuve	Pêches et Océans Canada	Brancher l'Île-du-Prince-Édouard rurale	Agence de promotion économique du Canada atlantique
Répertoire des ressources côtières des collectivités	Agence de promotion économique du Canada atlantique	« Youth Opportunities » : proposition de financement préliminaire auprès de Partenariat rural canadien	Développement des ressources humaines Canada
Furlong Brothers Limited Plate Cove West Bonavista Bay	Agence de promotion économique du Canada atlantique	Rétablissement et protection des élevages de mollusques : projet de démonstration	Environnement Canada
Mise en œuvre de projets pilotes communautaires de services de soutien aux micro-entreprises établies en milieu rural à Terre-Neuve et au Labrador	Développement des ressources humaines Canada	Tourisme culturel	Patrimoine canadien
		« Penser et agir en fonction d'une entreprise » : atelier de formation pour les jeunes entrepreneurs	Agence de promotion économique du Canada atlantique

Titre du projet	Principal partenaire fédéral
<i>Nouvelle-Écosse</i>	
Le compostage à la ferme en Nouvelle-Écosse en combinant les déchets organiques du secteur industriel, commercial et institutionnel aux fumiers des élevages de volaille et de porcs	Agriculture et Agroalimentaire Canada
Projet de gestion du SIG de Netukulimk	Pêches et Océans Canada
Mise en application des données géoscientifiques côtières aux fins du développement rural	Ressources naturelles Canada
Réseau de soutien de la technologie intelligente en milieu rural	Industrie Canada
Bourse de Louisbourg	Patrimoine canadien
CDEC virtuel de la Nouvelle-Écosse – « La technologie au service du réseautage »	Développement des ressources humaines Canada
<i>Nouveau-Brunswick</i>	
Équipements sociaux et développement régional	Patrimoine canadien
Medicinal and Aromatic Plants Aboriginal Heritage Garden Inc.	Agence de promotion économique du Canada atlantique

Titre du projet	Principal partenaire fédéral
Mise en œuvre d'un modèle de développement rural durable pour la circonscription électorale de la péninsule centrale du Nouveau-Brunswick	Patrimoine canadien
<i>Québec</i>	
Coopératives de santé communautaire pour les régions rurales	Agriculture et Agroalimentaire Canada
Développement de systèmes sylvicoles de rechange adaptés à la forêt mixte (projet SSAM)	Ressources naturelles Canada
Partenariat en vue d'assurer la pérennité des ressources naturelles sur l'île d'Anticosti	Ressources naturelles Canada
Administration forestière régionale des Premières nations algonquines	Ressources naturelles Canada
Transfert d'information, de connaissances et de technologie en foresterie	Ressources naturelles Canada
Bâtir ensemble la sécurité alimentaire : un projet de développement local durable	Santé Canada
Création d'un centre de diffusion de l'information portant sur l'aménagement des forêts feuillues et mixtes	Ressources naturelles Canada

Titre du projet	Principal partenaire fédéral
<i>Québec (suite)</i>	
Infections dues à l'ingestion de viande de morse infectée par <i>Trichinella</i> : un problème alimentaire dans l'Arctique canadien	Agence canadienne d'inspection des aliments
Expansion et promotion du tourisme de la Basse-Côte-Nord	Patrimoine canadien
Projet de développement local de la MRC de Drummond	Développement des ressources humaines Canada
Réseau solidaire pour revitaliser la Gaspésie	Développement des ressources humaines Canada
Éducation coopérative et développement communautaire	Société du crédit agricole
Projet de service de taxi organisé des MRC de Montmagny et L'Islet (Club Taxi-Plus)	Développement des ressources humaines Canada
<i>Ontario</i>	
Outils électroniques à la disposition des partenariats ruraux	Industrie Canada
Centre des services aux entreprises autochtones du Sud de l'Ontario	Industrie Canada

Titre du projet	Principal partenaire fédéral
Programme de création d'un réseau Web CAPC/CPCN dans le Nord-Est de l'Ontario	Santé Canada
Boîte d'aliments sains Haldimand-Norfolk	Santé Canada
Reproduire des piscicultures coopératives dans d'autres collectivités	Pêches et Océans Canada
Projet pilote pour le maintien et l'expansion des entreprises	Industrie Canada
Stage pour les jeunes chefs	Développement des ressources humaines Canada
<i>Manitoba</i>	
Partenariats touristiques francophones dans les régions rurales du Manitoba	Patrimoine canadien
Faciliter le développement touristique au moyen d'un SIG	Diversification économique de l'Ouest Canada
Projet pilote des Premières nations/ Autochtones du Manitoba pour l'accès aux achats publics	Affaires indiennes et du Nord Canada

Titre du projet	Principal partenaire fédéral
<i>Saskatchewan</i>	
Initiative relative au développement durable des collectivités	Ressources naturelles Canada
Renforcement des collectivités rurales francophones de la Saskatchewan	Patrimoine canadien
Projet de services d'information visant le développement économique des collectivités du Nord	Industrie Canada
Centre de développement des entreprises des jeunes de Marieval	Administration du rétablissement agricole des Prairies
Projet de formation et de pré-emploi en écotourisme pour les jeunes Autochtones de la Saskatchewan	Développement des ressources humaines Canada
Projet pilote des options de collecte du grain	Administration du rétablissement agricole des Prairies
<i>Alberta</i>	
Systèmes d'information géographique (SIG) pour Grande Prairie et le Nord-Ouest rural de l'Alberta	Industrie Canada
Liens communautaires pour accroître la valeur ajoutée	Administration du rétablissement agricole des Prairies
Vers une agroforesterie durable en Alberta	Administration du rétablissement agricole des Prairies

Titre du projet	Principal partenaire fédéral
Formation au programme d'éducation contre la toxicomanie de la division « K » de la GRC	Gendarmerie royale du Canada
Outillons nos écoles	Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
<i>Colombie-Britannique</i>	
Projet pilote concernant les techniques de mytiliculture en Colombie-Britannique	Développement des ressources humaines Canada
Projet d'aide aux collectivités de la côte Ouest en matière de commercialisation	Développement des ressources humaines Canada
Projet d'animation de la collectivité à Sayward	Développement des ressources humaines Canada
Projet d'apprentissage et de travail à distance	Développement des ressources humaines Canada
Proposition d'un projet pilote commun de culture des mollusques et crustacés dans la collectivité	Pêches et Océans Canada
Projet d'élaboration d'une politique sur les produits alimentaires de la collectivité	Santé Canada

Titre du projet	Principal partenaire fédéral
<i>Colombie-Britannique (suite)</i>	
Proposition d'une société de mise en marché à Peace	Développement des ressources humaines Canada
Partenariat communautaire multilatéral d'Okanagan-Sud et Similkameen pour le développement d'une industrie durable du bois à valeur ajoutée dans les milieux ruraux	Développement des ressources humaines Canada
<i>Territoire du Yukon</i>	
Projet pilote en direct du Yukon	Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Étude sur les caractéristiques des pinèdes de Lodgepole au Yukon	Affaires indiennes et du Nord Canada
Projet pilote de formation de développement communautaire des jeunes du Yukon	Santé Canada
<i>Territoires du Nord-Ouest</i>	
Projet de planification communautaire de Kivalliq	Développement des ressources humaines Canada
Projet d'apprentissage de la vie communautaire et de réseautage	Affaires indiennes et du Nord Canada

Titre du projet	Principal partenaire fédéral
<i>National</i>	
La Voix des Villages	Patrimoine canadien
Évaluation de l'incidence du financement gouvernemental sur les associations bénévoles dans le Canada rural	Développement des ressources humaines Canada
Projet pilote pour élaborer des indicateurs de la qualité de vie pour les petites collectivités et les collectivités rurales	Santé Canada

# ANNEXE B: LISTE DES MEMBRES DU GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LE SECTEUR RURAL

## **Agriculture et Agroalimentaire Canada**

<http://www.agr.ca>

## **Agence de promotion économique du Canada atlantique**

<http://www.acoa.ca>

## **Agence des douanes et du revenu du Canada**

<http://www.ccr-aadrc.gc.ca>

## **Développement économique Canada pour les régions du Québec**

<http://www.dec-ced.gc.ca>

## **Société canadienne d'hypothèques et de logement**

<http://www.cmhc-schl.gc.ca>

## **Société canadienne des postes**

<http://www.canadapost.ca>

## **Agence canadienne d'évaluation environnementale**

<http://www.ceaa.gc.ca>

## **Patrimoine canadien**

<http://www.pch.gc.ca>

## **Commission canadienne du tourisme**

<http://www.canadatourism.com>

## **Citoyenneté et Immigration Canada**

<http://www.cic.gc.ca>

## **Ministère des Finances**

<http://www.fin.gc.ca>

## **Ministère de la Défense nationale**

<http://www.dnd.ca>

## **Environnement Canada**

<http://www.ec.gc.ca>

## **Société du crédit agricole**

<http://www.fcc-sca.ca>

## **Initiative fédérale du développement économique du Nord de l'Ontario (FedNor)**

<http://www.fednor.ic.gc.ca>

## **Pêches et Océans Canada**

<http://www.dfo-mpo.gc.ca>

## **Santé Canada**

<http://www.hc-sc.gc.ca>

## **Développement des ressources humaines Canada**

<http://www.hrdc-drhc.gc.ca>

## **Affaires indiennes et du Nord Canada**

<http://www.inac.gc.ca>

**Industrie Canada**

<http://www.ic.gc.ca>

**Ministère de la Justice Canada**

<http://canada.justice.gc.ca>

**Ressources naturelles Canada**

<http://www.nrcan.gc.ca>

**Bureau du Conseil privé**

<http://www.pco-bcp.gc.ca>

**Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

<http://www.pwgsc.gc.ca>

**Gendarmerie royale du Canada**

<http://www.rcmp-grc.gc.ca>

**Statistique Canada**

<http://www.statcan.ca>

**Transports Canada**

<http://www.tc.gc.ca>

**Secrétariat du Conseil du Trésor**

<http://www.tbs-sct.gc.ca>

**Diversification de l'économie de l'Ouest Canada**

<http://www.wd.gc.ca>

# ANNEXE C : LISTE DES INITIATIVES GOUVERNEMENTALES QUI TOUCHENT LE CANADA RURAL

La liste ci-dessous reflète les principaux ministères et organismes fédéraux qui sont responsables de chaque initiative. Il est possible d'obtenir de plus amples renseignements sur les initiatives fédérales suivantes qui visent à répondre aux priorités des Canadiens du milieu rural, en composant le 1 800 O-CANADA ou en consultant le site Internet principal du gouvernement du Canada (<http://canada.gc.ca>) et les sites Web de chaque ministère et organisme (voir annexe B).

## Accès à l'information sur les programmes et services fédéraux

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Service électronique d'information (SEIAC)

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Exposition agricole de l'Ouest canadien

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Initiative des cinq ministères de ressources naturelles

Agriculture et Agroalimentaire Canada : InfoHort

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Programme d'expositions rurales

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Foires commerciales virtuelles

Agence de promotion économique du Canada atlantique : Centres de services aux entreprises du Canada atlantique – Services sans frais d'accès à Internet, de téléphone et de télécopieur

Agence de promotion économique du Canada atlantique : Site Web de l'Agence

Agence des douanes et du revenu du Canada : Site Internet pour les demandes de renseignements des entreprises

Agence des douanes et du revenu du Canada : Service automatisé 24/7 de réponse aux demandes de renseignements

Agence des douanes et du revenu du Canada : Service d'information pour les peuples autochtones

Agence des douanes et du revenu du Canada : Programme d'enseignement en fiscalité

Agence des douanes et du revenu du Canada : Programmes des bureaux éloignés, des aéronefs privés et des bateaux privés CANPASS

Agence des douanes et du revenu du Canada : Programme de visites aux nouveaux employeurs

Agence des douanes et du revenu du Canada : Comptoirs d'information, impôt sur le revenu

Agence des douanes et du revenu du Canada : Site Web sur le recrutement externe de l'ADRC

Agence des douanes et du revenu du Canada : Programme des visites communautaires

Agence des douanes et du revenu du Canada : Services sur mesure supplémentaires

Agence des douanes et du revenu du Canada : Séances d'information à l'intention de la collectivité agricole

Agence des douanes et du revenu du Canada : Séances d'information à l'intention des entreprises/particuliers

Agence des douanes et du revenu du Canada : Service à la clientèle – Relations avec les collectivités

Agence des douanes et du revenu du Canada : Programme d'extension des services – Autochtones et collectivités asiatiques

Agence des douanes et du revenu du Canada : Inscription des entreprises en direct

Agence des douanes et du revenu du Canada : Programme communautaire des bénévoles en matière d'impôt

Agence des douanes et du revenu du Canada : Élargissement à tous les Canadiens des services gratuits de renseignements téléphoniques

Agence des douanes et du revenu du Canada : Foires-info (effort concerté entre les ministères)

Agence des douanes et du revenu du Canada : Séminaires mixtes à l'intention des petites entreprises/séminaires d'information à l'intention des petites entreprises

Agence des douanes et du revenu du Canada : IMPÔTNET

Agence des douanes et du revenu du Canada : CSRN – Compte de stabilisation du revenu net

Agence des douanes et du revenu du Canada : Aide en cas de catastrophe liée au revenu agricole (ACRA)

Agence des douanes et du revenu du Canada : IMPÔTEL

Agence des douanes et du revenu du Canada : Programme des bureaux éloignés

Agence des douanes et du revenu du Canada : Examen des bureaux selon le profil

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec : Service Canada – Projet pilote – Réseau communautaire

Développement économique du Canada pour les régions du Québec : Centres de services aux entreprises du Canada – Services sans frais d'accès à Internet, de téléphone et de télécopieur

Société canadienne d'hypothèques et de logement : Abordabilité et choix aujourd'hui

Société canadienne d'hypothèques et de logement : Forum sur le logement dans l'Arctique

Société canadienne d'hypothèques et de logement : Solutions maisons

Société canadienne d'hypothèques et de logement : Programme de prix pour le logement

Société canadienne d'hypothèques et de logement : Recherche en technologie de l'habitation dans le Nord – site Web sur le logement

Société canadienne d'hypothèques et de logement : Conférence nationale sur le logement des Premières nations

Société canadienne d'hypothèques et de logement : Prix nationaux d'excellence décernés aux Autochtones

Société canadienne des postes : Accès aux formulaires de demande du gouvernement

Société canadienne des postes : Centre multiservice du Canada

Société canadienne des postes : Sites du Programme d'accès communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard

Société canadienne des postes : Normes de livraison et de détail pour le Canada rural

Société canadienne des postes : Poste électronique

Société canadienne des postes : Enregistrement d'armes à feu

Société canadienne des postes : Centre d'information DRHC – Mise à l'essai du concept

Société canadienne des postes : Projet pilote Service Canada

Agence canadienne de développement international : Site Web de l'Agence diffusant de l'information sur ses activités internationales

Citoyenneté et Immigration Canada : Service du Téléc centre 1 888 242-2100

Citoyenneté et Immigration Canada : Initiative des kiosques d'information rurale (projet pilote)

Citoyenneté et Immigration Canada : Site Web

Environnement Canada : Répertoire de bases de données sur les zones côtières de l'Atlantique

Environnement Canada : Registre de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*

Environnement Canada : Participation au projet pilote de centres d'information du gouvernement du Canada

Environnement Canada : Éco-collectivités du millénaire

Environnement Canada : Accès par le 1 800 668-6767

Environnement Canada : Prestation régionale solide des programmes et des services pour l'approche communautaire, l'information, la diffusion et l'action environnementale

Environnement Canada : site Web d'Environnement Canada – La Voie verte

Environnement Canada : Projet pilote Service Canada, de concert avec le gouvernement des T.N.-O. et quatre collectivités

Environnement Canada : Prévisions et avertissements météorologiques

Environnement Canada : Programme « Grands Lacs 2000 »

Société du crédit agricole : Publications internes – Valeurs des terres agricoles – constat commercial

Société du crédit agricole : Brochure mixte décrivant quatre sociétés financières (SCA, BDC, SEE, CCC)

Société du crédit agricole : Plus de 100 bureaux situés surtout dans les collectivités rurales

Société du crédit agricole : Présence dans les foires et expositions locales et régionales

Société du crédit agricole : Site Web (information sur les programmes et services)

Société du crédit agricole : Campagne de publicité annuelle dans les grands journaux agricoles afin de diffuser ses produits et services

Société du crédit agricole : Ligne 1 800 387-3232

Initiative fédérale du développement économique du Nord de l'Ontario (FedNor) : Sociétés d'aide au développement des collectivités (à l'échelle de l'Ontario)

Pêches et Océans Canada : Site Web du ministère

Santé Canada : Réseau canadien de la santé

Santé Canada : Initiative de lutte contre la violence familiale

Santé Canada : Bulletin : La santé de la famille agricole

Santé Canada : Sites Web des bureaux régionaux de la Direction générale de la promotion et des programmes de la santé (DGPPS)

Santé Canada : Programme Pollution dans le Grand Nord et l'Arctique

Santé Canada : Service de renseignements sur la lutte antiparasitaire

Santé Canada : Site Web de l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire (ARLA)

Santé Canada : Sites Web des bureaux régionaux

Développement des ressources humaines Canada : Fonds du Canada pour la création d'emplois (FCCE) – volet information

Développement des ressources humaines Canada : Protocole d'entente avec Industrie Canada concernant les agences régionales

Développement des ressources humaines Canada : Site Web de DRHC

Développement des ressources humaines Canada : Terminaux interactifs, régions rurales et éloignées

Affaires indiennes et du Nord Canada : Initiative globale de développement des entreprises autochtones

Affaires indiennes et du Nord Canada : Site Web d'AINC

Affaires indiennes et du Nord Canada : Ateliers sur la stratégie d'acquisitions auprès des entreprises autochtones

Affaires indiennes et du Nord Canada/Industrie Canada : Carte autochtone du Canada – projet pilote Service Canada

Industrie Canada : Centres de services aux entreprises du Canada – Services sans frais d'accès à Internet, de téléphone et de télécopieur

Industrie Canada : Projet pilote Service Canada au Québec

Industrie Canada : Foires Info-PME

Industrie Canada : Strategis

Industrie Canada : Projet pilote des centres d'entreprises de Toronto – Projet pilote Service Canada

Industrie Canada : Passerelle d'information pour les consommateurs - Projet pilote Service Canada

Industrie Canada : Communications vocales par le Web, Projet pilote Service Canada

Industrie Canada : Projets pilotes des réseaux communautaires en Ontario et au Nouveau-Brunswick - Projet pilote Service Canada

Industrie Canada et Développement économique du Canada pour les régions du Québec : Projet pilote Service Canada au Québec

Ministère de la Justice Canada : Projet concernant les pensions alimentaires pour enfants

Ministère de la Justice Canada : Études d'évaluation des besoins, partie III

Ministère de la Justice Canada : Programme de diffusion externe du Centre canadien d'armes à feu

Conseil national de recherches : Programme d'aide à la recherche industrielle

Ressources naturelles Canada : Réseau canadien de connaissances géoscientifiques

Ressources naturelles Canada : GéoConnexions

Ressources naturelles Canada : Initiative des innovateurs énergétiques

Ressources naturelles Canada : GPS.C (Système de positionnement mondial – Corrections)

Ressources naturelles Canada : Sites Web du secteur des métaux et des minéraux

Ressources naturelles Canada : Initiative des collectivités durables

Ressources naturelles Canada : ResSources (Initiative de gestion des connaissances)

Commission de la fonction publique : Programme d'accès communautaire Canada-Terre-Neuve et Labrador

Commission de la fonction publique : Information sur l'emploi

Commission de la fonction publique : Pouvoir délégué de recrutement externe

Commission de la fonction publique : Partenariat avec la Memorial University of Newfoundland

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : Programme d'accès public – Services de centre d'appel 1 888 333-7764

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : Programme d'accès public – 1 800 O-CANADA et site Web

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : Programme d'accès public – Pages bleues (projet pilote)

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : Programme d'accès public – Infocentres (projet pilote)

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada/Industrie Canada : Sites des ressources communautaires intégrées Lumby – Projet pilote Service Canada

Gendarmerie royale du Canada : Agents de liaison avec les Autochtones

Gendarmerie royale du Canada : Programme radiophonique local – Norway House (Manitoba)

Gendarmerie royale du Canada : Programme de télévision locale – Neepawa (Manitoba)

Gendarmerie royale du Canada : Détachements de la GRC

Gendarmerie royale du Canada : Site Web de Service Canada de la GRC

Transports Canada : Programme de l'aviation civile

Transports Canada : Programme des marchandises dangereuses

Transports Canada : Création d'un site Web

Transports Canada : Création de centres de Transports Canada

Transports Canada : Conseils/comités des exploitants d'aéroports régionaux

Transports Canada : Conseils de sécurité régionale de l'aviation dans l'Ouest du Canada

Transports Canada : Conseil consultatif maritime canadien – Région du Nord

Transports Canada : Programme de la sécurité routière

Secrétariat du Conseil du Trésor : Travaux d'infrastructure Canada

Secrétariat du Conseil du Trésor : Initiative Service Canada

Secrétariat du Conseil du Trésor : Site Web

Anciens Combattants Canada : Améliorer l'accès à l'information sur la santé dans les bureaux de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard

Anciens combattants : Site Web

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada : Réseau de services commerciaux autochtones

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada : Centres de services aux entreprises du Canada – Services sans frais d'accès à Internet, de téléphone et de télécopieur

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada : Ateliers sur le SADC

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada : Information sur les expositions commerciales

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada : Bibliothèque dans les bureaux des SADC

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada : Site Web

## Accès aux services financiers

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Aide en cas de catastrophe liée au revenu agricole

Agriculture et Agroalimentaire Canada : *Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative*

Agence de promotion économique du Canada atlantique : La Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique

Agence de promotion économique du Canada atlantique : Programme de développement des entreprises

Agence de promotion économique du Canada atlantique : Centres de services aux entreprises du Canada

Agence de promotion économique du Canada atlantique : Expansion économique communautaire

Agence de promotion économique du Canada atlantique : Corporations locales de développement économique

Agence de promotion économique du Canada atlantique : Programme ConneXion – capital d'appoint pour les jeunes entrepreneurs

Agence de promotion économique du Canada atlantique : Volet de développement économique Canada-Terre-Neuve du Plan d'adaptation et de restructuration des pêches canadiennes

Banque de développement du Canada

Agence des douanes et du revenu du Canada : Aide en cas de catastrophe liée au revenu agricole

Agence des douanes et du revenu du Canada : Compte de stabilisation du revenu net

Développement économique du Canada pour les régions du Québec : Projet pilote Entreprises rurales (Bas-St-Laurent/Gaspésie/Îles de la Madeleine)

Société canadienne d'hypothèques et de logement : Assurance-prêt hypothécaire

Société canadienne des postes : Service de poste électronique

Société canadienne des postes : Services financiers à Nain (Labrador), à Inuvik (T.N.-O.) et à Saint-Appolinaire (Québec)

Ministère des Finances : Ombudsman des services financiers canadiens

Ministère des Finances : Base de données sur les PME

Ministère des Finances : Agence des consommateurs de produits et services financiers

Ministère des Finances : Nouveau cadre stratégique pour le secteur des services financiers

Société du crédit agricole : Prêts à long terme

Société du crédit agricole : Prêt sur garantie mobilière

Société du crédit agricole : Prêt d'un an convertible

Société du crédit agricole : Prêt à taux variables

Société du crédit agricole : Produits « Coups d'pousse »

Société du crédit agricole : Prêt « Plantez maintenant, payez plus tard »

Société du crédit agricole : Prêt constructeur agricole

Initiative fédérale du développement économique du Nord de l'Ontario (FedNor) : Sociétés d'aide au développement des collectivités (à l'échelle de l'Ontario)

Initiative fédérale du développement économique du Nord de l'Ontario (FedNor) : Accès aux capitaux

Affaires indiennes et du Nord Canada : Initiative de développement des entreprises autochtones

Affaires indiennes et du Nord Canada : Forum sur les services financiers autochtones

Affaires indiennes et du Nord Canada : Programmes de mise de fonds dans les entreprises

Affaires indiennes et du Nord Canada : Programme de développement économique des collectivités

Affaires indiennes et du Nord Canada : Ententes sur les revendications territoriales et les traités

Affaires indiennes et du Nord Canada : Programme d'acquisition des ressources

Affaires indiennes et du Nord Canada : Ententes sur les redevances à l'égard des ressources

Industrie Canada : Entreprise autochtone Canada

Industrie Canada : Plan d'investissement communautaire du Canada

Industrie Canada : *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada*

Industrie Canada : Site Web sur les sources de financement

Conseil national de recherches : Programme d'aide à la recherche industrielle

Ressources naturelles Canada : Programme d'encouragement pour les bâtiments commerciaux

Ressources naturelles Canada : Les innovateurs énergétiques et les innovateurs énergétiques plus

Transports Canada : Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires

Transports Canada : Programme de contribution pour l'amélioration de la sécurité des traversées de voie

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada : Accès aux capitaux

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada : Fonds de prêts pour les petites entreprises rurales

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada : Prêts pour les entrepreneurs ruraux handicapés

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada : Prêts pour les jeunes ruraux

## Possibilités pour les jeunes ruraux

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Fonds canadien d'adaptation et de développement rural (FCADR) – Conseils

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Fonds canadien d'adaptation et de développement rural (FCADR) – Programmes nationaux

Agence de promotion économique du Canada atlantique : Programme des jeunes entrepreneurs

Agence de promotion économique du Canada atlantique : Initiative de formation pour les jeunes entrepreneurs

Agence de promotion économique du Canada atlantique : ConneXion – Jeunes entrepreneurs – Programme d’orientation et de capital d’appoint

Agence de promotion économique du Canada atlantique : Centres d’entreprises YMCA-YWCA à St. John’s (Terre-Neuve) et à Glace Bay (Nouvelle-Écosse)

Agence de promotion économique du Canada atlantique : Initiative Jeunesse Terre-Neuve-Labrador

Agence de promotion économique du Canada atlantique : Centre de développement et d’éducation en entrepreneuriat (CDEE) en Nouvelle-Écosse

Agence de promotion économique du Canada atlantique : « Je veux devenir millionnaire »

Agence de promotion économique du Canada atlantique : « Open for Business » (OFB)

Agence de promotion économique du Canada atlantique : Initiative « Youth Corps »

Agence des douanes et du revenu du Canada : Programme de stages

Développement économique du Canada pour les régions du Québec : DEC – Stratégie Jeunesse

Société canadienne d’hypothèques et de logement : Initiative de stages en habitation pour les jeunes des Premières nations et les jeunes Inuits

Patrimoine canadien : Programme des citoyens autochtones

Patrimoine canadien : Jeunesse Canada au travail

Citoyenneté et Immigration Canada : Site Web CITZINE

Ministère de la Défense nationale : Organisation des cadets du Canada

Ministère de la Défense nationale : Première réserve des Forces canadiennes

Ministère de la Défense nationale : Rangers canadiens

Ministère de la Défense nationale : Rangers juniors canadiens

Société du crédit agricole : Agri+emploi

Société du crédit agricole : Agri-croissance

Société du crédit agricole : Forum canadien des jeunes agriculteurs

Société du crédit agricole : Agri-relais

Société du crédit agricole : Jeunes conférenciers en agriculture

Initiative fédérale du développement économique du Nord de l’Ontario (FedNor) : Initiative des jeunes stagiaires

Développement des ressources humaines Canada : Stratégie de développement des ressources humaines autochtones

Développement des ressources humaines Canada : Objectifs emplois d’été pour étudiants

Développement des ressources humaines Canada : Info-foires jeunesse

Développement des ressources humaines Canada : Information pour la jeunesse

Développement des ressources humaines Canada : Ligne info-jeunesse

Développement des ressources humaines Canada : Jeunes stagiaires Canada

Développement des ressources humaines Canada : Connexion jeunesse

Développement des ressources humaines Canada : Réseau d’information Jeunesse

Développement des ressources humaines Canada : Service Jeunesse Canada

Affaires indiennes et du Nord Canada : Programme de maîtrises autochtones

Affaires indiennes et du Nord Canada : Initiative Participation des Autochtones au marché du travail

Affaires indiennes et du Nord Canada : Stratégie d’emploi pour les jeunes des Premières nations et des Inuits

Affaires indiennes et du Nord Canada : Programme de démonstration d’emplois et de formation Premières nations-industrie de l’énergie

Affaires indiennes et du Nord Canada : Programme d’enseignement postsecondaire

Affaires indiennes et du Nord Canada : Programme de possibilités d’emploi

Industrie Canada : Distribution par Rescol d’un jeu-questionnaire sur le monde rural dans le magazine Team

Conseil national de recherches : Partenariat avec l’Association canadienne autochtone en science et en ingénierie

Ressources naturelles Canada : Atlas des communautés canadiennes

Ressources naturelles Canada : Projets d’éco-efficacité

Commission de la fonction publique : Programme fédéral d’expérience d’emplois d’été

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : Journée d’orientation professionnelle pour les Autochtones

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : Projet pilote de stages pour les Autochtones

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : Agrandissement de l’École d’agriculture – Guelph (Ont.)

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada/Industrie Canada : Sites des ressources communautaires intégrées Lumby (projet pilote Service Canada)

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : Documents de promotion sur des initiatives autochtones pour le recrutement post secondaire

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : Programme d’accès public – Conférence annuelle de l’Interprovincial Association on Native Employment Inc. – Prince Albert (Sask.)

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : Programme d’accès public – Projet d’observation des employés au travail

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : Répertoire des fournisseurs de services d’emploi aux Autochtones

Gendarmerie royale du Canada : Programme de certification des entraîneurs

Gendarmerie royale du Canada : Cours de formation Dynamique de la vie

Gendarmerie royale du Canada : Stratégie nationale de la jeunesse

Gendarmerie royale du Canada : École de liaison avec la police

Gendarmerie royale du Canada : Programme d’emplois d’été pour les étudiants

Secrétariat du Conseil du Trésor : Programme Travaux d’infrastructure Canada

Secrétariat du Conseil du Trésor : Programme de stages pour les jeunes dans le secteur public

Diversification économique de l'Ouest Canada : Programme de stages sur le développement économique des collectivités  
Diversification économique de l'Ouest Canada : Fonds de crédit pour les jeunes ruraux  
Diversification économique de l'Ouest Canada : Jeunes stagiaires  
Diversification économique de l'Ouest Canada : Programme Jeunes entrepreneurs de l'Ouest

## Développement du leadership en matière de ressources humaines et renforcement des capacités des collectivités

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Fonds canadien d'adaptation et de développement rural (FCADR) – Conseils  
Agriculture et Agroalimentaire Canada : Fonds canadien d'adaptation et de développement rural (FCADR) – Programmes nationaux  
Agence de promotion économique du Canada atlantique : Programme de développement des entreprises  
Agence de promotion économique du Canada atlantique : Expansion économique communautaire  
Agence de promotion économique du Canada atlantique : Composante du développement communautaire de la Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique  
Agence de promotion économique du Canada atlantique : Programme de coopération  
Agence des douanes et du revenu du Canada : Séances d'information données en collaboration avec la GRC aux résidents et gens d'affaires de Baie-Comeau  
Agence des douanes et du revenu du Canada : Programme communautaire des bénévoles en matière d'impôt  
Développement économique Canada pour les régions du Québec : 3 projets pilotes dans 10 SADC  
Société canadienne d'hypothèques et de logement : Développement des capacités autochtones  
Société canadienne d'hypothèques et de logement : Programme d'aide au logement – Dévolution de la gestion des propriétés à des groupes autochtones de gestion de la propriété  
Société canadienne d'hypothèques et de logement : Programme de réparations d'urgence  
Société canadienne d'hypothèques et de logement : Logements adaptés : aînés autonomes  
Société canadienne d'hypothèques et de logement : Programme de logements à but non lucratif dans les réserves  
Société canadienne d'hypothèques et de logement : Programme d'aide à la remise en état des logements  
Société canadienne d'hypothèques et de logement : Programme de logement circumpolaire  
Patrimoine canadien : Partenariat interministériel avec les communautés de langues officielles  
Patrimoine canadien : Programme d'aide en matière de langues officielles

Citoyenneté et Immigration Canada : Site Web pour la jeunesse de CIVICANADA  
Ministère de la Défense nationale : Organisation des cadets du Canada  
Ministère de la Défense nationale : La Première réserve des Forces canadiennes  
Ministère de la Défense nationale : Rangers canadiens  
Ministère de la Défense nationale : Rangers juniors canadiens  
Environnement Canada : Base de données d'information multicouche sur les ressources (AINC)  
Environnement Canada : Projet conjoint avec le secteur du bénévolat  
Société du crédit agricole : Forum canadien des jeunes agriculteurs  
Société du crédit agricole : Jeunes conférenciers en agriculture  
Initiative fédérale du développement économique du Nord de l'Ontario (FedNor) : Sociétés d'aide au développement des collectivités (à l'échelle de l'Ontario)  
Initiative fédérale du développement économique du Nord de l'Ontario (FedNor) : Partenariats communautaires  
Pêches et Océans Canada : Programme d'adaptation et de restructuration des pêches du Pacifique  
Santé Canada : Bon départ pour les Autochtones (régions urbaines et du Nord) (BDA)  
Santé Canada : Programme canadien de nutrition prénatale (PCNP)  
Santé Canada : Stratégie nationale pour le VIH-SIDA  
Santé Canada : Fonds national pour des projets PACE-PNCP  
Santé Canada : Programme d'action communautaire pour les enfants (PACE)  
Santé Canada : Programme d'animation communautaire (PAC) – Initiative conjointe de Santé Canada et d'Environnement Canada  
Santé Canada : Programme national sur les contaminants de l'environnement des Premières nations (PCEPN)  
Santé Canada : Fonds pour la santé de la population  
Développement des ressources humaines Canada : Stratégie de développement des ressources humaines autochtones  
Développement des ressources humaines Canada : Fonds du Canada pour la création d'emplois  
Développement des ressources humaines Canada : Visions de la garde d'enfants (VSDE)  
Affaires indiennes et du Nord Canada : Programme de développement économique des collectivités  
Affaires indiennes et du Nord Canada : Fonctions gouvernementales et renforcement des capacités  
Affaires indiennes et du Nord Canada : Mentorat – SACO, Soutien des services aux Autochtones  
Affaires indiennes et du Nord Canada : Renforcement des capacités de gestion des ressources  
Industrie Canada : Club de produits de la Commission canadienne du tourisme  
Industrie Canada : Connexion : Entreprises touristiques

Industrie Canada : Expansion rurale et développement des exportations  
 Ministère de la Justice Canada : Élaboration d'un programme d'action dans le Canada rural  
 Ministère de la Justice Canada : École de droit du Nunavut  
 Ministère de la Justice Canada : Programme ministériel des stagiaires inuits  
 Ministère de la Justice Canada : Pratique dans le Nord – Projet pilote pour le Yukon  
 Ministère de la Justice Canada : Programme de mobilisation des collectivités  
 Conseil national de recherches/Conseil de recherches en sciences humaines/Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie : Réseau de recherche sur les systèmes d'innovation  
 Ressources naturelles Canada : Communautés autochtones et secteur minier  
 Ressources naturelles Canada : Nouvelles méthodes de chauffage à la biomasse  
 Ressources naturelles Canada : Atlas des communautés canadiennes  
 Ressources naturelles Canada : Localités côtières et exploitation minière au large des côtes  
 Ressources naturelles Canada : Programme de certification des administrateurs fonciers locaux  
 Ressources naturelles Canada : Projets d'éco-efficacité  
 Ressources naturelles Canada : Forêt de la communauté du lac Elk  
 Ressources naturelles Canada : Programme forestier des Premières nations  
 Ressources naturelles Canada : Renforcement des capacités en géomatique – Formation en levés officiels  
 Ressources naturelles Canada : Centres d'information sur le développement des forêts mélangées caducifoliées  
 Ressources naturelles Canada : Technologie d'information et transfert de connaissances en foresterie  
 Ressources naturelles Canada : Programme de forêts modèles  
 Ressources naturelles Canada : Projet de renforcement des capacités des collectivités  
 Ressources naturelles Canada : Projets pilotes sur les modes d'exploitation forestière  
 Ressources naturelles Canada : Étude du plateau continental polaire et Programme des connaissances traditionnelles  
 Ressources naturelles Canada : Programme des énergies renouvelables pour les communautés éloignées  
 Ressources naturelles Canada : Initiative des collectivités durables  
 Agence Parcs Canada : Programme des Associations coopérantes  
 Agence Parcs Canada : Programme national des bénévoles  
 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada/Industrie Canada : Sites des ressources communautaires intégrées Lumby – Projet pilote Service Canada  
 Gendarmerie royale du Canada : Examen national des services de police autochtones  
 Gendarmerie royale du Canada : Justice réparatrice  
 Gendarmerie royale du Canada : Projet de renforcement de collectivités durables à Kelowna (C.-B.)

Conseil de recherches en sciences humaines : Chaire de l'University College of Cape Breton en technologie de l'environnement dans les industries non urbaines fondées sur les ressources  
 Secrétariat du Conseil du Trésor : Initiative Service Canada  
 Diversification de l'économie de l'Ouest Canada : Bureaux de développement des collectivités

## Infrastructure rurale

Agence de promotion économique du Canada atlantique : Programme Travaux d'infrastructure Canada  
 Agence de promotion économique du Canada atlantique : Mesures d'adaptation à la fermeture des bases des Forces canadiennes  
 Agence des douanes et du revenu du Canada : Reconstruction des structures portuaires à Coutts (Alberta) et à Emerson (Manitoba)  
 Société canadienne d'hypothèques et de logement : Programme d'aide au logement  
 Société canadienne d'hypothèques et de logement : Programme de réparations d'urgence  
 Société canadienne d'hypothèques et de logement : Maisons saines  
 Société canadienne d'hypothèques et de logement : Programme de logement pour les ruraux et les Autochtones  
 Initiative fédérale du développement économique du Nord de l'Ontario (FedNor) : Infrastructure économique des collectivités  
 Santé Canada : Programme pour l'hygiène du milieu – Direction générale des services médicaux  
 Santé Canada : Sous-comité fédéral-provincial-territorial sur l'eau potable  
 Affaires indiennes et du Nord Canada : Programmes d'immobilisations (logement résidentiel, eau potable et égouts)  
 Affaires indiennes et du Nord Canada : Programme de négociation de l'accès aux ressources  
 Industrie Canada : Travaux d'infrastructure Canada-Ontario  
 Conseil national de recherches : Code national de construction des bâtiments agricoles  
 Conseil national de recherches : Guide technique national des infrastructures municipales  
 Ressources naturelles Canada : Modèles d'évaluation des répercussions sur les collectivités  
 Ressources naturelles Canada : Système de positionnement mondial - Corrections (GPS.C)  
 Ressources naturelles Canada : Géoscience et hydrogéologie de subsurface  
 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : Agrandissement de l'École d'agriculture – Guelph (Ont.)  
 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : Infrastructure au Nunavut  
 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : Station météorologique de la baie Mould, île Prince-Patrick

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : Services d'immobilisation partout au Canada

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : Travaux de remise en état de lieux contaminés

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : Aqueducs et égouts dans la région du Pacifique

Transports Canada : Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires (PAIA)

Transports Canada : Ententes bilatérales de financement des autoroutes

Transports Canada : Programme de contribution aux améliorations de la sécurité des traverses routières et ferroviaires

Transports Canada : Projet de réforme du transport du grain

Transports Canada : Plan sur les systèmes intelligents de transport

Transports Canada : Prestation de services de transport régional et en zones éloignées par VIA Rail et par des moyens non ferroviaires

Transports Canada : Études sur les changements de modes de transport du grain dans les provinces de l'Ouest

Transports Canada : Stratégie sur les corridors de commerce et de transport

Secrétariat du Conseil du Trésor : Programme Travaux d'infrastructure Canada

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada : Entente d'association Canada-Manitoba sur la protection de la vallée de la rivière Rouge

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada : Initiative de rétablissement économique

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada : Programme Travaux d'infrastructure

## Télécommunications rurales et utilisation de l'autoroute de l'information

Agence de promotion économique du Canada atlantique : Entente Canada-Nouvelle-Écosse sur la diversification économique, Association de la technologie de l'information de la Nouvelle-Écosse

Agence de promotion économique du Canada atlantique : Volet de développement économique Canada-Terre-Neuve du Plan d'adaptation et de restructuration des pêches canadiennes

Agence de promotion économique du Canada atlantique : Partenariat dans l'économie du savoir à l'Île-du-Prince-Édouard

Agence des douanes et du revenu du Canada : SIAD (Système d'information automatisé des douanes)

Agence des douanes et du revenu du Canada : TED (Transmission électronique pour les particuliers)

Agence des douanes et du revenu du Canada : Déclaration sur l'Internet

Agence des douanes et du revenu du Canada : Participation avec Industrie Canada aux divers sites du Programme d'accès communautaire partout au Canada

Agence des douanes et du revenu du Canada : Partenariat avec des sites pilotes de Service Canada pour la tenue d'activités du Programme communautaire des bénévoles en matière d'impôt dans des lieux ruraux

Agence des douanes et du revenu du Canada : IMPÔTEL

Agence des douanes et du revenu du Canada : SERT (Système téléphonique de renseignements par téléphone)

Agence des douanes et du revenu du Canada : Bureau de douane virtuel

Développement économique Canada pour les régions du Québec : Atelier sur les problèmes auxquels est confrontée la société de l'information

Développement économique Canada pour les régions du Québec : Atelier sur les nouvelles technologies de l'information dans les régions rurales

Société canadienne des postes : Programme d'accès communautaire

Patrimoine canadien : Aide aux jeunes francophones dans les régions rurales (Université de Moncton)

Patrimoine canadien : Approbation par le CRTC du programme d'amélioration de service sur quatre ans de Bell Canada

Patrimoine canadien : Fonds pour le multimédia

Patrimoine canadien : Programme d'aide aux musées

Patrimoine canadien : Service national des programmes du réseau d'apprentissage à distance

Patrimoine canadien : Service national des radios communautaires francophones

Environnement Canada : Projet pilote du Service de partage de l'information de Kugluktuk

Société du crédit agricole : Développement d'un site Web pour les partenaires des relations communautaires

Initiative fédérale du développement économique du Nord de l'Ontario (FedNor) : Services de relayage de trames dans les collectivités rurales du Nord de l'Ontario

Initiative fédérale du développement économique du Nord de l'Ontario : Infrastructure de télécommunications

Initiative fédérale du développement économique du Nord de l'Ontario (FedNor) : Information et applications de technologies de communications

Santé Canada : Système d'information sur la santé des Premières nations

Santé Canada : Projet pilote national de recherche en télésanté des Premières nations

Affaires indiennes et du Nord Canada : Aide au développement des entreprises

Industrie Canada : Le Canada en direct (Collectivités branchées, Commerce électronique, Accès direct aux gouvernements canadiens)

Industrie Canada : Rescol du Canada

Industrie Canada : Programme d'accès communautaire (PAC)

Industrie Canada : Programme d'aide au développement des collectivités

Industrie Canada : Connexion : entreprises touristiques

Industrie Canada : Un Canada branché

Industrie Canada : Atténuation des désastres pour le développement de communications par satellite à déploiement rapide

Industrie Canada : Passerelle d'information sur les services aux consommateurs - Projet pilote Service Canada

Industrie Canada : Appui aux communications vocales par le Web - Projet pilote Service Canada

Industrie Canada : Projets pilotes des réseaux communautaires en Ontario et au Nouveau-Brunswick - Projet pilote Service Canada

Industrie Canada : Rescol des Premières nations

Industrie Canada : Financement pour une remorque permettant de dispenser de la formation et un accès public dans de très petites collectivités du nord de la Saskatchewan

Industrie Canada : Système d'information géographique en ligne à Grande Prairie (Alberta)

Industrie Canada : Accès à l'éducation et à des soins de santé pour les résidents de régions éloignées, par télécommunications

Industrie Canada : Répertoire national des diplômés

Industrie Canada : PACE 2000 pour les malades âgés en période post-opératoire

Industrie Canada : Projet OUTREACH pour la télépsychiatrie

Industrie Canada : Projet I-Site pour la téléophtalmologie

Industrie Canada : Téléc centre de services pour les collectivités éloignées

Industrie Canada : Télécommunications dans le Nord de l'Ontario

Industrie Canada : Projet pilote « Voice-to-Voice Web Support »

Industrie Canada : Programme d'aide au réseau du secteur du bénévolat

Conseil national de recherches : Forum de technologie rurale BayBYTES

Conseil national de recherches : Réseau canadien de technologie

Conseil national de recherches : Centre d'innovation en technologie de l'information du Cap-Breton

Ressources Naturelles Canada : Atlas des communautés canadiennes

Ressources Naturelles Canada : GéoConnexions

Ressources Naturelles Canada : Initiative des collectivités durables

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie : Réseau des centres d'excellence en téléapprentissage

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : Service mobile par satellite de l'État

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : Dépôt direct

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : GENet (Services d'accès à distance, Service gouvernemental de réseau optique, Service gouvernemental de relayage de trames, Service gouvernemental de télécommunications par satellite, Service gouvernemental d'infrastructure de transmission électronique, Service d'applications protégées et de gestion des clés, MERX (Système électronique d'appel d'offres), Service d'information sur les fournisseurs, Pouvoir d'achat 2000, Marché en direct des Services professionnels en informatique, Site Internet principal du gouvernement fédéral)

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : Services d'annuaires gouvernementaux électroniques

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : Yukon – Projet pilote en direct

Secrétariat du Conseil du Trésor : Programme Travaux d'infrastructure Canada

Secrétariat du Conseil du Trésor : Initiative Service Canada

Anciens Combattants Canada : Fourniture d'ordinateurs excédentaires et transmission d'une formation sur Internet aux filiales locales de la Légion en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard

## Diversification économique

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Programme d'innovation agroalimentaire

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Service d'exportation agroalimentaire

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Journées champêtres annuelles et journées propres à certains produits

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Programme de planification d'initiatives agricoles

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Fonds canadien d'adaptation et de développement rural (FCADR) – Conseils

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Fonds canadien d'adaptation et de développement rural (FCADR) – Programmes nationaux

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Fonds canadien d'adaptation et de développement rural en Saskatchewan

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Programme canadien de la gestion d'entreprise agricole

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Programme de consultation agricole

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Service de médiation en matière d'endettement agricole

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Programme de coinvestissement en R et D (PCRD)

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Programme de pâturages collectifs de l'ARAP

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Usine pilote POS (extraction de protéines, d'huiles et de féculents)

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Potentiel du pin écossais

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Développement et potentiel de l'argousier

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Projet de puits d'eau durables

Agriculture et Agroalimentaire Canada : Démonstration sur la production légumière

Agence de promotion économique du Canada atlantique : Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique

Agence de promotion économique du Canada atlantique : Mesures d'adaptation à la fermeture des bases des Forces canadiennes

Agence de promotion économique du Canada atlantique : Ententes fédérales-provinciales sur le développement économique telles que l'Entente Canada-Terre-Neuve sur le développement économique global

Agence de promotion économique du Canada atlantique : Mesures d'adaptation économique telles que le volet de développement économique Canada-Terre-Neuve du Plan d'adaptation et de restructuration des pêches canadiennes

Agence de promotion économique du Canada atlantique : Entente Canada-Terre-Neuve sur le renouveau économique

Agence de promotion économique du Canada atlantique : Tourisme et expansion des exportations

Agence de promotion économique du Canada pour les régions du Québec : Programme d'adaptation des collectivités côtières

Agence de promotion économique du Canada pour les régions du Québec : Initiatives stratégiques régionales

Agence de promotion économique du Canada pour les régions du Québec : Programme des entreprises rurales

Agence de promotion économique du Canada pour les régions du Québec : Fonds spécial de développement et d'adaptation économiques des communautés de pêche du Québec (régions côtières du Québec)

Société d'hypothèques et de logement du Canada : Forum sur le logement en région circumpolaire

Citoyenneté et Immigration Canada : Programme concernant les entrepreneurs et les travailleurs autonomes

Citoyenneté et Immigration Canada : Programme de candidats provinciaux

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international : Stratégie de développement du commerce international

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international : Partenaires pour l'investissement au Canada

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international : Programme de développement des marchés d'exportation

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international : Missions commerciales d'Équipe Canada

Société du crédit agricole : Soutien financier des entreprises à valeur ajoutée à la ferme et à l'extérieur

Initiative fédérale du développement économique du Nord de l'Ontario (FedNor) : Sociétés d'aide au développement des collectivités (à l'échelle de l'Ontario)

Affaires indiennes et du Nord Canada : Programme de développement économique communautaire

Affaires indiennes et du Nord Canada : Stratégie de développement du secteur du diamant

Affaires indiennes et du Nord Canada : Programme fédéral-provincial-territorial des partenariats régionaux

Affaires indiennes et du Nord Canada : Programme forestier des Premières nations

Affaires indiennes et du Nord Canada : Initiative conjointe de développement économique

Affaires indiennes et du Nord Canada : Fonds pour la création de possibilités

Affaires indiennes et du Nord Canada : Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones

Affaires indiennes et du Nord Canada : Programme de négociation de l'accès aux ressources

Affaires indiennes et du Nord Canada : Programme d'acquisition des ressources

Industrie Canada : *Loi canadienne sur les coopératives*

Conseil national de recherches : Programme de biotechnologie

Conseil national de recherches : Chaire en gestion du développement agroalimentaire axée sur le savoir

Ressources naturelles Canada : Carburants de remplacement pour les transports

Ressources naturelles Canada : Programme d'économie d'énergie dans l'industrie canadienne

Ressources naturelles Canada : Initiative de renforcement des capacités des collectivités

Ressources naturelles Canada : Programme des forêts modèles de l'Est de l'Ontario

Ressources naturelles Canada : Programme ÉnerGuide pour les maisons

Ressources naturelles Canada : Science et technologie de l'exploration – EXTECH II (aide à la prospection minière au Nouveau-Brunswick)

Ressources naturelles Canada : Programme forestier des Premières nations

Ressources naturelles Canada : Programme « Forest Tracks »

Ressources naturelles Canada : GéoConnexions

Ressources naturelles Canada : Système de positionnement mondial – Corrections (GPS-C)

Ressources naturelles Canada : Programme d'aide à la relance à la suite de la tempête de verglas

Ressources naturelles Canada : Initiative à valeur ajoutée pour les minéraux et les métaux

Ressources naturelles Canada : Moose Band Development Corporation

Ressources naturelles Canada : Programme national de cartographie géoscientifique (NATMAP)

Ressources naturelles Canada : Activités scientifiques et techniques de Ressources naturelles Canada (RNCAN)

Ressources naturelles Canada : Programme de la maison 2000

Ressources naturelles Canada : Programme Réno\$ens

Ressources naturelles Canada : Initiative d'innovation dans le secteur des ressources

Ressources naturelles Canada : Programme de sceau de qualité pour le secteur du sirop d'érable  
 Ressources naturelles Canada : Activités de promotion du commerce et des investissements  
 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : Soutien aux entreprises autochtones  
 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : Programme de promotion des fournisseurs  
 Transports Canada : Maintien du service aérien pour les petites collectivités  
 Transports Canada : Northwest Corridor Development Corporation, C.-B.  
 Transports Canada : Étude sur la transformation (valeur ajoutée) du grain de l'Ouest  
 Diversification de l'économie de l'Ouest Canada : Programme d'adaptation du secteur des pêches  
 Diversification de l'économie de l'Ouest Canada : Comité d'adaptation de la collectivité de Massett  
 Diversification de l'économie de l'Ouest Canada : Fonds de développement économique de Whiteshell

## Accès aux soins de santé

Agence de développement économique du Canada atlantique : Entente Canada-Nouveau-Brunswick, Initiative de technologie des services hospitaliers à domicile  
 Patrimoine canadien : Programme d'appui aux langues officielles  
 Environnement Canada : Programme d'animation communautaire (Santé Canada)  
 Société du crédit agricole : Programme de promotion de la santé  
 Santé Canada : Programme d'aide préscolaire aux Autochtones des réserves (PAPAR)  
 Santé Canada : Programme des partenariats pour l'infrastructure canadienne de la santé  
 Santé Canada : Programme canadien de nutrition prénatale – volet Premières nations et Inuits (PCNP-VPNI)  
 Santé Canada : Programme des centres d'excellence pour la santé des femmes  
 Santé Canada : Programme de soins à domicile et en milieu communautaire des Premières nations et des Inuits  
 Santé Canada : Programme de soutien à l'infrastructure de la santé  
 Santé Canada : Fonds pour l'adaptation des services de santé (FASS)  
 Santé Canada : Les soins à domicile en régions rurales et éloignées  
 Santé Canada : Programme de développement et d'échange des connaissances, Fonds pour l'adaptation des services de santé (FASS)  
 Santé Canada : Volet Soins en régions rurales et éloignées – Innovations du budget de 1999 de l'Initiative de santé en milieu rural et dans les collectivités  
 Industrie Canada : Accès, par les télécommunications, aux soins de santé et à l'éducation pour les résidents des régions éloignées  
 Industrie Canada : PACE 2000 pour les malades âgés et en période post-opératoire

Industrie Canada : Projet OUTREACH pour la télépsychiatrie  
 Industrie Canada : Projet I – Site pour la téléophtalmologie  
 Gendarmerie royale du Canada : Programme de sensibilisation aux drogues  
 Gendarmerie royale du Canada : Initiative de lutte contre la violence familiale  
 Gendarmerie royale du Canada : Accès public à la défibrillation  
 Gendarmerie royale du Canada : Programme d'intervention en cas de suicide  
 Diversification de l'économie de l'Ouest Canada : SADC CDE  
 Diversification de l'économie de l'Ouest Canada : Appui à la recherche et aux projets touchant les PME en télésanté

## Accès à l'éducation

Agence de promotion économique du Canada atlantique : Entente Canada-Nouvelle-Écosse sur la diversification économique, Centre de développement et d'éducation en entrepreneuriat  
 Agence de promotion économique du Canada atlantique : Initiative conjointe de développement économique (ICDE), Développement de l'entrepreneuriat et des capacités dans les collectivités autochtones du Nouveau-Brunswick  
 Agence des douanes et du revenu du Canada : Aider les analphabètes à remplir des documents et des formulaires  
 Agence des douanes et du revenu du Canada : Programme d'enseignement en fiscalité  
 Patrimoine canadien : Aide aux jeunes francophones des régions rurales (Université de Moncton)  
 Patrimoine canadien : Collège de l'Acadie  
 Patrimoine canadien : Service national de programmation du réseau d'apprentissage à distance  
 Patrimoine canadien : Réseautage des conseils scolaires francophones de l'Ontario  
 Patrimoine canadien : Cours en direct  
 Patrimoine canadien : Bases de données de référence  
 Patrimoine canadien : Expositions virtuelles  
 Citoyenneté et Immigration Canada : Semaine de la citoyenneté 2000  
 Citoyenneté et Immigration Canada : Intégration-Net  
 Citoyenneté et Immigration Canada : Programme des cours de langue pour les immigrants au Canada  
 Initiative fédérale du développement économique du Nord de l'Ontario (FedNor) : Sociétés d'aide du développement des collectivités (à l'échelle de l'Ontario)  
 Initiative fédérale du développement économique du Nord de l'Ontario (FedNor) : Partenariats communautaires  
 Développement des ressources humaines Canada : Stratégie de développement des ressources humaines autochtones  
 Développement des ressources humaines Canada : Programme canadien de prêts aux étudiants

Développement des ressources humaines Canada : CibléTudes interactif  
 Développement des ressources humaines Canada : Programme d'accès communautaire  
 Développement des ressources humaines Canada : Initiative des réseaux d'apprentissage communautaires  
 Développement des ressources humaines Canada : Prestations d'emploi et mesures de soutien  
 Développement des ressources humaines Canada : Fournisseur de services Internet  
 Développement des ressources humaines Canada : Secrétariat national à l'alphabétisation  
 Développement des ressources humaines Canada : Bureau des technologies d'apprentissage  
 Affaires indiennes et du Nord Canada : Programme des centres culturels et éducatifs  
 Affaires indiennes et du Nord Canada : Programme d'éducation postsecondaire à l'intention des Premières nations et des Inuits  
 Affaires indiennes et du Nord Canada : Programme des subventions culturelles à l'intention des Inuits  
 Affaires indiennes et du Nord Canada : Enseignement à la maternelle, au primaire et au secondaire  
 Affaires indiennes et du Nord Canada : Programme de formation scientifique dans le Nord  
 Ministère de la Justice Canada : Élaboration d'un programme pour le programme d'études postsecondaires  
 Ministère de la Justice Canada : École de droit du Nunavut  
 Ministère de la Justice Canada : Programme de stages pour Inuits  
 Ressources naturelles Canada : Fonds de fiducie pour le développement des Premières nations du lac Supérieur  
 Ressources naturelles Canada : Initiative des collectivités durables  
 Commission de la fonction publique : L'apprentissage à distance pour les adultes  
 Secrétariat du Conseil du Trésor : Programme canadien des travaux d'infrastructure  
 Diversification de l'économie de l'Ouest Canada : SADC CDE  
 Diversification de l'économie de l'Ouest Canada : Programme de formation à l'entreprise

## Partenariats pour le développement des collectivités

Agence de promotion économique du Canada atlantique : Centres locaux de développement économique  
 Agence de promotion économique du Canada atlantique : Fonds de fonctionnement pour les organismes de développement économique régional tels que les Commissions de développement économique régional au Nouveau-Brunswick, les Administrations de développement régional en Nouvelle-Écosse, les Conseils de développement économique régional à Terre-Neuve et au Labrador et les Sociétés de développement économique local à l'Île-du-Prince-Édouard

Agence des douanes et du revenu du Canada : Partenariat entre l'Agence des douanes et du revenu du Canada et le gouvernement de la Nouvelle-Écosse au sujet de l'utilisation des numéros d'entreprise  
 Agence des douanes et du revenu du Canada : Service Canada  
 Développement économique du Canada pour les régions du Québec : Programme de développement des collectivités (54 SADC)  
 Société canadienne d'hypothèques et de logement : Programmes d'aide au logement  
 Société canadienne d'hypothèques et de logement : Solutions maisons  
 Société canadienne d'hypothèques et de logement : Recherche en technologie de l'habitation dans le Nord (site Web)  
 Société canadienne d'hypothèques et de logement : Programme de logement pour les ruraux et les Autochtones  
 Société canadienne d'hypothèques et de logement : Programme d'amélioration des refuges  
 Patrimoine canadien : Partenariat interministériel avec les collectivités de langues officielles  
 Environnement Canada : Programme d'action des zones côtières de l'Atlantique  
 Environnement Canada : Collectivités durables (Conseil fédéral de la Nouvelle-Écosse)  
 Environnement Canada : Projet de prévention de la pollution causée par le fumier de bestiaux  
 Environnement Canada : Initiative des collectivités durables – Coordination et planification du développement durable (CPDD)  
 Société du crédit agricole : Alliances avec 23 partenaires  
 Société du crédit agricole : Programme de promotion de la santé  
 Société du crédit agricole : Fondation pour l'approvisionnement en eau potable  
 Société du crédit agricole : Programme des ordinateurs pour les écoles  
 Santé Canada : Sous-comité de l'évaluation, Programme d'action communautaire envers les enfants de l'Atlantique (PACE)  
 Santé Canada : Comité de gestion mixte (CGM) de l'Atlantique  
 Santé Canada : « Compliance Outreach »  
 Santé Canada : Transfert de services de santé aux Premières nations et aux Inuits  
 Santé Canada : Comités de l'Agence de réglementation de lutte antiparasitaire (ARLA) :  
 a. Conseil consultatif de la lutte antiparasitaire  
 b. Comité fédéral-provincial-territorial de la lutte antiparasitaire et des pesticides  
 Santé Canada : Projets de partenariat en LAI de l'ARLA  
 Développement des ressources humaines Canada : Prestations d'emploi et mesures de soutien  
 Développement des ressources humaines Canada : Partenariats sectoriels  
 Développement des ressources humaines Canada : Programme de partenariats pour le développement social

Affaires indiennes et du Nord Canada : Forums de partenariats d'affaires (« Business at the Summit » en Colombie-Britannique, Forum sur le renouveau économique de l'Ontario, « Corporate Circle » en Saskatchewan et Mode de consultation tripartite en Nouvelle-Écosse)

Affaires indiennes et du Nord Canada : Programme de développement économique des collectivités

Affaires indiennes et du Nord Canada : Partenariats économiques

Affaires indiennes et du Nord Canada : Initiative conjointe de développement économique (ICDE)

Affaires indiennes et du Nord Canada : Appui pour les partenariats tripartites

Ministère de la Justice Canada : Programme de mobilisation des collectivités

Ressources naturelles Canada : Entente avec le gouvernement du Québec en vue d'aider les propriétaires forestiers touchés par la tempête de verglas

Ressources naturelles Canada : Atlas des communautés canadiennes

Ressources naturelles Canada : Réseau canadien de connaissances géoscientifiques

Ressources naturelles Canada : Initiative de renforcement des capacités des collectivités

Ressources naturelles Canada : Programme ÉnerGuide pour les maisons

Ressources naturelles Canada : Initiative des innovateurs énergétiques

Ressources naturelles Canada : Programme Initiative des bâtiments fédéraux

Ressources naturelles Canada : Programme de coopération fédérale-municipale pour l'efficacité énergétique

Ressources naturelles Canada : Programme ÉcoRoute

Ressources naturelles Canada : ÉcoFlotte

Ressources naturelles Canada : GéoConnexions

Ressources naturelles Canada : Initiative des collectivités durables

Agence Parcs Canada : Associations coopérantes

Agence Parcs Canada : Programme des rivières du patrimoine canadien

Agence Parcs Canada : Programme national de partage des frais pour les lieux historiques nationaux

Agence Parcs Canada : Alliance des lieux historiques nationaux de l'Ontario

Agence Parcs Canada : Programme national de bénévolat

Agence Parcs Canada : Planification de la gestion des parcs et des lieux

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : British Columbia Buildings Corporation

Gendarmerie royale du Canada : Agents de liaison avec les Autochtones

Gendarmerie royale du Canada : Clients, acquisitions, et analyse de renseignements, partenariats, réponses, autoévaluation (CAPRA), modèle de résolution de problème

Gendarmerie royale du Canada : Comité consultatif sur les contrats

Gendarmerie royale du Canada : Programme de radio locale – Norway House (Manitoba)

Gendarmerie royale du Canada : Programme de télévision locale – Neepawa (Manitoba)

Gendarmerie royale du Canada : Stratégie nationale sur la sécurité communautaire et la prévention du crime

Gendarmerie royale du Canada : Programmes de services d'aide aux victimes

Secrétariat du Conseil du Trésor : Programme de stages pour les jeunes dans le secteur public

Secrétariat du Conseil du Trésor : Initiative Service Canada

Anciens Combattants Canada : Partenariat avec l'Île-du-Prince-Édouard pour rehausser la capacité d'intervention en santé rurale

Anciens Combattants Canada : Fourniture d'ordinateurs excédentaires et transmission d'une formation sur Internet aux filiales locales de la Légion en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada : Associations SADC

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada : SADC

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada : Conseils du réseau de prestation de services

## Promotion du Canada rural

Patrimoine canadien : Centre d'échange d'expositions

Patrimoine canadien : Guide « À la découverte du patrimoine » et Artefacts Canada

Patrimoine canadien : Forum du patrimoine

Société du crédit agricole : Programme de relations communautaires

Société du crédit agricole : Plus de 100 bureaux qui sont situés dans les municipalités rurales et dont les employés vivent en milieu rural

Affaires indiennes et du Nord Canada : Tendances statistiques 1991-1996

Affaires indiennes et du Nord Canada : Groupes de réflexion sur les dossiers de développement économique des Autochtones

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : Activités promotionnelles à l'appui des foires et expositions

Statistique Canada : Douzième Colloque annuel sur la politique rurale

Statistique Canada : Recensement de 1996, Profil statistique des collectivités canadiennes

Statistique Canada : Sondage sur la santé des collectivités

Statistique Canada : Zones d'influence métropolitaine

Statistique Canada : Nouvelle économie rurale, options et choix

Statistique Canada : Ligne de démarcation nord-sud

Statistique Canada : Bulletin d'analyse, régions rurales et petites villes du Canada

Statistique Canada : Régions rurales et petites villes du Canada : projections démographiques par groupe d'âge

Statistique Canada : La voie d'accès aux données rurales

Statistique Canada : Jeunes ruraux : ceux qui restent, ceux qui quittent et ceux qui reviennent